

#7

HIVER
2018
3,00 €



The Progressive Post

2019

Avec les contributions de :

Michel Aglietta
Giuliano Amato
Vytenis Andriukaitis
Antoine Deltour
Gustav Horn
Catuscia Marini
Federica Mogherini
Pierre Moscovici
Sergei Stanishev
Joseph Stiglitz
Jens Stoltenberg
Gesine Schwan
Luca Visentini
Catherine Woollard
...

UNE FEUILLE DE ROUTE PROGRESSISTE POUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE 2019



COUVERTURE SPÉCIALE

Les 10 ans de la FEPS

BREXIT

Partenariat commercial UE-UK

L'AVENIR DE LA GAUCHE

Favoriser les peuples et
la planète, un nouvel agenda

MONDE

CSP et le futur de la
coopération de défense UE

SOCIAL

Erasmus pour tous ?

ECONOMIE

Une taxe web pour les GAFA

DÉMOCRATIE

Protéger les lanceurs
d'alerte au niveau européen

ENVIRONNEMENT

Définir le concept de
"réfugié climatique"

The Progressive Post

Les Européens partagent une histoire et un avenir communs,
mais leurs idées et idéaux ont besoin de trouver un espace public.

The Progressive Post

Revue d'opinion européenne et progressiste publiée en deux langues :
anglais et français.

The Progressive Post

Magazine qui réunit des experts reconnus dans le monde entier et offre
à ses lecteurs une plateforme d'information complémentaire
en ligne sur www.progressivepost.eu.

Abonnez-vous au magazine et à notre newsletter hebdomadaire
sur progressivepost.eu et suivez-nous sur les réseaux sociaux
pour les dernières actualités, informations et analyses.



FEPS



@FEPS_Europe



With the support
of the European Parliament

N°7 - 2018

ISSN 2506-7664

Editeur: Dr. Ernst Stetter

FEPS: rue Montoyer, 40-1000 Bruxelles

Rédacteur en chef: Alain Bloëdt

Comité éditorial: Ania Skrzypek, David Rinaldi, Vassilis Ntousas, Maria Freitas,
Hedwig Giuisto, Elena Gil, Charlotte Billingham, Lisa Kastner, Rosanna Bennett

Coordination & Graphisme: www.triptyque.be

Editeurs: Karine Jehelmann, Julian Hale

Crédits photo: Shutterstock, The EU's Audiovisual Media Services

Illustration de couverture : Peter Willems, Vec-Star

Droits d'Auteurs: © FEPS – Fondation européenne d'études progressistes

#07 Table des matières

CONTRIBUTEURS

p.2

ÉDITORIAL

- > Une feuille de route progressive pour les élections européennes de 2019

p.3

COUVERTURE SPÉCIALE

- > « Quelque chose ne va pas dans la façon dont nous vivons aujourd'hui. »
- > Le testament politique de Tony Judt
- > Nous sommes la Norvège
- > Inégalités, richesse et capital
- > La génération du millénaire veut des dirigeants qui font de la politique autrement

p.4

p.6

p.8

p.10

p.14

DÉBATS

BREXIT

- > Analyse des futures relations commerciales entre le Royaume-Uni et l'Europe

p.16

ÉCONOMIE

- > Comment s'assurer que les géants de l'internet paient leur juste part d'impôt ?
- > Taxez-nous si vous pouvez : Le défi des Big Tech à l'État
- > Pourquoi Facebook devrait être taxé et comment le faire

p.18

p.20

p.22

MONDE

- > PESCO : un outil incompris pour l'intégration européenne ?
- > Protéger l'Europe, de façon permanente ? L'avenir de la défense de l'UE
- > Il est peu vraisemblable que la CSP soit très fructueuse à court terme
- > Défense européenne : faire du neuf avec du vieux ?

p.24

p.26

p.28

p.30

L'AVENIR DE LA GAUCHE

- > Privilégier l'Homme et la planète Un nouveau programme de Progrès Mondial

p.32

ENVIRONNEMENT

- > Quelle protection pour les « réfugiés climatiques » ?
- > Anthropocène et ses victimes

p.36

p.38

SOCIAL

- > Erasmus : pour tous ?
- > Intégrer le marché du travail : un défi pour la génération du millénaire

p.40

p.42

DÉMOCRATIE

- > Lanceurs d'alerte: une question de démocratie
- > Que nous disent les lanceurs d'alerte sur l'état de notre démocratie ?
- > « Je connais très peu de lanceurs d'alerte qui regrettent leurs actes et c'est mon cas. »

p.44

p.46

p.48

FOCUS - UNE FEUILLE DE ROUTE PROGRESSISTE

EU SOCIAL

- > Du Plan Delors à l'Union sociale p.50
- > Il est temps de faire des droits sociaux de l'UE une réalité p.52
- > Le Socle social devrait relier et renforcer les droits existants p.54
- > Relancer l'Europe sociale ? Le pilier des droits sociaux et de la gouvernance de l'UE p.57
- > Diagnostiquer l'état de la santé dans l'UE pour lutter contre les inégalités p.60
- > Réforme de l'Union économique et monétaire européenne (UEM) p.62
- > Renforcer les droits sociaux des citoyens européens p.65

EU ÉCONOMIE

- > L'Allemagne et l'Euro, et après ? p.68
- > Une nouvelle approche de la convergence de l'UE p.70
- > Une « résilience dynamique » pour la refonte de la gouvernance de la zone euro p.72
- > La nécessité d'une feuille de route ambitieuse pour 2019 p.74
- > Les réformes de la zone euro doivent se concentrer sur les institutions et leur légitimité démocratique p.76

EU MIGRATION

- > Réouvrir les canaux de la migration économique légale p.78
- > Le Parlement européen pour un système de Dublin centralisé et plus juste p.80
- > La nécessité d'ajuster une politique dysfonctionnelle p.82
- > Financer l'intégration des migrants en combinant le développement municipal p.84

EU AFRIQUE

- > Le partenariat UE-Afrique et la migration devraient être au centre de notre programme politique progressiste p.86
- > Pourquoi l'Afrique compte-t-elle pour l'Europe ? p.88
- > Ce que nous pouvons faire avec l'Afrique, ensemble p.92

EU BUDGET

- > Un éléphant dans la pièce européenne : la question du budget p.94
- > Un budget pour une valeur ajoutée européenne p.96
- > Une réforme du budget de l'UE, le meilleur outil pour garantir une politique de cohésion forte p.98

INSPIRATION

À VOIR

p.100

À LIRE

p.101

À RÉFLÉCHIR

p.104

CONTRIBUTEURS



Alain
Bloëdt 4



Josep
Ramoneda 6



Jens
Stoltenberg 8



Joseph
Stiglitz 10



Emma
Murphy 14



Sandra
Parthie 16



Pervenche
Berès 18



Richard
Murphy 20



Paul
Tang 22



Nicoletta
Pirozzi 24



Daniel
Fiott 26



Sophia
Besch 28



Nick
Witney 30



Hocine
Zeghib 36



François
Gemene 38



Sergei
Stanishev 40



Massimiliano
Mascherini 42



Anna
Myers 44



Nicole-Marie
Meyer 46



Antoine
Deltour 48



Laszlo
Andor 50



Luca
Visentini 52



Maurizio
Ferrera 54



Francesco
Corti 54



Dimitris
Tsarouhas 57



Vytenis
Andriukaitis 60



David
Rinaldi 62



Gustav
Horn 68



Heikki
Patomäki 70



Paolo
Guerrieri 72



Pierre
Moscovici 74



Leo
Hoffmann 76



Giuliano
Amato 78



Ely
Schlein 80



Catherine
Woollard 82



Gesine
Schwan 84



Ton
Beumer 86



Ernst
Stetter 88



Federica
Mogherini 92



Nicolas
Leron 94



Michel
Aglietta 96



Catuscia
Marini 98

UNE FEUILLE DE ROUTE PROGRESSIVE POUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE 2019

par Maria Joao Rodrigues, Présidente de la FEPS

Cette fois la situation peut être différente. Les élections européennes de 2019 approchent à grands pas, mais, avant qu'elles n'aient lieu, une série de décisions clés, longuement attendues, doit être prise pour remodeler le visage de l'Europe. Le cumul des crises - financière, sociale, migratoire, terroriste plus le Brexit - pendant l'année 2016 fut tel qu'une feuille de route pour l'avenir de l'Europe a été lancée, après la Déclaration de Rome en mars 2017, reconnaissant que nous devons aller au-delà d'un marché unique et d'une zone monétaire.

L'Union européenne a besoin une fois pour toutes de s'affirmer en tant que puissance politique démocratique dotée d'une dimension économique, sociale et culturelle et en tant que continent soutenant la coopération internationale et le système multilatéral face aux nouveaux défis internationaux. Cela est devenu encore plus clair lorsque l'élection de Trump à la présidence des États-Unis a entraîné le monde vers un ordre encore plus multipolaire. Cette nouvelle feuille de route pour l'Union européenne doit être menée par des forces progressistes pour répondre aux demandes des citoyens.

Oui, l'Union européenne devrait promouvoir de nouveaux accords commerciaux avec d'autres parties du monde, à condition qu'elles respectent les objectifs de développement durable, y compris de meilleures conditions sociales et de meilleurs services publics. Oui, la migration doit être gérée à une échelle européenne, à condition que la paix et le développement des pays d'origine soient mieux soutenus par l'Union européenne et que sa responsabilité de protéger les réfugiés soit assumée à travers un système d'asile européen.

Il n'est possible de relever ce défi que si la cohésion interne de l'Union européenne est tout d'abord renforcée par la mise en œuvre intégrale du socle social européen. Chaque personne occupant un emploi devrait, peu importe son type d'emploi, pouvoir compter sur un contrat de travail convenable et avoir accès à des compétences et à la protection sociale. Cela est aussi particulièrement important pour les jeunes et pour les nouveaux emplois créés par l'économie numérique. Davantage d'emplois doivent être créés avec une stratégie d'investissement

motivée par les objectifs de développement durable et en lien avec l'accord de Paris sur le changement climatique.

Cependant, toutes ces politiques sont uniquement réalisables si les États membres de l'Union européenne ont les moyens d'investir. Cela commence par la zone euro où l'Union bancaire doit être réalisée et où une capacité fiscale doit être développée pour compléter les budgets nationaux. Autrement, les divergences actuelles économiques, sociales et politiques persisteront.

De plus, ces nouveaux biens publics européens peuvent uniquement être fournis s'ils peuvent compter sur un budget européen pluriannuel orienté vers le futur et adéquat aux exigences. Cela nous amène au besoin de nouvelles ressources budgétaires qui devraient provenir d'autres sources que l'impôt, qu'il s'agisse de transactions financières, d'émissions de carbone ou d'activités numériques dans le marché unique européen.

Une priorité centrale de cette feuille de route européenne est de s'assurer que, peu importe ce



qui se passe, les normes démocratiques de base, les droits fondamentaux et la règle de droit sont entièrement respectés. Les écarts par rapport à ces normes ne peuvent tout simplement pas être acceptés et il faut traiter de manière stricte les violations de ces normes.

Les forces progressistes doivent s'unir pour changer le cap de l'Union européenne et reprendre contact avec les besoins des citoyens en trouvant de nouvelles solutions. Le diktat conservateur et néo-libéral a mené à la fragmentation et à l'émergence de forces nationalistes et xénophobes proclamant que ce sont elles qui vont protéger les citoyens. C'est une grande illusion qui est dangereuse. Dans cette ère de la mondialisation, la véritable protection exige des solutions au niveau européen et de la part des progressistes européens pour compléter les solutions au niveau national !

« QUELQUE CHOSE NE VA PAS DANS LA FAÇON DONT NOUS VIVONS AUJOURD'HUI. »

FOUNDATION FOR EUROPEAN
PROGRESSIVE STUDIES
FONDATION EUROPÉENNE
D'ÉTUDES PROGRESSISTES



C'est la déclaration d'ouverture du dernier et brillant ouvrage de Tony Judt, intitulé « Contre le vide moral : Restaurons la social-démocratie » (Ill Fares the Land en version originale). Pour le think tank progressiste européen, la FEPS, son analyse pose un véritable défi, celui de maintenir, en Europe, un débat intense sur des valeurs comme la justice sociale, l'égalité et la solidarité - les valeurs traditionnelles générales de la social-démocratie et du mouvement ouvrier.

Ce fut l'introduction d'un des premiers magazines que la FEPS édita en 2010. Quelques mois plus tôt, la FEPS avait décidé de créer un magazine scientifique intitulé *Queries*, en hommage au célèbre livre *Opticks* d'Isaac Newton, dans lequel l'auteur conclut avec un ensemble de « queries », des questions non dans le sens ordinaire, mais plutôt des questions rhétoriques destinées à stimuler la réflexion et de nouveaux horizons.

Un second magazine, appelé *Fresh Thinking*, fut créé un peu plus tard s'ouvrant à un public plus large, avec une approche moins académique et une autre mise en page. En 2013, nous avons décidé de fusionner les deux concepts, en conservant le nom *Queries* pour huit numéros. Le nom ne répondant plus aux objectifs de nos lecteurs, nous les avons mis au défi en renommant notre magazine, plus simplement, *The Progressive Post*.

Alors que de nombreuses idées

ont été développées, les principaux thèmes au cœur de notre travail au cours des dix dernières années restent d'actualité : les inégalités et l'analyse des politiques d'austérité, la démocratie européenne et la citoyenneté, le défi de la génération Y et son avenir, ainsi que des questions liées à la mondialisation et à notre proche voisinage.

Nous avons choisi puisés dans nos archives quatre articles pertinents, représentatif de de nos réflexions et de l'exigence de ce trimestriel.

Avec une approche plus spécifique, mais toujours la même précision et la même rigueur, nous continuerons à vous proposer ce magazine tous les trois mois et tous les jours en ligne, afin de nourrir une réflexion progressiste et européenne.

Merci pour votre soutien, en tant que contributeur ou lecteur.

Vivement les dix prochaines années !

Ernst Stetter, *Editeur*
Alain Bloëdt, *Rédacteur en chef*





LE TESTAMENT POLITIQUE DE TONY JUDT

par Josep Ramoneda

« La social-démocratie ne représente pas un futur idéal ; elle ne représente même pas un passé idéal. Néanmoins, parmi les options aujourd’hui disponibles, c’est le mieux que nous ayons. » Ces mots sont extraits de l’ouvrage de Tony Judt « Contre le vide moral : restaurons la social-démocratie », rédigé au cours des derniers stades de la sclérose latérale amyotrophique (SLA) qui a entraîné sa mort en août. Grâce à l’aide de sa famille et de ses amis, Judt a transformé les deux dernières années de sa vie prostrée en une période de créativité. D’une certaine manière, ce livre est son testament politique. Le reste est pour les souvenirs qu’il laisse.

Dans son ouvrage « Contre le vide moral : restaurons la social-démocratie », Judt déclare son engagement envers la social-démocratie à la suite d’un projet intéressant portant sur l’examen du malaise contemporain et de ses origines. Le point de départ réside dans sa perplexité vis-à-vis d’une société qui a érigé l’argent en seul et unique critère moral :

la recherche des biens matériels s’est transformée en vertu - à tel point que c’est la seule chose qui reste dans l’esprit d’une volonté collective. Nous assistons ainsi à une croissance sauvage des inégalités, à l’humiliation systématique des plus faibles, à l’abus des pouvoirs non démocratiques (en commençant par le pouvoir économique) contre lesquels l’État

est impuissant, sans aucune manifestation de la moindre révolte ou indignation. La réduction du vécu des hommes à la vie économique est devenue une seconde nature. Une seconde nature provenant d’un monde élaboré dans les années 1980, ne proposant aucune alternative et fondé sur l’admiration non critique de marchés sans entraves, le dédain pour

le secteur public et l’illusion d’une croissance infinie.

Pourquoi est-ce si difficile de trouver une alternative ?

Judt cite Adam Smith en réaffirmant la nature destructive d’une culture qui admire la richesse

sans préférer aucune critique. La cause la plus importante et la plus universelle de la corruption de nos sentiments moraux. Il décrit l'aveuglement du monde dans lequel nous vivons, où l'augmentation des richesses globales masque les disparités dans la redistribution des revenus vient à bout de la mobilité sociale et détruit la confiance mutuelle, tellement essentielle pour donner du sens à la vie en société. La clé de son succès repose sur la triade de l'insécurité, de la peur et de la défiance, servant de base à un système de domination. La question sous-jacente tout au long de l'ouvrage de Judt est la suivante : pourquoi est-ce si difficile de trouver une alternative ? Cela nous amène aux effets combinés de l'hégémonie idéologique conservatrice et de la mondialisation. L'économie s'est mondialisée, mais la politique reste locale et nationale. Les politiques doivent trouver de l'empathie dans une population, dont la vaste majorité a une expérience de la vie aux niveaux local et national. Mais au lieu de renforcer ce lien, la politique s'est estompée dans son acceptation résignée des limites de ce qui est possible, en fonction de ce qui est défini par les marchés.

Le problème réside dans le vide moral

Nous ne pouvons pas continuer à évaluer notre monde et à décider des options nécessaires sans jugements et points de référence d'ordre moral. Ce n'est que par leur intermédiaire que nous pouvons restaurer la confiance. Pour que tout fonctionne correctement, même les marchés, la confiance

Pour que tout fonctionne correctement, même les marchés, la confiance est nécessaire.
#TonyJudt



est nécessaire. L'auteur se réfère à une autre figure importante de la grande tradition libérale, à savoir John Stuart Mill, en exposant une position équivoque : « La notion d'une société dans laquelle les seules connections reposent sur les relations et les sentiments découlant d'un intérêt financier, est quelque chose de vraiment répugnant. »

Aucun discours mélancolique du passé n'émerge d'une critique de la construction de l'hégémonie, qui date de 1908. Il est évident qu'au cours des 30 années qui ont suivi la fin de la seconde guerre mondiale, les citoyens vivant aux États-Unis et dans les pays démocratiques de l'Europe ont profité des meilleures conditions sociales jamais connues. Mais il s'agissait là du privilège d'un groupe restreint de pays, qui avaient trouvé le bon équilibre entre innovation sociale et conservatisme culturel. Les émeutes de la fin des années 60 qui ont cassé les paramètres moraux et culturels de ces années ont inconsciemment ouvert la voie à la radicalisation de l'individualisme qui, en retour, devait mener à la révolution conservatrice des années 80. Puis vint la réaction vaniteuse de l'ouest face à la chute des régimes de type soviétique. L'histoire est terminée, disaient-ils, comme si la promesse de Marx de remplacer la

politique par l'administration était née de la défaite du communisme lui-même.

La gauche et l'idée d'Égalité

La gauche est restée muette, tandis que la droite était occupée à discréditer l'État. Et donc, nous continuons, sans alternative. La démocratie peut-elle survivre longtemps dans une culture d'indifférence ? Participer au Gouvernement ne fait pas qu'augmenter le sentiment collectif de responsabilité vis-à-vis de tous les actes du Gouvernement, il préserve aussi l'intégrité de ceux qui sont au pouvoir et garde à distance les excès d'autorité. En cours de route, nous avons perdu l'idée

#Le testament politique de #Tony Judt : Ce n'est que par l'intermédiaire des jugements et des points de référence d'ordre moral que nous pourrions restaurer la confiance.



d'Égalité. Sans elle, le discours social devient flou. Par conséquent, que faut-il faire ? Repenser l'État, restructurer le débat public, rejeter l'idée trompeuse que nous voulons tous la même chose et nous pencher de nouveau sur la vieille question de William Beveridge : dans quelles conditions la vie est-elle possible et enrichissante pour les hommes en général ?

Tandis que les politiciens de gauche prônent tranquillement la social-démocratie, pour Tony Judt, il s'agissait de la seule approche appropriée, car le principal problème d'aujourd'hui repose sur l'inégalité. La social-démocratie doit donc fonctionner pour le prestige de l'État, reconstruire son propre langage et trouver une morale philosophique. L'injustice, l'inégalité, l'iniquité, l'immoralité, la social-démocratie avait auparavant les mots pour parler de ces problèmes, mais elle les a abandonnés. Judt dit que nous sommes en train d'émerger de deux décennies perdues, entre l'amoralité égoïste de Thatcher et de Reagan, et l'auto-suffisance atlantique de Clinton et de Blair. Il n'y a aucune certitude que nous ne continuerons pas dans cette voie-là. Judt se réfère à Tolstoï lorsqu'il nous met en garde sur le fait qu'un être humain peut s'habituer à toutes les conditions de vie - surtout s'il voit que tout le monde les accepte autour de lui.



> AUTEUR

Josep Ramoneda, journaliste, philosophe et écrivain espagnol.



NOUS SOMMES LA NORVÈGE

par Jens Stoltenberg

La tuerie de masse en Norvège était une attaque contre tous ceux qui chérissent la liberté et la démocratie.

Mes amis dans les partis sociaux démocrates partout en Europe ont toujours représenté de grandes sources d'inspiration pour moi. Nous avons appris les uns des autres. Lorsque nous perdions des élections, d'autres en gagnaient - et

vice versa. Le lien qui nous unit est profond, solide et durable, au fil des décennies passées à améliorer la vie des gens. Toutefois, je n'ai jamais ressenti une amitié plus chaleureuse qu'après les attaques terroristes perpétrées en Norvège, le 22 juillet 2011. Le parti travailliste en

Norvège a été attaqué, au centre d'Oslo et à Utøya. Mais l'attaque était aussi orientée vers vous, vers nous, le mouvement ouvrier international. C'était une attaque de nos valeurs, de l'avenir pour lequel nous nous battons. J'aimerais dire ma gratitude pour toutes vos condoléances exprimées

dans les lettres, les appels téléphoniques, les SMS, mais aussi par le biais de Facebook et des autres médias sociaux. Mes plus chaleureux remerciements vont toutefois au peuple norvégien. Nous avons été mis à l'épreuve ultime le 22 juillet. Les cartes étaient complètement brouillées. Nous étions

Le parti travailliste en Norvège a été attaqué, dans le centre d'Oslo et sur Utøya. Mais l'attaque était aussi sur vous, sur nous, le mouvement ouvrier international. C'était une attaque contre nos valeurs, l'avenir. Nous essayons de gagner.
@jensstoltenberg



complètement désorientés. Chacun d'entre nous a dû trouver son chemin dans une atmosphère de choc, de peur et de dévastation. Cela aurait pu très mal tourner. Nous aurions pu nous perdre.

Mais les Norvégiens ont trouvé leur chemin. En s'extrayant de l'obscurité et de l'incertitude, ils sont revenus vers la Norvège. Nos valeurs fondamentales sont la démocratie, l'humanité et l'ouverture. En nous appuyant sur ces bases, nous respecterons les différences. Nous ferons face aux débats, même ceux qui sont difficiles.

C'est de cette manière que nous enrichissons et développerons notre réponse au terrorisme et à la violence. Encore plus de démocratie et d'humanité - mais jamais de naïveté. Le temps du deuil a

légitimement amené beaucoup d'entre nous à s'arrêter et réfléchir sur nos propres points de vue, pensées et paroles. Avec le recul, nous pouvons tous nous rendre compte que nous aurions dû quelquefois nous exprimer différemment, et que nous devrions choisir nos mots avec plus de prudence à l'avenir.

Nous pouvons tous apprendre quelque chose de cette tragédie. C'est tout aussi vrai dans les conversations quotidiennes que dans le débat public. Cela s'applique aux politiciens et aux éditeurs. Cela s'applique au restaurant d'entreprise et à Internet. Cela s'applique à nous tous. Nous devrions tous montrer la même sagesse et le même respect qu'a montré le peuple norvégien. En tant que politiciens, nous devrions promettre d'adopter cet esprit à mesure que les activités politiques reprendront. Pour être sûr que vous examinerez cette proposition, j'aimerais vous parler de Bano Rashid. La famille de Bano a fui l'Irak en 1996. Ils ont trouvé un havre de paix en Norvège. Bano avait de bons résultats scolaires et envisageait de faire des études de droit. Elle rêvait d'un avenir au Parlement de Norvège. Son rêve a été brisé par le terroriste à Utøya. Elle avait 18 ans. Je suis rempli d'admiration pour ses parents, Beyan et Mustafa. « La réponse n'est pas plus de haine, mais plus d'amour », a déclaré Beyan dans un journal norvégien. La

famille de Bano lui a dit adieu lors d'une cérémonie qui était à la fois norvégienne et kurde. Je pleure Bano. Elle a donné un visage au nouveau concept élargi du « nous » norvégien. Nous serons une seule communauté. À travers la religion, l'ethnicité et le genre. Bano est norvégienne. Je suis norvégien.

Nous sommes la Norvège. Et j'en suis très fier. Maintenant, c'est à nous d'écrire les prochains chapitres de l'histoire de la Norvège et de l'Europe. Nous avons déjà essayé d'exprimer notre ligne de conduite. Avec les armes les plus puissantes au monde, la liberté de parole, la démocratie et la tolérance, nous espérons que beaucoup d'autres suivront.

Nous pouvons tous apprendre quelque chose de cette tragédie. C'est tout aussi vrai dans les conversations quotidiennes que dans le débat public. Cela s'applique aux politiciens et aux éditeurs. Cela s'applique au restaurant d'entreprise et à Internet. Cela s'applique à nous tous.
@jensstoltenberg



> AUTEUR

Jens Stoltenberg est le 13ème secrétaire général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Il a été Premier Ministre de la Norvège de 2000 à 2001 et de 2005 à 2013.



INÉGALITÉS, RICHESSE ET CAPITAL

par Joseph Stiglitz

Les inégalités sont devenues l'un des points de débats majeurs parmi les économistes, ce qui n'est pas surprenant étant donné l'accroissement grandissant des inégalités au cours des 35 dernières années. Pour quelles raisons les riches s'enrichissent de plus en plus, et quel effet cela a-t-il sur le reste de la société ? Que pouvons-nous faire face à cette croissance inégalitaire ?

L'énorme augmentation des inégalités dans de nombreux pays avancés au cours du dernier tiers de siècle a été massivement documenté, y compris plus récemment, par Thomas Piketty dans son livre, à juste titre célèbre, *Le Capital* au XXI^e siècle. Il porte son attention sur la croissance des revenus et des richesses au sommet de l'échelle. D'autres (y compris moi-même, dans *The Price of Inequality*, et plus récemment dans *The Great Divide*) ont

étudié les nombreuses autres dimensions des inégalités - notamment l'augmentation de la pauvreté de ceux installés au bas de l'échelle sociale et les difficultés croissantes de la classe moyenne. Cela se manifeste, également, dans

beaucoup d'autres domaines tels que la santé, l'accès à la justice et l'exposition aux risques environnementaux.

Il est de plus en plus évident que ces écarts dans les revenus et les richesses ne peuvent pas

simplement s'expliquer par le modèle de concurrence pure et parfaite couramment utilisé par les économistes. Comme je l'ai écrit dans un récent rapport du Roosevelt Institute (coécrit avec Nell Abernathy, Adam Hersh, Susan Holmberg et Mike Konczal), *Rewriting the Rules*, : « Les inégalités ne sont pas inévitables : c'est un choix que nous faisons avec les règles que nous créons pour structurer notre économie... ». Ces choix ont eu pour effet des économies marquées par de plus grandes divisions et une plus faible performance. Les activités de maximisation de la rente l'emportent sur celles de l'investissement productif. Les entreprises ont un comportement visant le court-terme. Alors que la théorie du ruissellement défend l'idée que chaque individu bénéficie des efforts productifs fournis par ceux qui se trouvent en haut de l'échelle et pour lesquels, ils sont à juste titre, récompensés, cette théorie alternative suggère que ce qui s'est passé est pire qu'un jeu à somme nulle : leurs gains parviennent au détriment des autres et de la performance économique globale.

LA DIFFÉRENCE ENTRE LA RICHESSE ET LE CAPITAL

Il s'agit là d'un point de vue sur les inégalités quelque peu différent de celui qui est au centre du dernier livre de Piketty. Ce dernier soutient que le principal

*« Les #inégalités ne sont pas inévitables : c'est un choix que nous faisons avec les règles que nous créons pour structurer notre économie »
@JosephESTiglitz*



facteur d'inégalité porte sur la tendance du rendement sur capital à dépasser le taux de la croissance économique. La plupart de ses lecteurs ont donc l'impression que l'accumulation des richesses par le biais de l'épargne porte la presque entière responsabilité de l'augmentation des inégalités. Ils pensent qu'il existe, par conséquent, un lien entre la croissance de l'économie (l'accumulation de capital) d'une part, et les inégalités et la richesse d'autre part.

Piketty tend à utiliser la richesse et le capital de manière interchangeable alors que ce sont deux concepts différents. Le premier reflète le contrôle des ressources, le second est un apport crucial dans les processus de production. Une grande partie de l'augmentation des richesses observée à partir des années 1990, et par la suite, ne correspond pas à une augmentation du capital productif. De plus en plus d'argent a été prêté à des investisseurs qui, en grande partie, ne l'ont pas utilisé pour créer de nouvelles activités ou pour effectuer des

investissements productifs dans des entreprises existantes, mais pour spéculer sur des actifs déjà existants, faisant par conséquent grimper le prix de ces actifs.

Plus généralement, une grande partie de l'augmentation de la richesse porte sur une hausse de la valeur des terres, ou de la valeur capitalisée des autres types de rentes, pas sur une augmentation de la quantité des biens d'équipement. Ce genre d'augmentation de la « richesse » ne mène en général ni à un gain de la productivité de l'économie, ni à des hausses de salaires. Elles peuvent en fait avoir l'effet inverse.

Avec le mot « terre », je me réfère principalement à la valeur de l'immobilier urbain, plutôt que celle de la terre agricole. De manière plus large, sont aussi incluses les rentes associées aux ressources naturelles. Par exemple, supposons que les biens fonciers de valeur soient principalement possédés par les riches. Si ce bien foncier acquiert plus de valeur, la richesse du pays augmente, mais le partage de cette richesse sera plus inégal. (De plus, une répartition plus inégale de la richesse aboutit à une répartition plus inégale du revenu, parce que le revenu inclut un loyer imputé plus élevé pour les propriétaires de biens fonciers dont le prix du logement a augmenté et qui ne l'ont pas vendu.) Mais le simple fait que le prix de la terre sur la Côte d'Azur ou à

Southampton ait augmenté ne signifie pas que les économies françaises ou américaines soient devenues plus « productives ».

La capitalisation de l'augmentation d'autres sortes de rentes augmente également le ratio richesse/revenu. Ce genre de rentes inclut les rentes de monopole d'entreprises ou les rentes d'« exploitation » des banques. Par exemple, si le secteur financier convainc le Congrès que c'est une bonne idée de renflouer les banques trop grosses pour faire faillite et d'abroger le Glass-Steagall Act, permettant ainsi aux banques de devenir plus facilement trop grosses, alors les loyers implicites qui sont associés au renflouement sont capitalisés dans les banques, ce qui se traduit par une augmentation de la richesse sur le marché boursier. Il existe néanmoins des effets négatifs - la dette implicite envers le gouvernement, le public et des impôts plus élevés pouvant être levés pour financer le renflouement. Ces changements apportés à la richesse des contribuables n'apparaissent cependant pas dans le bilan national ; tout passe dans l'augmentation de la valeur des actions du secteur bancaire. Par conséquent, ce changement de la réglementation bancaire a un effet négatif sur l'économie, et pourtant cela apparaît comme si la richesse de l'économie avait augmenté.

Ces dernières années, les autorités monétaires et financières

ont autorisé les banques à prêter plus (par le biais de normes peu sévères et de dérégulation), mais une grande partie de cet argent n'est pas allé à la création de nouvelles activités ou à l'augmentation du stock des biens d'équipement. L'effet de l'expansion du crédit s'est en fait traduit par une hausse de la valeur de la terre et d'autres actifs fixes. Par conséquent, le stock de capital réel n'a pas augmenté autant que la richesse ; dans certains cas, les deux variables (en particulier lorsqu'elles sont mesurées par rapport au revenu) ont pris différentes directions.

Ceci a des répercussions sur les inégalités de revenus : si une plus grande partie de l'épargne de l'économie mène à une augmentation de la valeur de la terre plutôt que du stock des biens d'équipement, alors la productivité des ouvriers et les salaires stagnent et pourraient même baisser. La façon dont les changements dans les réglementations financières et la politique monétaire peuvent mener à une plus grande inégalité de richesse est cependant tout aussi importante. Par exemple, un flux accru de crédit associé à un changement de réglementations permettant plus de prêts contre garantie aboutira à une augmentation des

prix des actifs pouvant être utilisés pour les garanties, comme la terre ; ceux qui détiennent la richesse s'enrichissent.

Ceux qui ont peu ou pas de richesse ne bénéficient pas (ou profitent très peu) de ce genre d'expansion du crédit. De même, l'assouplissement quantitatif a conduit à des cours d'actions élevés (bénéficiant aux propriétaires de capitaux propres, essentiellement les très riches) mais le faible taux d'intérêt appliqué aux obligations gouvernementales est néfaste aux personnes âgées qui ont investi (le pensaient-elles) prudemment dans ces obligations gouvernementales.

Ainsi, avec des épargnants qui détiennent leurs actifs sous d'autres formes que les capitalistes qui transmettent leur richesse de génération en génération, la vieille distinction entre les « capitalistes » et les « ouvriers », ou même les créanciers et les débiteurs n'est peut-être pas aussi pertinente qu'on pouvait le penser. En effet, dans l'analyse de l'impact de différentes politiques sur les inégalités, s'impose également la distinction entre les « détenteurs de capitaux propres » et les « détenteurs de titres de dettes ».

QUE PEUT-ON FAIRE ?

Comment pouvons-nous empêcher l'aggravation des inégalités ? Que pouvons-nous faire pour réduire les inégalités ? La question peut être divisée en trois parties : que pouvons-nous faire pour réduire les inégalités de revenus avant impôts et transferts ? Que pouvons-nous faire pour améliorer la répartition des revenus après impôts et transferts ? Que pouvons-nous faire pour augmenter l'égalité d'opportunités ?

Il existe certains indices montrant que le pouvoir d'exploitation des 1% sur les plus pauvres tend à augmenter. C'est partiellement le résultat des changements technologiques et de la mondialisation ; mais les règles gouvernant l'économie et les politiques adoptées par les gouvernements (souvent sous l'influence des élites) ont joué un rôle équivalent ou même plus important. Les marchés n'existent pas dans le vide et nous les avons façonnés d'une manière qui souvent ne favorise pas l'efficacité, mais qui par contre, augmentent les inégalités.

Le ratio salaires-productivité baisse et le ratio salaire des

PDG-salaire des ouvriers s'est élevé. Le pouvoir de négociation des ouvriers s'est affaibli en même temps que les syndicats. Il a été encore plus affaibli par les règles asymétriques qui gouvernent la mondialisation : le capital et les marchandises circulent librement, mais pas la main-d'œuvre. Les lois en matière de gouvernance d'entreprise fournissent relativement peu de contrôle sur les abus de pouvoir des PDG. Dans certains secteurs critiques de la « nouvelle économie », le pouvoir de monopole augmente à cause des externalités de réseau.

Il existe beaucoup de politiques qui pourraient permettre de réduire cet écart des revenus avant impôts et transferts : des salaires minimums plus élevés, des syndicats plus forts, une meilleure éducation, de meilleures lois anti-trust sur la gouvernance d'entreprise et une application plus rigoureuse des lois déjà en vigueur.

Des politiques fiscales et de dépenses progressives peuvent permettre de contrecarrer l'augmentation des inégalités engendrée par le marché. Malheureusement, dans certains pays, comme par exemple les Etats-Unis, plutôt que de « résister à la force du vent »,

juste au moment où les revenus sont devenus plus inégaux, le système fiscal est devenu moins progressif. En effet, tout en haut de l'échelle, le système fiscal est régressif : pour citer la célèbre formule de Buffett, son taux d'imposition (sur ses revenus déclarés) était inférieur à celui de sa secrétaire. Il avait raison de suggérer que c'était une mauvaise chose. Malheureusement, son expérience est représentative des très riches.

Lorsqu'on pense aux politiques censées réduire les inégalités des richesses, il est important de garder à l'esprit ce que les économistes appellent « l'incidence » des impôts et des dépenses. Ce genre de politique comporte souvent des effets indirects, et quelquefois, ceux-ci peuvent aller à l'encontre des effets directs. Par exemple, si une grande partie de l'épargne est réalisée par les capitalistes et que le rendement du capital est soumis à l'impôt, alors l'investissement peut décliner. Cela pourrait signifier, sur le long terme, que le taux d'intérêt augmenterait et que les salaires pourraient diminuer, sapant ainsi l'intention de l'impôt qui était de réduire les inégalités. Toutefois, si le gouvernement a investi une partie des revenus fiscaux, ces effets néfastes

« Les marchés n'existent pas dans le vide. Nous les avons façonnés d'une manière qui souvent ne favorise pas l'efficacité, mais qui par contre, augmentent les inégalités »
@JosephEStiglitz



pourraient ne pas se produire : le taux de rendement du capital pourrait ne pas augmenter et les salaires pourraient ne pas diminuer.

Nous pouvons penser au degré d'inégalité dans l'économie comme s'il résultait d'un équilibre des forces centrifuges et centripètes - des forces qui mènent à une répartition plus égale et des forces qui mènent à une répartition plus inégale. Empêcher une augmentation des forces centrifuges et renforcer les forces centripètes, fournit un cadre pour les recommandations politiques.

Par exemple, de bons systèmes d'éducation publics (avec de solides programmes préscolaires et un bon accès à

l'enseignement universitaire, quel que soit le revenu des parents) sont une grande force centripète, réunissant la société et réduisant les inégalités. Dans beaucoup de pays, toutefois, le système éducatif est l'un des principaux mécanismes de transmission intergénérationnelle des avantages. Par exemple, aux États-Unis, on dépense plus à un niveau public sur l'éducation des enfants de riches que sur celle des enfants de pauvres, en raison d'un système scolaire élémentaire et secondaire largement géré et financé au niveau local. De même, un solide système de fiscalité des successions est important pour empêcher la création d'une ploutocratie héritée.

Ce genre de politique présente l'avantage supplémentaire de non seulement mener à un équilibre grâce à une réduction de les inégalités, mais également d'augmenter l'égalité des chances (en renforçant ce qui devrait être une valeur fondamentale dans une société progressiste).



> AUTEUR

Joseph E. Stiglitz est professeur à l'Université Columbia et lauréat du Prix Nobel d'Économie en 2001. Il a été le président du Council of Economic Advisors (Conseil des conseillers économiques) de la Présidence des États-Unis sous le Président Clinton, et a ensuite rejoint la Banque mondiale en temps qu'Économiste en chef et Premier vice-président. Il coopère avec la FEPS (Fondation européenne d'études progressistes) depuis 2007 via l'Initiative for Policy Dialogue (IPD, Initiative en faveur du dialogue politique).



LA GÉNÉRATION DU MILLÉNAIRE VEUT DES DIRIGEANTS QUI FONT DE LA POLITIQUE AUTREMENT

par Emma Murphy

Les dirigeants politiques européens d'aujourd'hui déplorent les faibles taux de mobilisation des jeunes dans les institutions officielles, comme les partis politiques et le vote électoral, mais ce faisant, ils tiennent peu compte du fait que la signification et la pratique de la politique est en train de changer pour les jeunes citoyens. La génération du millénaire n'a aucun problème vis-à-vis de la participation politique ; ses membres le font tout simplement de manières différentes et dans des lieux différents de ceux de leurs parents. Étant donné qu'ils vont à leur tour devenir les dirigeants de demain, le paysage politique va s'en trouver transformé.

Les dirigeants politiques de demain seront de véritables natifs du numérique, et leur sociabilisation aura été faite autant par le biais d'internet et des médias sociaux que

par des voies conventionnelles, comme la famille, les institutions religieuses et l'école. Leur conscience politique sera moins attachée au niveau territorial et moins limitée par les anciennes identités et vocabulaires

d'origine locale. Ils comprendront différemment la nature, la fonction et les espaces de la communication politique. Il en sera fini du spécialiste en communication chargé de l'image d'un parti politique. Celui qui

traduit les manifestes de parti complexes en phrases chocs pour les médias de masse, en préparant les politiciens à être dépourvus de caractère, d'humour, à être des figures de proue tirées à quatre épingles.

À la place, les dirigeants politiques parleront directement aux masses comme à chaque citoyen. Chaque électeur potentiel sera un « ami », la personne publique et l'individu se mélangeront, et la communication sera rapide et interactive. Ils n'auront pas à s'adapter, ni même à essayer de le faire. Ils se présenteront de la même manière, que ce soit pour les discours faits lors des congrès du parti que pour ceux tenus devant les parlements. Il leur faudra être en mesure de réfléchir plus vite, de filtrer la verbalisation de leurs pensées, et parallèlement, de rester authentiques vis-à-vis de leur interlocuteur électoral. Qui se soucie que vous soyez en costume cravate lorsque vous tweetez ou postez quelque chose sur Instagram ? Soyez naturel, soyez sincère, soyez vous-même. Mais ne soyez pas frivole - ce n'est pas parce que nous n'utilisons que 40 caractères et que nous likons que nous sommes des idiots.

Il existe d'autres espaces politiques dans lesquels on trouvera les dirigeants de demain, au-delà de l'évidence. La génération du millénaire exprime ses préférences et ses opinions politiques, se mobilise et se montre active dans ce qui pourrait normalement être considéré comme des espaces de loisirs. Les jeunes gens mettent leur politique en chanson (il n'y a rien de nouveau à cela), ils la promulguent par le biais de l'art et de la culture populaires, des préférences d'achat, des choix culinaires et des activités

sportives. La prochaine génération de dirigeants politiques ne sera pas seulement présente dans ces espaces politiques, elle en sera les acteurs dynamiques. Ils ne se contenteront pas de visites impromptues, en portant des vêtements décontractés et en espérant désespérément ne pas avoir l'air mal à l'aise lorsqu'ils afficheront leur empressement à être vus en train d'écouter. À la place, cela indiquera d'où ils viennent et ils n'auront pas le sentiment de devoir se débarrasser du style de vie culturelle des jeunes pour entrer dans le monde adulte de la politique.

Mais que se passera-t-il lorsqu'ils occuperont les postes de pouvoir ? La jeunesse d'aujourd'hui ne fait pas confiance aux politiques ; trop de promesses de manifeste ont été rompues, trop de compromis ont été faits pour conserver une part du pouvoir, trop de poches privées ont été remplies avec de l'argent public, trop de faveurs ont été faites aux amis. La génération du millénaire aime probablement les coalitions militantes qui mettent de côté les différences idéologiques en vue d'atteindre un objectif commun, mais elle a une profonde aversion pour les grandes coalitions entre dirigeants, qui impliquent d'abandonner les valeurs fondamentales des partis et de tourner le dos aux engagements politiques, nés de l'idéologie. Le leadership politique est devenu synonyme d'opportunisme, tant personnel que pour le compte des partis

traditionnels. Il a été coupé de ses racines démocratiques par sa professionnalisation, sa bureaucratisme et sa centralisation.

Le résultat du Brexit a confirmé à la jeunesse britannique qu'elle était effectivement exclue du système politique et de ses processus de prise de décisions. Selon l'institut de sondage YouGov, 75 % des 18-24 ans et 56 % des 25-49 ans ont voté pour rester en Europe, mais leurs souhaits ont été écartés par les générations plus âgées qui ont probablement moins à perdre, ou en tout cas, moins de

« Le résultat du Brexit a confirmé à la jeunesse britannique qu'elle était effectivement exclue du système politique et de ses processus de prise de décisions. »
emma murphy
#MillennialDialogue



temps à en endurer les conséquences. Les personnes entre 16 et 18 ans, qui sont considérées par la loi comme ayant l'âge de se marier, conduire une voiture, posséder une entreprise, payer des impôts ou mourir pour leur pays, n'ont pas été autorisées à voter (en dépit d'un sondage en ligne effectué par The Student Room, qui a révélé que 82 % des électeurs de ce groupe d'âge auraient voté contre le Brexit).

D'ici à ce que le retrait soit achevé et que commence à se profiler une nouvelle relation Royaume-Uni/Europe, ce sont ces citoyens-là qui devront diriger le « meilleur des mondes ». Par conséquent, le dirigeant politique de demain devra définir un programme normatif clair, aussi bien pour lui-même que pour son parti, et s'y tenir, peu importe les implications pour atteindre le pouvoir. Il ne sera plus en mesure de dire « nous gérons le monde tel qu'il est », mais au lieu de cela, il lui faudra convaincre les citoyens qu'il croit aussi en une vision d'un monde idéal. Il devra rallier les préoccupations de cette génération dans un discours cohérent et espérons-le progressiste, qui englobe tous les citoyens, quel que soit leur âge.



> AUTEUR

Emma Murphy est enseignante et occupe actuellement le poste de « Chef d'établissement » de la School of Government and International affairs, à l'Université de Durham.



| La nature des relations commerciales post-Brexit UE-Royaume-Uni est toujours floue

ANALYSE DES FUTURES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LE ROYAUME-UNI ET L'EUROPE

par Sandra Parthie

Une idée circule (désormais en désuétude) au Royaume-Uni, que l'industrie allemande assurera, par l'influence de la chancelière Angela Merkel dans la prise de décision de l'UE, des conditions favorables au Brexit pour le Royaume-Uni. Mais cet argument ne tient pas la route. D'une part, on ignore ce que ces conditions impliqueraient. D'autre part, l'industrie allemande ne semble vraiment pas préoccupée par le sort du Royaume-Uni.

En novembre dernier, l'Institut de recherche économique de Cologne, un groupe de réflexion économique allemand, ayant des liens étroits avec les associations professionnelles et industrielles, a interrogé quelques 2 900 petites, moyennes et grandes entreprises allemandes sur l'impact attendu du Brexit sur les exportations, les investissements, l'emploi, la planification des ressources humaines et les processus de production. Le résultat : plus de 90% des entreprises interrogées ne prévoient aucun impact sérieux du Brexit sur ces activités.

Les inquiétudes varient évidemment en fonction de l'exposition d'une entreprise au commerce avec le Royaume-Uni. Ainsi, le sort de certaines grandes entreprises allemandes avec des réseaux complexes de production et d'approvisionnement avec le Royaume-Uni a reçu une certaine attention. Mais la majeure partie du secteur de l'industrie allemande, en particulier des PME, est plutôt détendue à propos du Brexit. Certains attendent même des avantages pour leurs propres activités commerciales en raison des effets de diversion, c'est-à-dire d'être en mesure de reprendre certaines affaires en remplaçant les fournisseurs britanniques.

Conséquences d'un scénario du Brexit 'No Deal'

Actuellement, le 30 Mars 2019 est une date clé. C'est la date à laquelle le Royaume-Uni doit quitter l'Union européenne.

S'il n'y a pas d'accord d'ici là, le Royaume-Uni deviendra un « pays tiers » et se retirera de l'union des douanes et du marché intérieur. Le label « pays tiers » signifie que les échanges entre les deux zones économiques devront suivre les règles de l'OMC, à savoir la réintroduction des droits de douane et des barrières commerciales non tarifaires. Cela va frapper certains secteurs plus que d'autres.

L'Institut de Cologne a également fait des recherches sur ce que cela signifie pour l'Allemagne. Elle a constaté que la valeur des intrants allemands en provenance de Grande-Bretagne est la plus élevée pour les autres équipements de transport (référence au transport pour la production de navires, de véhicules et l'équipement des engins spatiaux (comme Airbus)), suivi du coke et des produits pétroliers raffinés et de l'industrie des métaux de base. Du point de vue du Royaume-Uni, les industries les plus touchées, c'est-à-dire celles où le Royaume-Uni importe le plus d'Allemagne, sont l'automobile et les produits chimiques. Cependant, dans l'ensemble, les liens d'entrée intermédiaires de l'industrie britannique avec l'Allemagne sont beaucoup plus élevés que l'inverse. Dix industries britanniques exportent plus de 50 % de leurs exportations d'intrants intermédiaires vers d'autres États membres de l'UE. Autrement dit :

#Brexit : « Le retrait de la deuxième plus grande économie européenne nuit définitivement au commerce bilatéral »
@SandraParthie



l'industrie britannique est plus dépendante des approvisionnements d'Allemagne et d'Europe que l'inverse.

Impact du Brexit en 2017

Fait intéressant, en mars 2017, peu de temps après que le Royaume-Uni ait déclenché le processus de l'article 50 visant à quitter l'UE, les exportations allemandes vers le Royaume-Uni baissaient de façon mesurable, principalement en raison de la dévaluation de la livre britannique, qui a rendu les exportations britanniques relativement moins chères. Le secteur de la chimie (baisse des exportations de 20 %) et l'industrie automobile (baisse de 18 %) ont été les plus durement touchés. Dans le même temps cependant, l'économie allemande a progressé de 1,9 %, ce qui indique que les entreprises allemandes ont trouvé d'autres marchés pour leurs biens et leurs produits. Il convient également de noter que les représentants et les acteurs, même dans les secteurs les plus durement touchés, ont néanmoins continué à soutenir le positionnement de l'UE sur le Brexit.

Mais même si les revendications sur la façon dont l'industrie allemande viendrait à l'appui du Royaume-Uni sont exagérées, le Brexit reste une mauvaise nouvelle pour les entreprises des deux côtés de la chaîne. La perte de la deuxième plus grande économie européenne est nuisible, à la fois en termes de commerce bilatéral mais aussi en ce qui concerne l'UE en tant qu'institution. Ainsi, la croyance en une intervention spéciale de l'industrie allemande et de

#Brexit : "S'il n'y a pas d'accord avant le 30 mars 2019 le Royaume-Uni deviendra un « pays tiers »"
@SandraParthie



la chancelière allemande est bâtie sur un château de cartes mais le contraire, à savoir les théories du complot sur les pays qui travaillent activement contre le Royaume-Uni à Bruxelles est tout aussi ridicule. Les chefs d'État et de gouvernement de l'UE ont fait savoir à maintes reprises qu'ils déplorait la décision du Royaume-Uni de quitter l'Union et préféreraient qu'elle reste dans l'UE. Comme ce n'est malheureusement pas une option que le Royaume-Uni veut considérer, la position des autres membres de l'UE est très claire : ils ne sacrifieront pas l'UE aux échanges commerciaux avec la Grande-Bretagne.



> AUTEUR
Sandra Parthie est chef du bureau de liaison de Bruxelles de l'Institut allemand de recherche économique qui vise à fournir des réponses scientifiquement valables aux questions relatives à l'intégration européenne.



« En 2014, Apple a payé une taxe de 0,005% en Irlande, où le taux légal d'imposition est fixé à 12,5 %. » rappelle la députée européenne Pervenche Bérès

COMMENT S'ASSURER QUE LES GÉANTS DE L'INTERNET PAIENT LEUR JUSTE PART D'IMPÔT ?

par Pervenche Bérès

Étant donné que nos économies sont remodelées et remises en question par la révolution numérique, nos politiques doivent évoluer pour faire face à ce nouveau type de création de richesse. L'une des grandes questions est de savoir comment faire en sorte que les entreprises Internet paient leur juste part d'impôts. La députée européenne Pervenche Bérès explique pourquoi cette question et d'autres questions connexes sont si importantes et ce qui peut être envisagé.

Récemment, le grand débat sur la fiscalité a porté sur l'évasion fiscale, où les entreprises s'appuient sur des structures complexes et des faiblesses juridiques pour éviter de payer leur juste part d'impôts. Les conseillers et les paradis fiscaux sont au centre de ces pratiques. Mais dernièrement, un autre problème s'est posé : comment taxer les entreprises numériques ? Et cela suscite une autre question : quel impact la numérisation a-t-elle sur la collecte des impôts ?

Actuellement, les entreprises sont imposées là où elles se trouvent. Cependant, avec l'économie numérique, la présence physique d'une entreprise dans les pays où elle opère et réalise des profits n'est pas nécessaire : les « GAFA » (Google, Apple, Facebook et Amazon) en sont les exemples qui font des profits énormes partout dans le monde mais ne sont situés que dans quelques pays à faible taux d'imposition.

#Webtax « Le lieu où les profits sont générés devrait remplacer la localisation de l'entreprise comme paramètre principal pour déterminer où et par qui une entreprise devrait être taxée. »
@PervencheBeres



Le groupe S&D a fait campagne pour que les impôts sur les bénéfices soient payés là où les bénéfices sont réalisés. Cela

garantirait des règles du jeu équitables pour tous : pourquoi le boulanger du coin de la rue devrait-il payer plus d'impôts qu'une entreprise qui gagne des milliards ? Nous rappelons ici que la fiscalité est utilisée pour financer des biens publics ! Cela signifie des écoles, des hôpitaux, des bibliothèques publiques, des routes, des aéroports et des infrastructures de réseau. Lorsqu'une entreprise échappe à la fiscalité, elle érode directement les budgets nationaux et de l'UE dont elle a bénéficié sans payer et affaiblit les services publics et la protection sociale des citoyens.

Les erreurs

La fiscalité reste principalement entre les mains des États membres. Ici se trouve l'erreur 1. Chaque fois que l'UE parle de fiscalité, le Parlement européen n'a en principe pas de pouvoir de codécision et est bloqué par les États membres (le Conseil). Pourtant, la plupart des pressions politiques qui ont poussé à la réforme au niveau international viennent de cette institution.

L'erreur 1 est associée à l'erreur 2, la règle de l'unanimité sur les questions fiscales au Conseil, qui est essentiellement un droit de veto entre les mains des États membres les plus réticents.

Nous parlons d'un problème international qui ne peut être réglé au niveau national. Cela a conduit à l'erreur 3 : certains pays affirment que cela ne peut être fixé qu'au niveau de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques). Mais, l'OCDE a ses limites, car les États-Unis - pays

d'origine des GAFA - bloquent toute avancée. Nous pensons que l'UE devrait ouvrir la voie pour permettre à l'OCDE d'aller de l'avant.

Les solutions

#Taxhavens « Lorsqu'une entreprise échappe à la fiscalité, elle érode directement les budgets nationaux et ceux de l'UE. »
@PervencheBeres



La Commission européenne a fait un pas en utilisant la politique de concurrence pour s'attaquer aux pratiques des entreprises multinationales qui tentent d'abuser des systèmes fiscaux. Personne ne peut contester le fait que le commissaire Vestager fait du bon travail ! Mais ce n'est qu'un côté de la pièce.

La Commission a publié une communication utile en septembre dernier, censée alimenter le processus de réflexion des États membres, qui ont publié une position commune quelque peu vide en décembre.

L'Assiette Commune Consolidée pour l'Impôt sur les Sociétés (ACCIS), actuellement en discussion, offre l'opportunité d'une solution temporaire pour les entreprises de son champ d'application qui ne devrait pas être compromise. À long terme, nous devons examiner les racines de la fiscalité : le concept d'«établissement stable» doit intégrer le monde numérique. Le lieu où les

bénéfices sont générés devrait remplacer la localisation de l'entreprise comme paramètre principal pour déterminer où et par qui une entreprise devrait être taxée.

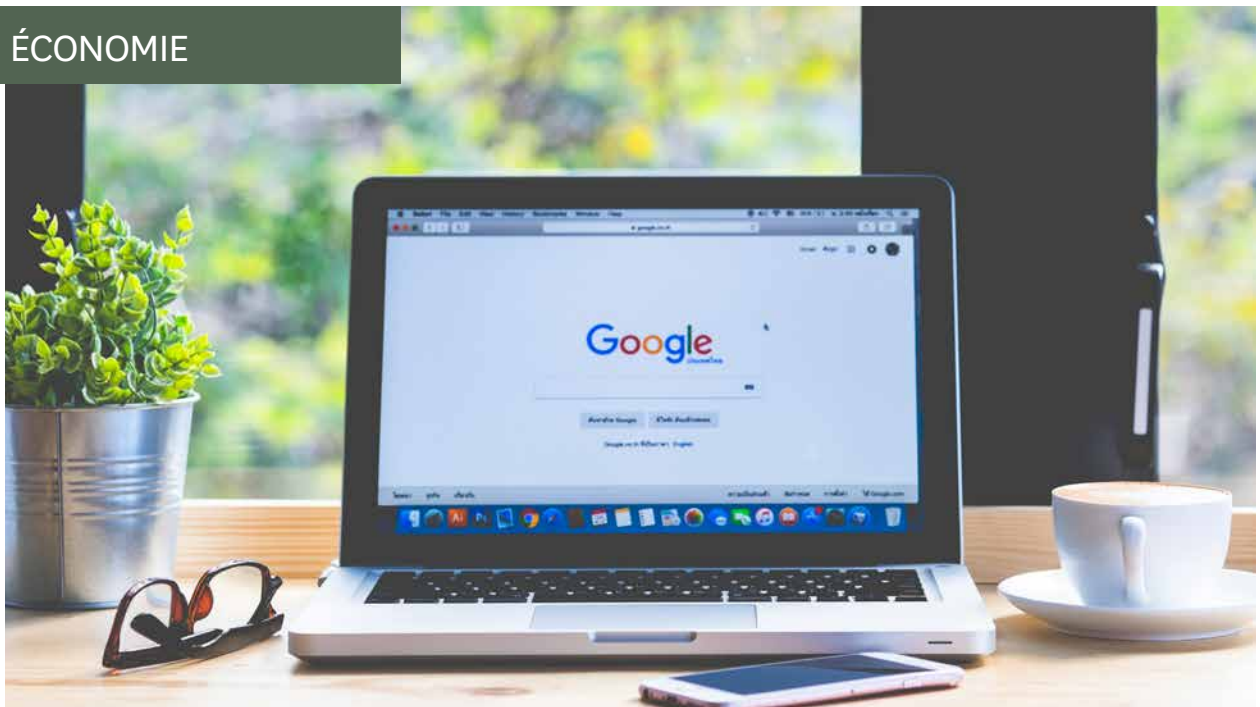
Et voilà où nous en sommes : comment pouvons-nous changer les règles fiscales internationales alors que tous les États membres de l'UE et les pays membres de l'OCDE ne sont pas vraiment disposés à agir ? Le traité sur le fonctionnement de l'UE (TFUE) offre à la Commission (article 116) une arme permettant à la Commission de balayer la règle de l'unanimité en utilisant l'argument de la « distorsion de la concurrence ».

Vont-ils l'utiliser ? Le Parlement européen réussira-t-il à exercer la pression politique pour assurer un système fiscal plus juste et plus moderne dans l'UE ? Voilà où nous en sommes. C'est notre objectif pour 2018, car une fiscalité équitable est importante.



> AUTEUR

Pervenche Berès est députée européenne du groupe Social-Démocrate et porte-parole de la Commission des affaires économiques et monétaires.



« Une entreprise de technologie paie maintenant un taux d'imposition moyen de 10,1% sur ses bénéfices alors que les sociétés multinationales conventionnelles paient un taux d'imposition moyen d'environ 23,2% sur leurs revenus », explique Richard Murphy

TAXEZ-NOUS SI VOUS POUVEZ : LE DÉFI DES BIG TECH À L'ÉTAT

par Richard Murphy

En 1999, lorsque le boom de l'Internet était à son apogée et j'étais, entre autres choses, le chef des finances d'une entreprise de technologie, peu de gens pensaient que le fondement de la valeur des entreprises qui étaient déjà sérieusement surévaluées à ce moment-là, serait leur capacité à échapper à une grande partie de leurs obligations fiscales. C'est pourtant ce qui est arrivé.

Comme la Commission européenne l'a signalé en septembre 2017, une société de technologie paie maintenant un taux d'imposition moyen de 10,1 % sur ses bénéfices (dont une grande partie sera vraisemblablement due aux

Etats-Unis, peu payante ailleurs) tandis que les sociétés multinationales conventionnelles paient un taux d'imposition moyen d'environ de 23,2% sur leurs revenus. La disparité est importante en elle-même et, parce qu'elle est incohérente entre les pays, elle est profondément source de

divisions pour les relations internationales. Un exemple montre les disparités : en 2016, Alphabet Inc, la société mère de Google, a payé des impôts au taux de 19,3 %, mais en espèces, 79,8% étaient dus aux États-Unis malgré le fait que seulement 47,4 % des revenus sont apparus là.

En substance, cette disparité entre le taux d'imposition probable aux États-Unis si les bénéfices étaient distribués par Alphabet uniformément entre les marchés dans lesquels il fonctionne (ce qui entraînerait un taux d'imposition américain d'environ 33,4 %

aux États-Unis et environ 7,6 % hors de ce pays) résume la situation et la problématique de la fiscalité internationale des entreprises de technologie, du reste, principalement originaires des États-Unis.

#webtax #GAFA
« Pour la survie du capitalisme démocratique, il faut lutter contre l'évasion fiscale massive et rappeler qu'aucune société n'est plus grande que l'Etat. »
@RichardJMurphy



Les bénéfices sont transférés aux paradis fiscaux

Le problème est apparu pour deux raisons. La première est que les États-Unis ont décidé, jusqu'aux réformes fiscales de Trump, que les bénéfices des sociétés américaines ne seraient imposés aux États-Unis que s'ils étaient effectivement retournés en espèces dans le pays. Conséquence directe de cette décision, les entreprises technologiques n'ont tout simplement pas renvoyé leur argent. Elles l'ont plutôt placé dans des paradis fiscaux, notamment aux Bermudes. Deuxièmement, le système fiscal invariablement utilisé par le reste du monde, exacerbe le problème. Plutôt que de traiter une société internationale comme une entité unique,

avec son bénéfice réparti sur les lieux où ses bénéfices sont générés et aussi bien ses ventes, des employés et ses actifs physiques sont localisés, le système fiscal international considère que chaque entreprise au sein d'une multinationale est une entité distincte et entièrement distincte aux fins de l'impôt. Cela a permis aux entreprises technologiques de prétendre que leur propriété intellectuelle - qu'il s'agisse d'algorithmes, de dessins ou de marques - appartenait à des entités localisées dans des paradis fiscaux et non à celles qui vendent leurs produits dans des pays peuplés, comme ceux de l'UE. Cette situation a eu pour conséquence, la mise en oeuvre par l'Organisation de coopération et de développement économiques, à l'initiative du G20, d'un projet dit « Base erosion and profit shifting », visant à faire échec à ces stratégies d'optimisation fiscales avérées.

Trois solutions suggérées

Que peut-on faire pour y remédier ? Je propose trois suggestions. La première n'est pas idéale, mais suppose simplement que tous les paiements que ces sociétés effectuent à partir de leurs filiales de l'UE et qui localisent leur propriété intellectuelle dans les paradis fiscaux aient un impôt sur le revenu de base prélevé avant que l'argent puisse être renvoyé à leur paradis fiscal. Le Royaume-Uni envisage de le faire. La proposition est brutale, mais peut être efficace pour s'attaquer de front à la question des paradis fiscaux.

#webtax #GAFA « La taxe Internet de l'UE n'est pas seulement une question d'argent. Elle mettrait fin à la concurrence déloyale. »
@RichardJMurphy



La seconde est de dire que, dans le cas de ces entreprises qui ont des profits énormes et peu de personnel ou d'actifs physiques, tout le bénéfice serait taxé là où se trouve le client. Dans ce cas, les entreprises devraient accepter de répartir leurs bénéfices dans les pays où leurs ventes sont réalisées (ce que la demande de l'UE pour des déclarations pays par pays des multinationales permettrait de contrôler). Troisièmement, si la deuxième option ne peut être retenue, une taxe de vente supplémentaire, en sus de la TVA, pourrait être initiée dans chaque pays pour récupérer l'impôt dû sur les bénéfices.

Parmi ces trois options, la seconde est la meilleure. Et des milliards de revenus supplémentaires seraient ainsi générés. Mais soyons également réaliste, la somme qui pourrait être de l'ordre de 20 milliards de dollars ou d'impôt supplémentaire à répartir internationalement, e va changer la vie d'aucun pays, ni mettre fin aux politiques d'austérité. Alors pourquoi est-ce important ? Premièrement, parce que cela mettrait fin à la concurrence déloyale et créerait des conditions de concurrence équitables sur les marchés, ce

qui est vital si l'on veut qu'ils fonctionnent efficacement pour la société dans son ensemble. Deuxièmement, cela montrerait que la société n'était pas plus grande que l'État, ce qui est essentiel pour que la démocratie survive. Troisièmement, parce que cela atténuerait les tensions internationales sur la question. Et quatrièmement, pour ceux qui pensent que, si ces entreprises peuvent commettre des abus, ils peuvent le faire aussi, cela calmera leurs velléités.

C'est un problème qui doit être traité et résolu si le capitalisme démocratique veut survivre. Mais ce n'est pas tant l'argent qui compte ici que le principe, et quand il s'agit du principe, c'est toute l'organisation future des marchés qui est en jeu.



> AUTEUR

Richard Murphy est professeur en économie politique internationale à l'Université de Londres. Ses principaux domaines de recherche portent sur la fiscalité et son impact sur les économies locales, nationales et internationales et les relations entre elles et en leur sein. Il est l'un des co-fondateurs du Tax Justice Network.



Facebook a généré plus de neuf milliards de dollars de revenus en 2016 dans l'UE

POURQUOI FACEBOOK DEVRAIT ÊTRE TAXÉ ET COMMENT LE FAIRE

par Paul Tang

Les grandes plateformes numériques font des milliards de profits, tout en payant peu ou pas d'impôt sur les sociétés. Ils ont actuellement toute une gamme de possibilités d'évasion fiscale, au profit de quelques actionnaires et au détriment de nombreux contribuables. Nos estimations récentes montrent que, sur une période de trois ans, l'Union européenne a perdu environ 5 milliards d'euros de recettes fiscales provenant de Google et de Facebook. L'eurodéputé Paul Tang explique ce qu'il faut faire à ce sujet.

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) déclare que le défi de la fiscalité numérique était en "numéro 1" dans ses efforts de coordination pour remédier aux insuffisances du système fiscal mondial. Cependant, en raison d'intérêts divergents dans l'UE et aux États-Unis, l'action mondiale est au point mort. Les décideurs politiques et les chercheurs étudient donc des alternatives. L'économiste belge Paul De Grauwe a avancé une proposition pour une taxe de 10 dollars par utilisateur à payer par Facebook. Il est arrivé à ce chiffre en appliquant une taxe de 50% sur les recettes publicitaires - en supposant qu'au moins la moitié de ce revenu est le résultat d'informations personnelles gratuites - et en le divisant par le nombre d'utilisateurs de Facebook. Les revenus pourraient être soit retournés aux utilisateurs de Facebook chaque année ou, mieux encore, utilisés pour investir dans l'éducation, l'environnement ou l'énergie durable.

Taxer les bénéficiaires plutôt que les revenus est la clé

La proposition est vraiment intéressante mais elle n'est pas suffisamment ambitieuse. Une raison est que 10 dollars est loin d'être suffisant. Étant donné que Facebook a généré plus de neuf milliards

de dollars de recettes en 2016 dans l'UE et qu'il y a maintenant 252 millions d'utilisateurs de Facebook, il devrait plutôt s'agir d'une taxe de 20 dollars par utilisateur. Une raison plus fondamentale est que la taxe « De Grauwe » rompt avec le principe de l'imposition des bénéficiaires et des ressources plutôt que de taxer les recettes. Cela crée une distinction marquée entre les entreprises numériques et traditionnelles et pourrait créer (encore) des problèmes pour les services numériques qui ne sont pas très rentables. Cela peut freiner l'innovation si nécessaire en Europe. De plus, les États-Unis pourraient voir cela, à juste titre, comme un mouvement unilatéral et agressif de la part de l'Union européenne.

Le système d'impôt sur les sociétés a besoin d'une refonte

#Webtax #GAFA « L'activité digitale devrait être intégralement intégrée dans un cadre international » @paultang



Le cœur du problème est que le système fiscal actuel est national et axé sur la présence physique alors que les opérations des géants de la

#Webtax #GAFA « la « taxe De Grauwe » devrait plutôt être une taxe de 20 \$ par utilisateur » @paultang



technologie sont internationales et que les géants de la technologie sont libres. La valeur créée par ce type de société ne peut pas être captée par l'ancien système et, par conséquent, les plateformes numériques paient très peu d'impôts. Plus que toute solution à court terme comme la proposition de De Grauwe ou la proposition antérieure, la taxe de péréquation par la France, nous devons refondre le système actuel d'imposition des entreprises pour le rendre adapté au 21^{ème} siècle. L'activité numérique devrait être entièrement incluse dans un cadre international de sorte qu'un emplacement physique ne soit plus nécessaire pour qu'une entreprise soit taxée. La meilleure chance de le faire dans un contexte européen passe par le travail en cours sur une assiette commune de l'impôt sur les sociétés. En tant que co-rapporteur sur une assiette commune pour l'impôt des sociétés au Parlement européen, j'ai inclus cette proposition dans mon rapport.

Une approche globale est nécessaire pour mettre les entreprises numériques et traditionnelles sur un pied

d'égalité, idéalement, au sein du même ensemble de règles d'imposition des sociétés et sur la base du principe de la taxation des bénéficiaires lorsque la valeur est créée. Étant donné que la discussion au sein de l'OCDE est dans une impasse en raison des conflits d'intérêts entre les États-Unis et l'UE, l'UE doit prendre les devants et adopter la proposition modifiée d'une assiette consolidée européenne de l'impôt sur les sociétés.



> AUTEUR

Paul Tang est député européen au sein du groupe des Socialistes et Démocrates. Il est co-rapporteur sur une assiette commune pour l'impôt des sociétés au Parlement européen et a rédigé un rapport dans lequel il demande que la fiscalité sur les activités numériques soit incluse dans un cadre européen.



| Débats au sein de la sous-commission sur la sécurité et la défense du Parlement européen (SEDE)

PESCO : UN OUTIL INCOMPRIS POUR L'INTÉGRATION EUROPÉENNE ?

par Nicoletta Pirozzi

L'objectif clé de la Coopération structurée permanente (CSP) est triple : faciliter et fournir des incitations aux États membres de l'UE désireux et capables de planifier ensemble, d'investir ensemble et de faire fonctionner leurs forces ensemble. Ce n'est que si elle est correctement mise en œuvre que l'UE peut devenir un acteur de la sécurité crédible et unitaire et ouvrir la voie à une véritable Union européenne de la défense.

La coopération structurée permanente (CSP ou en anglais PESCO) est un instrument tout prêt pour une intégration plus poussée dans le domaine de la défense, tel que consacré par les articles 42 (6) et 46 des Traités sur l'Union européenne. Initié par une notification conjointe de 23 États membres de l'UE le 13 novembre 2017, il a été officiellement lancé par le Conseil le 11 décembre et compte désormais 25 pays de l'UE.

Coordination des processus de planification nationaux

La principale valeur ajoutée du PESCO est l'engagement des États membres à coordonner leurs processus de planification nationaux afin qu'ils convergent vers une planification européenne plus cohérente. À cet égard, il est important de veiller à ce que la planification du PESCO tienne compte du processus CARD (Coordinated Annual Review on Defense) piloté par l'Agence européenne de défense (AED), qui devrait faciliter la coordination entre les ministères de la Défense. Investir ensemble est en quelque sorte un élément résiduel du PESCO, puisque les États membres le font à un niveau bilatéral, minilatéral et multilatéral depuis des décennies (Eurofighter) et, plus récemment, dans le cadre de l'AED. Par conséquent, PESCO peut être considéré comme un stimulus supplémentaire dans ce domaine. D'autant plus si l'on considère que l'UE sera dotée d'un instrument financier supplémentaire, le Fonds européen de défense (FED) lancé par la Commission européenne pour

« #PESCO devrait se faire dans une planification et un investissement communs des forces opérationnelles de #EU »
@nicolepirozzi



financer la recherche dans le domaine militaire et cofinancer des projets de développement coopératif dans l'UE. Une coopération accrue dans le processus d'investissement et de planification favoriserait également le renforcement des capacités opérationnelles des États membres pour mener des missions conjointes visant à exécuter les tâches relevant de la politique de sécurité et de défense commune.

Projets initiaux

Parmi ces tâches, les projets initiaux qui seront développés dans le cadre du PESCO seront principalement axés sur le soutien (un réseau de centres logistiques en Europe et de nouveaux systèmes d'approvisionnement en énergie pour les camps et les soldats), la communication (technologies communes radios et une plateforme de partage d'informations pour les cyber-menaces et la réponse aux incidents), formation (centre de compétences et centre de certification pour les armées européennes) et capacités habilitantes (un projet sur la mobilité militaire pour faciliter les procédures de transport militaire transfrontalier et un

commandement stratégique et système de contrôle pour les missions PSDC). Seules quelques initiatives liées aux capacités de combat ont été incluses dans PESCO dans cette phase initiale : le soutien indirect aux incendies et le véhicule de combat d'infanterie polyvalent. Les fonctions de gestion des frontières sont principalement traitées dans le domaine maritime par la coopération dans la surveillance et la protection portuaires et maritimes. En termes de capacités expéditionnaires, l'EUFOR CROC (Crisis Response Operation Core) est conçu pour renforcer la génération de forces militaires pour les opérations de gestion de crise. Il est clair que tous ces projets auraient pu être mis en œuvre par les États membres de l'UE en dehors du cadre du PESCO. De plus, comme il ressort de cette cartographie, PESCO manque encore de projets pour le développement de capacités haut de gamme comme un chasseur de sixième génération ou un nouveau char de combat principal qui pourrait être développé par la France et l'Allemagne dans un cadre bilatéral / multilatéral.

L'Union européenne de la défense en cours de réalisation

Au-delà des projets, le succès du PESCO devrait être jugé par rapport à sa capacité à produire une planification coordonnée dans le domaine de la défense et à offrir une voie supplémentaire pour une meilleure intégration entre les États membres volontaires et capables en Europe. En tant que

processus à long terme visant à consolider la coopération et à déclencher l'intégration entre les États membres, le PESCO devrait également contribuer à l'établissement d'un pilier européen au sein de l'OTAN. En tant que tel, il pourrait renforcer et rééquilibrer la contribution européenne à l'Alliance, comme cela a été demandé à plusieurs reprises - et de manière plus décisive par Donald Trump - par les États-Unis. Si elle est correctement mise en œuvre, PESCO pourrait être le moyen de faire de l'UE un acteur de la sécurité crédible et unitaire et d'ouvrir la voie à une véritable Union européenne de la défense.



> AUTEUR

Nicoletta Pirozzi est responsable du programme UE, politique et institutions de l'Istituto Affari Internazionali (IA), un groupe de réflexion italien. Elle y est responsable des relations institutionnelles. Elle travaille principalement sur la gouvernance européenne, les développements politiques et institutionnels dans la politique étrangère et de sécurité commune, la politique de sécurité et de défense commune, la gestion civile des crises, les relations de l'UE avec les Nations unies et l'Union africaine.



© Shutterstock.com

| "Jamais il n'y a eu autant d'initiatives sur la défense de l'UE" dit Daniel Fiott

PROTÉGER L'EUROPE, DE FAÇON PERMANENTE? L'AVENIR DE LA DÉFENSE DE L'UE

par Daniel Fiott

Respectant les principes fondamentaux de la stratégie globale de l'UE, les gouvernements et les institutions de l'UE ont intensifié leurs efforts en matière de défense au cours de l'année écoulée. Cependant, seul l'avenir nous dira combien de chemin nous avons parcouru de la vision vers l'action.

La plupart des hauts fonctionnaires de l'UE, des gouvernements et des analystes savent que les initiatives de l'UE en matière de défense ont suscité plus d'activités au cours des 12 derniers mois que ce qui a été observé au cours des 12 dernières années. Le « Brexit », les questions sur le leadership américain, la résurgence de la Russie à l'Est, la menace terroriste et la nécessité de gérer les migrations ont testé l'UE à l'extérieur et à l'intérieur. « Le but, voire l'existence de notre Union est remis en question » - cette ligne d'ouverture de la Stratégie globale de l'UE de juin 2016 a initié une réflexion et une action sur la défense européenne pour répondre à la triple tâche de gérer les crises internationales.

« Un grand pas en avant sur #EUdefence suite à #EUGlobalStrategy et #PESCO, mais maintenant l'attention se tourne vers le maintien de l'élan, »
@DanielFiott



Tourbillon d'initiatives

Jamais il n'y a eu autant d'initiatives sur la défense de l'UE. En novembre 2016, il a été décidé d'améliorer le temps de réaction aux crises et de surmonter la nature fragmentée des structures de commandement stratégique pour certaines des opérations de politique de sécurité et de

défense commune (PSCD) - en établissant une capacité militaire unique de planification et de conduite dans le service d'action extérieure. Au cours du même mois, l'Agence européenne de défense a pris l'initiative d'un réexamen annuel coordonné de la défense, afin de tenir compte que les États membres planifient encore la défense de manière non synchronisée. Enfin, l'année 2016 s'est terminée par la promesse de l'UE et de l'OTAN, de travailler plus étroitement sur un éventail de domaines politiques telles que la défense hybride et la cyber-défense.

Consciente de cet élan, la Commission européenne a profité de l'année 2017 pour dévoiler son projet de fonds européen de défense, qui prévoit des investissements de l'UE dans la recherche en défense et une combinaison de financements européens et gouvernementaux pour développer les capacités de défense. Alors que l'essentiel des investissements sera réalisé après 2020, la Commission européenne a déjà réservé 90 millions d'euros pour la recherche en matière de défense jusqu'à la fin de 2019 et a proposé de dépenser 500 millions d'euros pour le développement des capacités de 2019 à 2020.

Engagements contraignants

En outre, 2017 a, selon les termes du président de la Commission Juncker, vu « la belle au bois dormant » de la défense de l'UE - la coopération structurée permanente (PESCO) - sortir de son sommeil. Le PESCO est

un cadre politique fondé sur un traité qui adopte une approche contractuelle de la coopération en matière de défense. Les participants au PESCO prennent des engagements opérationnels et capacitaires contraignants les uns envers les autres - ces engagements font l'objet d'un examen annuel par le Haut représentant pour les affaires étrangères et la politique de sécurité. En outre, au sein du PESCO, un pays pilote et des États membres contribueront ensemble à des projets de défense communs, y compris des équipes d'intervention cybernétique, une protection portuaire, un système de commandement et de contrôle stratégique, une opération de crise et faciliteront les mouvements de troupes en Europe grâce à une mobilité militaire accrue.

#PESCO "Faire face aux défis de sécurité pour #EUdefence est le principal problème de toutes les initiatives"
@DanielFiott



Il ne fait aucun doute que l'UE a collectivement fait de grands progrès dans sa défense au cours de l'année écoulée. Ces initiatives tiennent la promesse de protéger les Européens d'un paysage stratégique toujours instable. Cependant, nous devons considérer toutes ces initiatives comme un moyen de parvenir à une fin - une UE plus réactive, plus compétente et plus responsable. Ainsi, la véritable marque de l'amélioration de la défense de l'UE viendra lorsque l'Union sera un acteur de

la défense plus capable de faire face à une série de défis sécuritaires. La défense de l'UE n'est clairement plus seulement une vision, car les institutions de l'UE et les gouvernements des États membres ont rarement consacré autant d'énergie aux questions de défense. La clé sera de maintenir cet élan ; à la fois dans le mauvais et le bon temps.

« La véritable marque de l'amélioration de la défense de l'UE viendra lorsque #EU sera un acteur de la défense plus performant qui pourra faire face à toute une série de défis sécuritaires »
@DanielFiott



> AUTEUR

Daniel Fiott a rejoint l'Institut d'études de sécurité de l'UE fin 2016, où il analyse la politique de défense européenne et les questions industrielles de défense.



«Un des principaux travaux pour les décideurs politiques est de s'assurer que le CSP s'aligne sur les autres initiatives de l'UE» déclare Sophia Besch

IL EST PEU VRAISEMBLABLE QUE LA CSP SOIT TRÈS FRUCTUEUSE À COURT TERME

par Sophia Besch

La Coopération structurée permanente (CSP), est un cadre politique ayant pour objectif d'aider les pays de l'Union européenne à développer ensemble des capacités militaires et à améliorer leurs possibilités de les déployer. Saluée comme un succès politique, sa contribution à la capacité opérationnelle de l'Union européenne et ses capacités de déploiement sont susceptibles d'être limitées dans un futur proche.

La Coopération structurée permanente pour les questions relatives à la défense a été façonnée par des visions

divergentes en Allemagne et en France. Berlin a mis en évidence la dimension politique de la CSP comme projet intégrationniste et a souhaité un grand nombre

de participants ; Paris a souhaité des critères d'entrée élevés, 2% du PIB consacré à la défense, 20% des dépenses en matière de défense consacrées à l'achat

d'équipement majeur et à la recherche, qui permettraient l'accès uniquement aux plus grandes puissances militaires. Le compromis trouvé a mis en

évidence le processus : un grand nombre de participants ont été d'accord d'atteindre finalement les objectifs français. Ce résultat reflète une crainte parmi certains États membres que la cohésion de l'Union européenne pourrait souffrir si un groupe d'avant-garde de pays progressait et laissait les autres derrière. Cela dilue aussi les ambitions initiales de la CSP, en particulier depuis qu'il est peu probable que les pays moins performants soient mis à la porte du club : une majorité qualifiée est nécessaire pour suspendre un membre de la CSP. Il sera donc difficile d'aboutir à la responsabilisation.

Qu'est-ce que la CSP peut alors réaliser ?

Le cadre n'aura probablement pas beaucoup d'impact sur la capacité de l'Union européenne de déployer des missions et des opérations. L'espoir réside dans le fait que les engagements communs, la coopération accrue et le développement en commun des capacités, en particulier dans les centres de formation communs, faciliteront le déploiement commun des armées de l'Union européenne. Les membres de la CSP ont également promis de réformer le mécanisme de financement de l'Union européenne pour les opérations communes, ce qui met le fardeau financier d'une opération à charge du pays qui déploie ses forces. Cependant, il subsiste des obstacles bien connus aux missions et aux opérations communes. Les pays européens ont différentes cultures militaires et ne partagent

*#EUDefence « #La CSP prendra tout son sens uniquement si elle mène à un accroissement des dépenses dans la R&D »
@SophiaBesch*



pas une vision commune de l'environnement de la menace. Et lorsque les États membres de la CSP déclarent souhaiter créer un mécanisme politique accéléré pour générer des forces, il sera difficile de suivre pour certains pays. L'Allemagne, par exemple, dispose d'un mécanisme d'approbation parlementaire d'envergure qui rend ardu le déploiement des forces. De plus, la CSP n'est pas juridiquement contraignante. Il n'y a aucune garantie que les États membres de la CSP engagent leurs forces lors d'une crise.

Domaines prioritaires pour la CSP

Une tâche clé pour les décideurs politiques est de s'assurer que la CSP s'aligne aux autres initiatives de l'Union européenne, particulièrement le Fonds européen de la défense (FED) par le biais duquel la Commission européenne souhaite financer la recherche sur la défense européenne coopérative et les capacités de développement. Cependant, la CSP prendra tout son sens uniquement si elle mène à un accroissement des dépenses dans les projets de recherche et de développement qui comblent les lacunes les plus urgentes en termes de capacités. Par exemple, développer

conjointement un char européen pourrait être l'une des priorités de la CSP. L'Union européenne devrait également investir par l'intermédiaire de la CSP dans des technologies innovantes comme le développement des drones de haute altitude et longue endurance (HALE). Cependant, les projets de développement de la puissance militaire coûtent de l'argent, les considérations politiques influencent sans aucun doute les projets choisis et la liste de cette année comprend principalement ceux qui sont du

*« #La CSP est une réussite politique et intégrationniste ainsi que le symbole fort d'une volonté nouvelle d'investir dans #EUDefence ». Comment pourrait-elle poursuivre son développement pour devenir un cadre plus ambitieux et efficace ?
@SophiaBesch*



côté plus « léger » de l'éventail des capacités : un centre de commandement médical par exemple.

Étant donné les ambitions limitées des membres de la CSP dans cette première mouture du cadre de la CSP, les deux pays qui ont soutenu la CSP avec le plus de force et qui continuent à saluer sa promesse pour la défense de l'UE, la France et l'Allemagne, élaborent également d'autres projets. La

France investit dans son initiative européenne d'intervention dans l'espoir d'améliorer la disponibilité opérationnelle de l'Europe. L'Allemagne axe ses efforts sur le concept de nation du cadre de l'OTAN.

La CSP est une réussite politique et intégrationniste ainsi que le symbole fort d'une volonté nouvelle d'investir dans la défense européenne, et elle pourrait poursuivre son développement pour devenir un cadre plus ambitieux et efficace. Cependant, la version 2017 de la CSP n'offre pas à l'Union européenne la possibilité de résoudre ses problèmes de défense d'un seul coup.



> AUTEUR

Sophia Besch est chargée de recherche au Centre for European Reform (CER), un think tank basé au Royaume-Uni. Ses domaines d'expertise comprennent les questions de défense européenne, plus particulièrement la politique de sécurité et de défense commune de l'Union européenne, la coopération dans l'industrie européenne de la défense, l'OTAN, et la politique de sécurité et de défense de l'Allemagne.



La plupart des pays de l'UE se sont engagés à approfondir la coopération en matière de défense dans l'UE en décembre 2017

DÉFENSE EUROPÉENNE : FAIRE DU NEUF AVEC DU VIEUX ?

par Nick Witney

La coopération renforcée en matière de défense au sein de l'UE via PESCO (Permanent Structured Cooperation traduit en français par Coopération structurée permanente) a été lancée en grande pompe fin 2017. Mais l'ancien chef de l'Agence européenne de défense se penche de manière critique sur les progrès accomplis jusqu'à présent et sur certains des problèmes fondamentaux liés à cette initiative.

Donc tout va bien. Travail effectué, problème trié. Le « projet » européen de défense a maintenant atteint sa maturité et, avec le lancement de PESCO en décembre, il peut maintenant être qualifié d'Union européenne de défense.

La vie peut reprendre son cours. Selon le récit bien huilé, les bases ont été posées avec l'EGS 2016 (European Global Strategy). Sur cette base ont été érigés le FED (Fonds européen de défense), et d'autres nouveaux processus, y compris CARD (Coordinated Annual Review of Defence - bilan annuel coordonné de la défense). Ces constructions ont été étayées par le FMC (Framework Nation Concept), avant d'être complétées par le PESCO (Permanent Structured Cooperation). L'architecture est maintenant terminée, l'Union de la Défense a été atteinte. Pas étonnant que le mot "historique" soit devenu monnaie courante à la fin de l'année 2017.

Voir venir les résultats

Ailleurs (à Paris par exemple), les attitudes sont plus réservées. La joie reste confinée, jusqu'à ce que des résultats concrets émergent de ces splendides nouveaux arrangements. Les cyniques (je confesse, j'ai été parmi eux) ont demandé si un PESCO impliquant 25 États membres est vraiment l'idée première envisagée par les Traités - et si la spécification du Traité des « États membres dont les capacités militaires répondent à des

critères plus élevés » puisse être interprété comme celle de « tout État membre avec plus d'un militaire que Malte ». Les nouveaux engagements pris par les 25 ont été caractérisés comme faibles, et les nouveaux projets comme trop vagues pour être significatif ou tels de vieux habits reprisés. La coopération sur le software-defined radio, par exemple, a plus de dix ans.

Certains cassandres voient les choses encore plus sombres. Selon eux, tous ces nouveaux acronymes ne font que masquer les fissures béantes de l'édifice - l'absence d'une culture stratégique partagée, de divergences de vues profondes sur la priorité des diverses menaces auxquelles l'Europe est confrontée ou encore un manque profond de confiance.

Réinventer la roue ?

Le temps nous dira qui a raison. Je suis du côté de ceux qui pensent que rien de substantiel n'a encore été réalisé et que PESCO en particulier a été en grande partie un exercice laborieux pour réinventer la roue. Étant donné que l'adhésion éventuelle de PESCO est pratiquement identique à celle de l'Agence européenne de défense, ne serait-il pas préférable que les 25 États membres de l'UE fassent ce qu'ils ont promis de faire au sein de l'Agence au lieu de concevoir une tout nouvelle structure de gouvernance dupliquée pour faire une version diluée de la même chose ?

Mais peut-être que la vérité est que les roues ont parfois besoin d'être réinventées. Les ministères de la Défense ont peu ou pas de mémoire institutionnelle. Les ministres y sont généralement des oiseaux de passage, qui se dirigent vers des portefeuilles plus excitants, ou qui déclinent gracieusement vers la retraite. La rotation des hauts gradés n'aide pas. Il y a donc un changement générationnel constant - et peut-être même que des vérités établies de longue date doivent-elles être régulièrement réappris. L'Europe ne soutiendra pas sa base technologique et industrielle de défense, ni n'obtiendra un rendement décent des sommes considérables qu'elle consacre à la défense, ni même assurera la sécurité de ses citoyens, à moins que ses

politique n'est pas mobilisée pour vaincre le monstre à triple tête de « l'inertie, de la résistance et des intérêts acquis » qui bloque le progrès.

Alors, peut-être ne devrait-on pas trop critiquer un peu de bureaucratie bureaucratique redondante et un peu de cette auto-congratulation politique prématurée. Si le résultat est une compréhension renouvelée de la nécessité pour les Européens de mettre en commun leurs efforts et leurs ressources de défense, accompagnée d'une détermination renouvelée pour y arriver, alors cela équivaut finalement à des progrès. Comme indiqué ci-dessus, seul le temps nous le dira.

« Je suis du côté de ceux qui pensent que rien de substantiel n'a encore été réalisé et que #PESCO a été en grande partie un exercice laborieux pour réinventer la roue mais peut-être que la vérité est que les roues ont parfois besoin d'être réinventées »

Nick Witney @ecfr



États membres intègrent de plus en plus leurs efforts de défense. Ce travail ne pourra pas non plus prospérer si une réelle volonté



> AUTEUR

Nick Witney est chercheur senior du think tank ECFR. Ses domaines d'expertise comprennent la politique européenne de sécurité et de défense, le développement des capacités militaires et la coopération dans le domaine des équipements de défense. Il a été le premier directeur général de l'Agence européenne de défense.

L'AVENIR DE LA GAUCHE



| PASCAL LAMY GROUP

PRIVILÉGIER L'HOMME ET LA PLANÈTE UN NOUVEAU PROGRAMME DE PROGRÈS MONDIAL

Propositions du 'Groupe Pascal Lamy'

Jamais dans l'histoire de l'humanité, les changements n'ont été aussi rapides qu'aujourd'hui. Le brassage des nouvelles avancées scientifiques et technologiques, de la numérisation, des évolutions démographiques majeures et de la mondialisation croissante affecte nos vies avec une force sans précédent. Par ailleurs, plusieurs développements, dont le changement climatique, les migrations et l'urbanisation modifient nos sociétés de manière inédite.

Ces tendances mondiales vont indubitablement durer et

entraîner des conséquences positives ou négatives en fonction de notre identité et de notre localisation. De telles évolutions créent d'extraordinaires opportunités de réussite individuelles et collectives, mais représentent aussi de grands défis pour la durabilité sociale, environnementale et économique. La direction que nous choisirons constituera une opportunité et une responsabilité historiques pour le mouvement progressiste. Développer un programme réformiste et convaincant, qui rejette le paradigme fataliste et néolibéral, est la seule solution

pour forger un avenir progressiste. L'avenir peut être meilleur que le passé.

La volonté d'établir un programme positif en maîtrisant ces mégatendances a mené à l'adoption des Objectifs de Développement Durable de l'ONU (ODD) pour 2030, qui définissent des ambitions de progrès, une perspective d'espoir. Les ODD de l'ONU s'inscrivent dans des valeurs progressistes de justice et de progrès sociaux, qui visent une qualité de vie décente et en constante amélioration.

Ces dernières années ont été marquées par plusieurs tendances négatives : les tensions géopolitiques s'intensifient ; le capitalisme mondial reste sujet aux crises ; les inégalités croissent ; la part de la main-d'œuvre dans le revenu national atteint des niveaux historiquement bas ; le 'précaire' est en hausse tandis que la protection des travailleurs diminue et que l'insécurité augmente dans de nombreux pays, une situation qui affecte disproportionnellement les jeunes ; la démocratie, où elle existe, est parfois en danger ;

les ressources de notre planète sont surexploitées et souffrent du changement climatique, de la perte de biodiversité et d'autres menaces. Les plus forts s'en sortent mieux que les plus faibles ; les revenus et la richesse demeurent en la possession des 1 % les plus riches. En outre, les développements futurs de la robotisation, de l'intelligence artificielle, de la biotechnologie et des autres technologies en évolution rapide seront source de nouvelles opportunités puissantes, mais aussi de risques qui diviseront encore plus les sociétés. La capacité des individus à accéder aux connaissances, aux compétences requises et à vivre avec suffisamment de revenus dans les villes dynamiques, est de plus en plus menacée.

Le potentiel du travail à être source des revenus, d'inclusion et de socialisation est dès lors remis en question.

Il incombe aux progressistes de corriger ces défaillances. Aujourd'hui, le devoir du mouvement est d'agir pour rétablir l'espoir dans le cœur et dans l'esprit des citoyens de toutes les sociétés. Cela implique de leur fournir les moyens d'améliorer leurs compétences et de faire face à l'insécurité économique, sociale ou culturelle qui fragmente les sociétés. Les droits de l'homme universels, l'accès aux biens publics mondiaux, l'équité entre les sexes et un accès équitable aux soins de santé dans le monde sont au cœur d'un programme progressif. Tout ceci requiert un nouveau paradigme de changement social.

Pour aller de l'avant et mettre en œuvre ce programme, un diagnostic lucide de la situation du mouvement se révèle indispensable. Sa faculté à façonner les sociétés est, en effet, contestée ou en recul presque partout. D'autres mouvements politiques ont davantage réussi à exploiter la montée du mécontentement politique et social, de la douleur et de la frustration. Ils ont mobilisé des forces réactionnaires s'articulant autour de l'ultranationalisme, de l'isolationnisme, du tribalisme, du racisme, de la xénophobie et de l'autoritarisme, qui sont en opposition absolue avec la solidarité et les idéaux progressistes. Ces tendances négatives sont définitivement en hausse, et les progressistes ne le sont pas.

Les causes de cette situation difficile doivent faire l'objet de discussions au sein du mouvement. Pour certains, les concessions politiques trop nombreuses vis-à-vis du néolibéralisme économique dominant, ont estompé la distinction entre la gauche et le centre. Pour d'autres, la crédibilité du mouvement a été ternie par la différence entre les promesses faites et les résultats négatifs ressentis par ses partisans. La plupart s'accordent sur le fait que le programme progressiste n'a pas répondu aux défis d'aujourd'hui et de demain. Il a perdu le contact avec la partie de la population qu'il déclarait représenter : les personnes qui ont besoin et veulent du changement, les individus privés de leurs droits, ceux qui se sentent abandonnés ou isolés, et bien sûr les générations plus jeunes.

Nous portons dès lors la responsabilité :

- Premièrement, de proposer une vision revue et prévoyante, susceptible d'attirer ceux qui partagent des valeurs progressistes.

- Deuxièmement, de rétablir la capacité à nous renforcer en mobilisant une énergie politique qui s'inscrit dans un programme progressiste de mondialisation.

PREMIÈREMENT : LA NOUVELLE VISION

Elle doit être globale, mais laisser de la place à la diversité. Les défis et opportunités sont communs, mais une approche unique ne fonctionnerait pas. Nous sommes tous dans le même bateau, mais la crainte de l'uniformité et la revendication d'identités multiples doivent être prises en considération.

La nouvelle vision doit être élaborée en gardant à l'esprit une perspective à long terme, mais doit aussi s'appliquer aux problèmes d'aujourd'hui.

Elle doit être raisonnée et universelle : elle doit prendre en compte l'impact de la technologie sur l'avenir du travail et du tissu social, mais doit reposer sur des idéaux de justice, d'égalité et de solidarité.

Elle doit englober la dimension écologique.

Elle doit être simple pour permettre un large débat, tout en répondant à la complexité croissante des sociétés.

Elle doit esquisser une vision alternative du futur de l'humanité, dans laquelle l'économie sert l'homme et la nature, et non l'inverse.

Elle doit rester ouverte aux nouvelles idées et aux nouvelles formes d'organisation sociale et institutionnelle.

Les propositions suivantes sont nées de cette vision. Elles visent un programme transformateur vers un monde néolibéral, basé sur la justice et l'égalité. Certaines sont des réaffirmations de principes progressifs généraux. D'autres sont des objectifs plus précis.

1. Choix démocratique

Les décisions importantes pour les citoyens doivent être prises conformément au processus démocratique. Plusieurs conditions sont indispensables à cet égard : des informations correctes, l'autonomisation des citoyens, l'éducation civique, les débats publics, la règle de la majorité, avec les freins et contrepoids nécessaires comme la liberté et la pluralité de la presse et l'indépendance du pouvoir judiciaire. Des efforts les plus importants devraient être consacrés à l'ouverture du processus démocratique. Il est nécessaire de développer de nouvelles manières de participer et d'atteindre les électeurs, de renforcer la culture pluraliste démocratique et de favoriser l'engagement citoyen. Une limite de deux mandats consécutifs dans le domaine public et des entreprises devrait être imposée aux dirigeants d'institutions

publiques ou d'organisations privées pour éviter les saisies de pouvoir ou le népotisme.

2. Un État actif et protecteur

L'accent ne devrait pas être mis sur la taille du gouvernement, mais sur la création d'un État innovant, créatif, apte et dynamique, qui autonomise tous ses citoyens de manière proactive en leur garantissant un travail décent et de qualité, en investissant dans des moyens de protection contre les anciennes et nouvelles insécurités sociales, et en préparant la société aux défis futurs.

3. Biens publics mondiaux

L'importance de l'accès au patrimoine mondial ne cesse de croître. Aujourd'hui, celui-ci recouvre un plus large éventail de domaines, dont l'environnement et les systèmes écologiques, la santé et les données. Il doit être protégé au titre de biens publics mondiaux. Les monopoles doivent être bridés.

4. Le multilatéralisme d'abord

Les accords internationaux bilatéraux et transactionnels sont moins justes et transparents que les multilatéraux. Le multilatéralisme et la solidarité doivent être fortement encouragés étant donné qu'ils sont nécessaires pour gérer le nombre croissant d'enjeux mondiaux et garantir une mondialisation juste et avantageuse pour tous.

5. Une véritable égalité des genres

*#EUIntegration
"Cela signifie que les individus peuvent s'attendre à des revenus inclusifs et la socialisation à travers le travail est en question."
Pascal Lamy*



L'égalité des genres est un droit humain. L'inégalité entrave les économies et les sociétés. Des actions doivent être entreprises à travers toute la société : dans la loi, dans la sphère politique, sur le lieu de travail ; dans le commerce, les directions et l'entrepreneuriat ; dans les médias qui luttent contre les stéréotypes, avec des politiques sociales, des services de santé sexuelle et génésique, ainsi qu'une tolérance zéro pour les violences à l'égard des femmes et des filles.

6. Non-discrimination

Il est nécessaire de lutter activement contre toute forme de discrimination basée sur des critères raciaux, sexuels, religieux et culturels. Des politiques d'action positive doivent être mises en place pour que les injustices soient reconnues et résolues et pour que tous les hommes soient traités équitablement, tout en vivant dans le respect mutuel et la dignité. La diversité culturelle et les droits des minorités doivent être préservés.

7. Sécurité partagée

Chez nous et à l'étranger, l'insécurité affecte d'abord les populations moins aisées. Il est dès lors fondamental d'éliminer radicalement les causes d'insécurité et de combattre farouchement le terrorisme et le crime organisé. Un désarmement efficace doit figurer parmi les priorités de la coopération internationale.

8. Une éducation pour tous axée sur l'avenir

Tout le monde devrait avoir accès à une éducation et des formations de qualité. L'intellect est la ressource qui croît le plus rapidement et est le plus facilement accessible. L'éducation devrait promouvoir des compétences telles que la créativité, l'esprit critique et l'ouverture à la différence, qui ne cessent de gagner en importance pour la réussite personnelle, le développement sociétal et la résilience mondiale. Une réorientation fondamentale des ressources devrait contribuer à l'organisation de cette éducation.

9. L'accès aux soins de santé pour tous

L'accès universel aux soins de santé, qui est essentiel pour réduire les inégalités sanitaires, doit être encouragé et devenir abordable.

10. Des migrations responsables

Les lois internationales relatives aux réfugiés doivent être honorées. Des voies légales et sûres doivent être établis pour les migrants. Les droits et les responsabilités des migrants et

des communautés hôtes doivent être respectés.

11. Zéro émission nette de carbone d'ici 2050

Réduire à zéro les émissions nettes de carbone et des autres éléments qui contribuent au changement climatique est notre seule chance de limiter celui-ci à + 2 °C. À moins de réhabiliter notre planète et de construire un modèle de développement plus durable, des sociétés entières seront dévastées, en commençant par les plus faibles, ce qui exacerbera les inégalités.

12. Le droit de codécision en entreprise pour la main d'œuvre

L'implication des travailleurs et des employés dans les stratégies d'investissement des entreprises devrait être encouragée. Outre un renforcement du travail organisé et des relations industrielles, ceci implique d'étendre la démocratie sur le lieu de travail en soutenant l'engagement des travailleurs dans les conseils d'administration et de donner droit à une participation collective aux effectifs des entreprises.

13. Taxation des 1 %

La richesse excessive et la concentration des revenus sont inefficaces et injustes. Le capital doit être davantage taxé que le travail. En priorité, les 1 % que représentent les plus grands propriétaires et les plus hauts salariés doivent rendre à la société une partie plus importante de leur richesse et de leurs revenus.

14. Aucune tolérance pour la corruption et l'évasion fiscale

La corruption et l'évasion fiscale sont des taxes cachées pour les pauvres. Elles faussent les systèmes de pouvoir légitimes et responsables. La solution consiste en une gouvernance transparente, éclairée et efficace. Les partis politiques devraient être financés publiquement et des limites devraient être imposées au financement politique des entreprises.

15. Une Organisation financière mondiale

La finance est à la fois mondiale et risquée, or sa gestion mondiale est déficiente. Par s'assurer que la finance réponde aux besoins de nos sociétés, les organisations et règles existantes doivent être réformées et le système de régulation informel de Bâle doit être remplacé par une véritable Organisation financière mondiale, avec des règles contraignantes et des mécanismes d'application basés sur les traités.

DEUXIÈMEMENT : LA MOBILISATION NÉCESSAIRE

Une nouvelle approche est indispensable pour faire avancer ce programme. À de nombreux endroits, nos leviers de pouvoir traditionnels, comme les syndicats classiques, ont perdu de leur influence. La confiance des citoyens dans les institutions d'État traditionnelles s'amointrit toujours plus, ce qui provoque des sentiments d'anti-autorité, d'anti-pouvoir voire d'anti-démocratie à une époque où nous avons

besoin d'institutions fortes.

Une nouvelle stratégie en trois parties se révèle nécessaire pour contrer cette situation.

Tout d'abord, les progressistes doivent aller au-delà de l'auto-critique et de la nostalgie pour constituer une force tournée vers l'avenir. Ils ont besoin de retrouver confiance en eux, dans leur programme renouvelé et dans leur capacité à gagner à nouveau des élections. Sans cela et sans un espoir clair d'offrir un pouvoir de transformation qui façonnera le 21^e siècle, ils resteront un mouvement défensif et donc vulnérable aux sondages négatifs et à toute autre distraction qui les empêchera de poursuivre énergiquement leur mission.

Deuxièmement, la gauche doit faire preuve de plus d'imagination à propos de son électorat et dépasser l'organisation citoyenne et syndicale des partis traditionnels telle qu'elle a été appliquée au cours des deux derniers siècles. Les progressistes doivent embrasser ce monde politique qui n'est plus défini par les anciens conflits et divisions. Les loyautés individuelles sont devenues plus dynamiques ; elles reflètent la communication et la complexité croissantes, ainsi que la matrice d'identités définissant les sociétés modernes. L'environnement politique nécessite d'inclure des électorats différents, qui méritent d'être soutenus et dotés de ressources. Le mouvement doit être ouvert aux partenaires, alliés et activistes de terrain qui apportent des idées novatrices et travaillent avec de nouveaux médias dans l'intérêt des organisations progressistes. Ces dernières comprennent

des organisations non gouvernementales ou sans but lucratif, ainsi que des autorités régionales ou locales qui exercent le pouvoir en suivant un modèle de poly-gouvernance. De nouvelles coalitions en faveur du changement s'imposent tant au niveau domestique qu'international. Il y a énormément d'énergie, de passion et de disponibilité pour appuyer le changement. Les progressistes disposeront ainsi de nouvelles opportunités d'adapter la gouvernance locale et mondiale aux besoins de l'homme et de la planète.

Troisièmement, étant donné que les modèles de participation et d'engagement ont radicalement changé, les progressistes doivent modifier

leurs cultures d'organisation et de communication. Les électorats sont devenus plus instables et de nouvelles coalitions se construisent sur la base d'un ensemble grandissant de demandes partagées, mais fortement différenciées. Apprécier et répondre à la diversité de ces demandes est particulièrement important afin d'atteindre les plus jeunes et les générations du millénaire, mais aussi les millions de citoyens désenchantés et privés de leurs droits qui ont tout à gagner d'un nouveau programme de progrès mondial qui prend leurs besoins en compte, leur donne la priorité et les invite à participer au modelage d'un mouvement déterminé à privilégier l'homme et notre planète.

Liste des membres du Groupe Pascal Lamy

Amorim Celso , Brazil	Lagos Ricardo , Chile
Broadbent Ed , Canada	Lamy Pascal , France
Burrow Sharan , Australia	Landerretche Oscar , Chile
D'Alema Massimo , Italy	Lemkow Louis , Spain
Dewan Sabina , India	Liebhager Bruno , Belgium
Damáso Mafalda , Portugal-UK	Manuel Trevor , South Africa
Emerson Craig , Australia	Netshitenzhe Joel , South Africa
Finchelstein Gilles , France	Pangestu Mari Elka , Indonesia
Fiorillo Michele , Italy	Rifai Taleb , Jordan
Gerrits André , The Netherlands	Saad Filho Alfredo , Brazil - UK - Italy
Goldin Ian , UK	Sánchez Pedro , Spain
Gonzalez Arancha , Spain	Sané Pierre , Senegal
Gusenbauer Alfred , Austria	Schröder Martin , Germany
Henry-Knop Diana , Czech Republic	Skrzypek Ania , Poland
Herfkens Eveline , The Netherlands	Smith Rick , Canada
Inotai Andras , Hungary	Somavía Juan , Chile
Jablonski Kuba , Poland-UK	Stetter Ernst , Germany
Kaberuka Donald , Rwanda	Tall Sall Aïssata , Senegal
Kennedy Michael , USA	Velasco Andrés , Chile
Kwaśniewski Aleksander , Poland	Warner Neil , Ireland
	Wieczorek-Zeul Heidemarie , Germany
	Wood Stewart , UK



La population du Bangladesh tente de sauver ses affaires face à la montée des eaux de la rivière Padma à Dohar Upazilla près de Dhaka en 2016

QUELLE PROTECTION POUR LES « RÉFUGIÉS CLIMATIQUES » ?

par Hocine Zeghib

Réchauffement climatique et dégradation environnementale provoquent le déplacement forcé de millions de personnes que, par facilité, on nomme « réfugiés climatiques ». Le droit positif, inadapté à leur protection, doit-il n'être qu'amendé, reconstruit de toutes pièces ou supplanté par des solutions pragmatiques ?

Inapplicabilité avérée du droit international

La Convention de Genève sur les réfugiés n'est pas applicable, comme l'a illustré une décision de 2015 de la Cour suprême Néo-Zélandaise, aux « réfugiés climatiques ». Faut-il l'amender, comme certaines ONG le revendiquent et comme cela a été réitéré, sans succès, à la COP 23 ? Ce serait ouvrir la boîte de pandore. Une convention spécifique, alors ? La revendication achoppe sur la portée d'un tel instrument : « réfugiés climatiques » ou « déplacés environnementaux » ? Coupant court au débat, l'ONU et ses partenaires privilégient désormais l'approche régionale et désertent le terrain strictement juridique. La Déclaration de New York, du reste affaiblie par la récente volte-face des États-Unis, en est l'illustration.

Recherches de solutions concertées

L'Initiative Nansen, fortement soutenue par la Commission européenne, cherche à satisfaire les besoins essentiels des « réfugiés », garantir le droit à l'intégrité personnelle et à l'unité familiale, les droits de l'enfant, la reconstitution de l'état civil, les diplômes des personnes, etc. L'agenda de 2015 instaure notamment des mécanismes de coopération entre États d'une même région, encourage l'élaboration de scénarios d'urgence, la relocalisation des populations, la délivrance de visas

de circulation idoines et des permis de séjour temporaires. Limites : texte non contraignant et applicable aux seules personnes franchissant au moins une frontière.

#CLimaticRefugee
“Faut-il amender la Convention de Genève non applicable pour les réfugiés climatiques ?”
Hocine Zeghibib
@umontpellier.



La Convention de Kampala, unique dans son genre, vise à prévenir, en Afrique, les déplacements et à s'y préparer : création et mise en œuvre de systèmes d'alerte précoce, de stratégies de réduction des risques de catastrophes, de mesures de planification préalable et de gestion d'urgence des désastres. Contraignante, elle englobe toutes les causes de déplacement forcé y compris les conflits armés. Limites : seuls sont concernés les déplacés internes. Côté européen, proposition de résolution invitant la Commission à élaborer « les critères définissant le statut de réfugié climatique ». Le Rapport d'initiative déclencheur de la procédure devant le Parlement fait toujours défaut.

Recherches de solutions unilatérales

Norvège, Suède, Finlande : une protection subsidiaire peut

être accordée aux étrangers résidents dans l'impossibilité de regagner leur pays car frappé d'une catastrophe environnementale. Le Danemark accorde, pour les femmes, une protection identique. Mesures rarement appliquées.

Aux États-Unis, le « Temporary Protected Status » (TPS) confère, le temps du retour à la normale, une protection aux résidents, ressortissants de pays frappés par les guerres ou les catastrophes naturelles, notamment Soudan, Honduras, Salvador, Nicaragua, Somalie, Haïti. Unique protection spécifique aux « réfugiés climatiques », le TPS est critiqué par l'administration Trump et a déjà été révoqué pour Haïti, bientôt pour le Honduras (2018) et le Nicaragua (2019).

La Nouvelle-Zélande, qui a développé des accords bilatéraux avec Tuvalu sur l'immigration par quotas, envisage désormais la création d'un visa spécifique aux « réfugiés climatiques ». Réelle percée ou

simple redécouverte du « visa humanitaire » ?

Déplacements forcés de millions de personnes ; protection juridique défailante ; solutions régionales à l'efficacité incertaine : « les grandes réparations peuvent sortir du droit : nous ou nos enfants pouvons les espérer, car l'avenir n'est interdit à personne » (L. Gambetta). Encore moins aux « réfugiés climatiques ».



> AUTEUR

Hocine Zeghibib est Maître de conférences en Droit public à l'Université de Montpellier. Sa dernière publication "Le réfugié climatique en Méditerranée, figure ignorée par le droit et les politiques publiques", in Actes des VIIIèmes Rencontres Internationales Monaco et la Méditerranée (RIMM), Monaco, 2017, p.75-93

“Une proposition de résolution invite la Commission à élaborer « les critères définissant le statut de réfugié climatique ». Quel droit pour les réfugiés climatiques ?”
Hocine Zeghibib
@umontpellier.





À Aux îles Fidji, le réchauffement climatique fait monter le niveau de la mer de 6 millimètres par an. Un phénomène qui pousse les habitants à quitter leur île

ANTHROPOCÈNE ET SES VICTIMES

par François Gemene

La raison principale de l'absence de définition relative à la migration provoquée par la dégradation de l'environnement ou le changement climatique est liée à la difficulté d'isoler les facteurs environnementaux des autres moteurs de la migration. Avons-nous fait des progrès depuis lors ? Oui et non.

La difficulté d'isoler les facteurs environnementaux existe encore, mais personne ne semble contester l'importance de ceux-ci en tant que force motrice du déplacement. Le concept de « migration environnementale » est à présent un élément courant des études

sur la migration et le nombre de projets de recherche, d'ateliers et de conférences a considérablement augmenté. En même temps, le concept de « réfugiés environnementaux » ou de « réfugiés climatiques » a été progressivement abandonné étant donné qu'il n'a pas de base sur le plan juridique.

La politique dans l'anthropocène

L'anthropocène, en tant qu'époque géologique, demeure un concept controversé parmi les géologues : d'après ses « défenseurs », il signale une nouvelle ère géologique, l'âge de l'Homme où

ces derniers sont devenus la force majeure des transformations de la Terre. Nous devons également être conscient que l'anthropocène pourrait aussi être considérée comme une opération de dépolitisation des individus. Plutôt que l'âge des humains, l'Anthropocène serait en fait mieux décrit comme une 'oliganthropocène',

l'âge de quelques hommes (et d'encore moins de femmes), pour reprendre une expression d'Eryk Swyngedouw. Si ces hommes sont en effet devenus les principaux acteurs des transformations de la Terre, la majorité des humains sont aussi devenus les victimes de ces transformations, plutôt que leurs agents.

La migration en tant que ressource

Au fur et à mesure que le concept de « migration environnementale » a gagné du terrain, la migration était moins perçue comme une décision en dernier ressort que les personnes prenaient lorsqu'elles avaient épuisé toutes les options possibles pour s'adapter dans leur lieu d'origine et qu'elles n'avaient plus d'autre choix. Nous avons insisté sur le fait que les migrants ne devraient pas être perçus comme des victimes sans ressources et expiatoires du changement climatique, mais plutôt comme des acteurs détenant beaucoup de ressources pour leur propre adaptation. Nous avons soutenu que la migration pourrait en effet s'avérer une stratégie d'intégration puissante : les migrants pourraient diversifier leurs revenus, atténuer les pressions environnementales dans leur région d'origine, envoyer des fonds ou simplement se mettre eux-même et leurs familles à l'abri. Cette vision a été rapidement adoptée par de nombreuses institutions et organisations. Encore mieux : elle a frayé son chemin dans les négociations internationales sur le changement climatique. En 2010, le Cadre de Cancun pour l'adaptation a inclus dans son article 14 les « mesures pour améliorer la compréhension,

« Au fil du temps, les 'réfugiés climatiques' sont devenus les incarnations humaines du changement climatique, à la fois premiers témoins et premières victimes de ses impacts »
@Gemenne



la coordination et la coopération en ce qui concerne le déplacement, la migration et le déménagement prévu provoqués par le changement climatique (...) ».

Le mouvement des personnes n'était plus une question de politiques de migration mais plutôt de politique environnementale, une stratégie d'adaptation.

La trahison des migrants

Nous avons fait l'impasse sur un élément au cours de ce processus de « dévictimation » des migrants : nous avons utilisé les changements environnementaux comme un cheval de Troie pour « dépolitiser » la migration. Une difficulté fondamentale dans l'action collective face au changement climatique est que ceux qui doivent entreprendre le plus d'efforts pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, les pays industrialisés, sont aussi ceux qui seront comparativement moins affectés par les impacts du réchauffement climatique. Du point de vue d'une perspective néolibérale, les pays industrialisés n'ont guère intérêt à agir : notre capacité à agir est désavouée par notre intérêt.

Dépolitiser la migration

Un exemple particulier montre ce processus de dépolitisation de la migration par le biais d'une perspective environnementale. Dans la presse et les débats publics, ceux qui étaient déracinés en raison du changement climatique étaient autrefois souvent appelés « réfugiés climatiques ». Les chercheurs dans le domaine juridique et les organisations internationales se sont cependant efforcés de rejeter ce terme qui n'avait aucun fondement juridique. La plupart des chercheurs ont logiquement été d'accord de ne pas utiliser ce terme et d'utiliser davantage de termes cliniques comme ceux de « migrants climatiques », « mobilité dans le contexte du changement climatique », etc. J'étais l'un d'entre eux et je pense que j'avais tort. En abandonnant le terme « réfugié climatique », nous avons aussi dépolitisé la réalité de ces migrations. Un élément central dans le concept de « réfugié » est la persécution : pour pouvoir être considéré comme réfugié, un individu doit fuir ou craindre la persécution. Abandonner le terme « réfugié climatique » signifie aussi également dans un sens renoncer à reconnaître le changement climatique comme forme de persécution contre les plus vulnérables.

Garder la terre habitable

Le plus grand défi de l'anthropocène est peut-être le défi du cosmopolitisme. L'anthropocène, en tant que concept, peut donner

la fausse impression d'une humanité unifiée où tous les êtres humains seraient des acteurs du changement dans la planète. L'anthropocène est cependant aussi enraciné dans les inégalités où l'action de certains provoque la souffrance des autres. Et à cet égard l'anthropocène peut également mener à la dépolitisation des individus où « l'environnementalisation » de la politique finirait par devenir une dépolitisation de l'environnement. C'est ce qui s'est passé dans une certaine mesure avec les réfugiés climatiques. C'est la raison pour laquelle l'anthropocène est d'abord et avant tout la question de maintenir la terre habitable. Et cela montre qu'il existe au moins une excellente raison de parler des réfugiés climatiques.



> AUTEUR

François Gemene est chercheur en sciences politiques (CEDEM - Université de Liège / CEARC - Université de Versailles) et il est également expert associé au CERI - Sciences Po. Spécialiste de la géopolitique environnementale et de la gouvernance des migrations, il intervient également sur ces questions dans diverses universités, notamment à Sciences Po (Paris et Grenoble), à l'Université Paris 13 et à l'Université libre de Bruxelles.



© creative.ispox.be

« Erasmus est l'une des meilleures manières pour les jeunes d'aujourd'hui d'acquérir des expériences culturelles inestimables, des opportunités de formation, des compétences linguistiques, des choix de carrières et des amitiés durables. » souligne Sergei Stanishev

ERASMUS : POUR TOUS ?

par Sergei Stanishev

Le programme d'échange étudiant est l'une des plus grandes réussites de l'Union européenne. Nous souhaitons à présent qu'il soit ouvert à tous.

Si vous évoquez la politique européenne devant un échantillon aléatoire de jeunes d'aujourd'hui, vous pourriez vous considérer comme chanceux si vous suscitez comme réaction davantage que des haussemments d'épaules ou des regards vides. Mais si vous parlez d'Erasmus, le programme phare de la mobilité à ces mêmes jeunes, vous verrez leurs visages s'illuminer.

Et pour une bonne raison. Il y a quelques années, on a clairement dans les médias la naissance d'un million de « bébés Erasmus ». Cependant, ce bienfait reconnu de ce programme d'étude transfrontalier, attendu ou non, est uniquement un effet secondaire. Erasmus est d'abord et avant tout l'une des meilleures manières pour les jeunes d'aujourd'hui d'acquérir des expériences culturelles inestimables, des opportunités

de formation, des compétences linguistiques, des choix de carrière et des amitiés durables.

Il n'est pas étonnant qu'Erasmus soit amplement reconnu comme l'une des plus grandes réussites de l'Union européenne. Et qu'on ne s'y trompe pas : un programme de cette envergure n'aurait tout simplement pas pu voir le jour sans le cadre solide de la coopération à l'échelle du continent que nous avons

construit dans l'Union européenne. Erasmus, comme l'Union européenne elle-même, est une réussite durement gagnée dont nous devrions tous être fiers.

Mais, tout comme Erasmus a besoin de l'Europe, l'Europe a besoin d'Erasmus. Les avantages d'y participer ne concernent pas uniquement les participants. En mettant de côté ses avantages les plus concrets, Erasmus

« #Erasmus+ est fantastique, mais, en dépit de la demande élevée et de son expansion constante, la participation est encore trop limitée. »
@SergeiStanishev



donne une impulsion considérable aux perspectives de formation, de carrière et culturelles des jeunes, un élan dont ils ont désespérément besoin dans l'Europe d'aujourd'hui. Et en même temps, l'Europe est enrichie par des citoyens qui ont une plus grande ouverture d'esprit, sont mieux informés et tournés vers l'international. Pour parler franchement, il est beaucoup plus difficile pour quelqu'un de voter pour un politicien de droite qui souhaite fermer les frontières ou supprimer la coopération si cette personne doit quelques-unes des meilleures années de sa vie à cela même. Par ailleurs, c'est l'une des raisons pour lesquelles Umberto Eco pensait qu'Erasmus devrait être obligatoire : à travers Erasmus, nous ne formons pas uniquement mieux les jeunes, nous formons une meilleure Europe.

Au parti des socialistes européens, nous reconnaissons une bonne chose lorsque nous la voyons. Et nous souhaitons davantage. Sa forme actuelle, Erasmus + est fantastique, mais, en dépit de la demande élevée et de son expansion constante, la participation est encore trop

limitée. Cela doit changer. Nous croyons que chacun devrait avoir la chance d'étudier à l'étranger, que ce soit comme partie d'un programme universitaire, d'une formation professionnelle ou même dans l'enseignement secondaire supérieur.

C'est la raison pour laquelle le message « Erasmus pour tous » est un volet clé de notre plan pour les jeunes, l'une de nos campagnes politiques majeures. Et nous avons déjà connu des réussites notables. Grâce aux pressions de notre famille politique, l'objectif de la mobilité étudiante de l'Union européenne est à présent qu'au moins 20 pour cent des diplômés de l'enseignement supérieur de l'Europe aient étudié à l'étranger. L'échéance est 2020, mais jusqu'à présent nous en sommes très loin.

Nous devons donc augmenter son accessibilité. Les procédures de demande doivent être simplifiées et plus conviviales. Les entraves administratives à l'entrée doivent être supprimées, surtout lorsqu'il est question de reconnaissance, pour s'assurer que les employeurs et les établissements d'enseignement à travers l'Europe reconnaissent la valeur du temps passé à étudier ou à travailler dans un autre pays.

De nombreux jeunes européens font également face à des obstacles d'ordre social les empêchant de participer. En dépit de l'existence de certaines aides financières limitées pour les familles moins favorisées, participer à un échange Erasmus représente encore un

engagement financier important pouvant exclure les étudiants de milieux plus modestes ainsi que ceux qui font face à des difficultés comme un handicap, le statut social, des problèmes liés à la santé ou l'éloignement géographique. Actuellement, seulement 1 étudiant Erasmus sur 10 provient d'un groupe défavorisé, malgré le fait que les participants de ces groupes ont encore davantage à gagner de cette expérience que ceux qui sont dans une situation privilégiée. Cela doit changer. Nous demandons un soutien financier plus ciblé pour qu'Erasmus soit vraiment accessible à tous.

#Erasmus « En ce moment, moins de 20 pour cent des étudiants Erasmus suivent une formation professionnelle ou se forment par l'apprentissage. Nous souhaitons augmenter très sensiblement ce nombre »
@SergeiStanishev
@PES_PSE



Nous souhaitons tout d'abord renforcer le volet enseignement secondaire : les élèves, tout comme les étudiants de l'université, peuvent bénéficier énormément des opportunités culturelles, pédagogiques et sociales que des études à l'étranger peuvent apporter. Deuxièmement, et tout aussi

important, nous souhaitons rompre avec la tradition de présenter Erasmus comme étant un programme uniquement pour ceux qui suivent les programmes universitaires conventionnels. En ce moment, moins de 20 pour cent des étudiants Erasmus suivent une formation professionnelle ou se forment par l'apprentissage. Nous souhaitons augmenter très sensiblement ce nombre.

Erasmus n'est pas seulement un moyen essentiel d'améliorer les vies et d'élargir les horizons des jeunes européens. C'est aussi un programme extrêmement réussi pour engendrer (oui, de plus d'une manière !) la prochaine génération de jeunes européens optimistes, tournés vers l'extérieur, et nous croyons que l'Europe en a à présent plus que jamais besoin.



> AUTEUR

Sergei Stanishev, ancien Premier ministre bulgare, est actuellement député européen et président du Parti des socialistes européens (PSE). En 2016, il a lancé le plan européen pour la jeunesse, qui réunit tous les partis membres du PSE autour d'un agenda paneuropéen unique pour améliorer les chances de la prochaine génération.



© Shutterstock.com

« Le jour marquant la fin des études devrait être une journée palpitante dans la vie des jeunes de la génération du millénaire. Après avoir étudié des années dans un cadre formel, ils peuvent à présent mettre leurs connaissances en pratique » a déclaré Massimiliano Mascherini

INTÉGRER LE MARCHÉ DU TRAVAIL : UN DÉFI POUR LA GÉNÉRATION DU MILLÉNAIRE

par Massimiliano Mascherini

Alors que les chiffres s'améliorent, la génération du millénaire éprouve toujours des difficultés à intégrer le marché du travail et l'augmentation du chômage à long terme des jeunes est l'un des effets les plus visibles de la crise. Renforcer l'autonomie des jeunes en créant pour eux des conditions favorables au développement de leurs talents et à leur participation active dans le marché du travail est essentiel pour la durabilité de nos sociétés. Dans ce contexte, cet article explore de manière concise l'intégration de la génération millénaire du marché du travail et discute du statut et des prochaines étapes de la mise en œuvre de la garantie pour la jeunesse.

En 2017, l'Europe a finalement repris le chemin de la reprise, comme le montre la croissance dans les économies

de tous les États membres de l'Union européenne. La participation des adultes au marché du travail a également recommencé à augmenter dans tous les États

membres, elle affiche un taux de 66 % et est, à présent, supérieure à la situation précédant la crise économique. En dépit de ce scénario plus favorable, intégrer

le marché du travail continue à représenter un défi pour de nombreux jeunes à travers l'Europe. Le processus pour trouver un premier emploi peut être long et il ne

répond souvent pas aux attentes de la génération du millénaire. En fait, le taux d'emploi chez les jeunes se situe encore à un niveau inférieur aux niveaux précédant la crise alors que les taux de chômage des jeunes restent supérieurs à ceux enregistrés en 2008.

Emploi/taux de chômage

De plus, alors que pour l'année 2016 le taux des 15 à 24 ans qui ne suivaient ni un enseignement classique, ni une formation ou qui n'avaient pas d'emploi (en anglais NEET pour Not in Education, Employment or Training) avait diminué pour atteindre 11,5 %, il restait encore supérieur à la valeur observée avant la crise. Environ la moitié des NEET sont des chômeurs de courte durée ou ne sont pas disponibles pour travailler en raison de responsabilités familiales alors que plus d'un tiers de la population NEET est constitué de chômeurs de longue durée ou de travailleurs découragés.

L'héritage de la crise est toujours lourd et visible dans la forte augmentation de ces deux dernières catégories dont la taille a pratiquement doublé en comparaison avec l'année 2008. Plus particulièrement, la part des NEET chômeurs à long terme a augmenté en passant de 1,5 % en 2008 à 2,9 % en 2016 alors que la part des travailleurs découragés a augmenté en passant de 0,5 % à 0,9 % au cours de la même période. C'est une source d'inquiétude particulière. En réalité, comme l'a identifié Eurofound en 2017, alors qu'il est normal que la transition entre l'enseignement et le premier emploi à l'issue de l'enseignement

puisse prendre du temps, le chômage à long terme peut avoir des effets négatifs dramatiques sur les perspectives d'emploi des jeunes et leur bien-être.

À cet égard, alors que le mot « youthquake » a été choisi comme mot de l'année par le dictionnaire Oxford dictionary et a été associé aux résultats des élections au Royaume-Uni (Oxford Dictionary, 2017), le statut de NEET, dans une période prolongée, pourraient avoir des conséquences en termes d'engagement démocratique et de participation citoyenne qu'il ne faudrait pas sous-estimer. Il existe en particulier un danger réel que la frustration et les ressentiments de la génération du millénaire puissent être récupérés par des partis politiques anti-système. Les exemples récents dans plusieurs États membres comme l'Italie, la France et la Pologne, de développement de mouvements populistes et d'extrême droite, sont un signal d'alarme.

Alors que la génération du millénaire est la première génération entièrement équipée pour tirer profit du marché unique européen et dispose de caractéristiques et de compétences uniques en comparaison avec les générations précédentes, les données révèlent que les sociétés européennes n'ont pas encore découvert le potentiel de travail de la génération du millénaire et leur valeur ajoutée pour faire face aux défis de l'économie numérique et de la mondialisation.

Garantie pour la jeunesse

Suite à la recommandation du Conseil européen, les États

#Erasmus « En 2016, environ 11,5 % des jeunes âgés de 15 à 24 ans en Europe ne suivaient PAS un enseignement ou une formation ou qui n'avaient pas d'emploi (NEET) » @MascheriniM



membres ont mis en œuvre la Garantie pour la jeunesse depuis 2014 : l'engagement d'offrir un enseignement, une formation ou un emploi à tous les jeunes dans les quatre mois suivant le début du chômage. Cette dite Garantie contribue à réduire la durée du chômage des jeunes ou leur inactivité en augmentant la capacité d'insertion professionnelle des jeunes par le biais d'une expérience sur le marché du travail ou par l'accumulation de capital humain.

En dépit d'un début plutôt lent, chaque État membre a adopté sa propre stratégie pour mettre en œuvre la garantie-jeunesse, devenue une politique bien établie et mise en œuvre, de manière plus ou moins solide, à travers l'Europe, avec des résultats concrets. D'après la Commission européenne, 16 millions de jeunes participent au programme de garantie pour la jeunesse, 10 millions ont reçu une offre et près des deux tiers des jeunes qui ont quitté le programme de garantie pour la jeunesse en 2015 ont accepté une offre d'emploi, de suivre un enseignement, une formation ou un apprentissage.

En dépit de ces résultats positifs, les statistiques relatives à l'emploi des jeunes suggèrent que des efforts supplémentaires sont

encore nécessaires pour permettre une intégration plus rapide et meilleure de la génération du millénaire dans le marché du travail européen. La Garantie pour la jeunesse, en tant que partie du Socle européen des droits sociaux, est sur la bonne voie pour devenir un élément intégral du modèle social européen du XXI^e siècle. Cependant, des efforts doivent être renouvelés pour atteindre plus efficacement ceux qui sont les plus difficiles à aider. Une intervention précoce et une coopération fructueuse parmi les acteurs concernés dans les secteurs public, privé et à but non lucratif ainsi que de solides capacités institutionnelles, notamment dans les services publics de l'emploi, doivent également être mis en place. Cependant, tous ces facteurs décisifs de succès se basent sur deux facteurs fondamentaux et essentiels : l'engagement politique et des ressources financières adéquates. Sans ces deux facteurs, la garantie pour la jeunesse, qui représente une révolution majeure dans les politiques pour la jeunesse dans plusieurs États membres, ne pourra pas être mise en application.



> AUTEUR

Massimiliano Mascherini est directeur du pôle Recherche de l'unité des politiques sociales d'Eurofound.



I Les Européens appellent à la justice fiscale et à la défense des lanceurs d'alerte lors d'une manifestation au Luxembourg

LANCEURS D'ALERTE: UNE QUESTION DE DÉMOCRATIE

par Anna Myers

La crédibilité de l'Union européenne dans la protection des lanceurs d'alerte repose sur des ambitions élevées et le renforcement de la responsabilité démocratique à travers les États membres. Cela ne deviendra concret qu'en comprenant qu'un lanceur d'alerte est fondamentalement lié à la liberté d'expression et le droit à l'information du public.

Lorsque le Conseil de l'Europe a examiné pour la première fois le cas des lanceurs d'alerte en 2009, il s'est heurté à des regards vides, de l'intérêt par politesse ou une hostilité manifeste. Les lanceurs d'alerte étaient principalement perçus comme des traîtres, des personnes qui rompent les rangs, qui sont déloyales envers leur organisation, leur communauté et leur pays. Le fait qu'ils se soient exprimés à leurs risques et périls a renforcé l'idée que les lanceurs d'alerte ont été naïfs, fous ou vindicatifs.

À présent, moins de dix ans plus tard, il y a des pressions importantes pour établir une directive européenne pour protéger les lanceurs d'alerte. L'idée qu'un lanceur d'alerte puisse être un bon citoyen agissant dans l'intérêt général n'est plus aussi étrange. Alors qu'est-ce qui a changé ? Est-ce que les lanceurs d'alerte sont maintenant les bienvenus en Europe ? Est-ce qu'une directive européenne va vraiment les protéger ?

Pendant de nombreuses années, seul un petit groupe d'acteurs de la société civile a mis l'accent sur la dénonciation comme étant d'intérêt général. Ils ont apporté des conseils gratuits aux lanceurs d'alerte et ont permis d'assurer que les informations soient communiquées au bon endroit, que ce soit à un employeur, à une agence appropriée ou à la police. Ils ont également divulgué ces informations au public quand cela s'était avéré nécessaire, ils ont réalisé un travail de sensibilisation et ont exercé des pressions pour réformer la législation. Leur expertise a été sollicitée par les décideurs politiques européens et ceux qui

sont impliqués dans le combat contre la corruption. Des dispositions fondamentales ont trouvé leur place dans des instruments juridiques jetant les bases d'une future réforme.

« la directive européenne pour protéger les lanceurs d'alerte représente une chance inestimable de renforcer la démocratie »

Anna Myers @whistleblowing



Cependant, le changement significatif dans l'opinion publique en Europe s'est produit avec les révélations d'Edward Snowden en 2013. Les divulgations ont révélé que la collecte massive illégale de communications personnelles numériques par les services de renseignement américains s'est étendue outre Atlantique. Les conséquences pour les droits de l'homme ont été très bien comprises par de nombreuses personnes en Europe qui ont connu des régimes totalitaires et l'indignation publique qui a suivi a miné les tentatives de diabolisation du lanceur d'alerte. Ensuite, en 2014, Antoine Deltour et deux autres personnes, y compris un journaliste, ont été poursuivis en justice. Antoine a risqué 5 années de prison et une amende de 1 250 000 d'euros pour avoir révélé à un journaliste des centaines de conventions fiscales négociées entre les autorités fiscales luxembourgeoises et son ancien employeur PwC

(PricewaterhouseCoopers). En faisant cela, il a mis en lumière la fraude fiscale à grande échelle de sociétés multinationales. La colère de l'opinion publique face à la fraude fiscale a été liée au traitement des lanceurs d'alerte du LuxLeaks et la protection des lanceurs d'alerte a soudainement eu un sens en tant que responsabilité collective dans l'intérêt général.

Il reste à voir si l'Union européenne peut élaborer une directive qui fera véritablement la différence et qui rétablira l'équilibre en faveur de l'intérêt général. Jusqu'à présent le lobby du milieu des affaires en Europe a en effet dominé le programme des réformes sur les « informations ». Un exemple alarmant est la directive européenne sur la protection des informations non divulguées relatives au savoir-faire et aux renseignements commerciaux. Préparée sans que la plupart des sociétés civiles dans le domaine s'en aperçoivent, elle a étendu la définition du « secret commercial » et a dissimulé de larges pans d'informations derrière un droit de propriété applicable juridiquement. Alors que l'opposition tardive a garanti des modifications importantes, il faut comprendre que la « protection » du lanceur d'alerte pour les personnes qui osent défier des règles d'aussi grande envergure n'est pas un commerce loyale pour limiter l'accès du public à l'information. Il ne l'est pas non plus pour effectuer une surveillance adéquate, que ce soit pour les intérêts économiques ou pour les intérêts de la sécurité nationale.

Il ne fait aucun doute que des protections renforcées sont nécessaires en Europe et elles ont

« Jusqu'à présent le lobby du milieu des affaires en Europe a dominé le programme des réformes sur les "informations" »

Anna Myers @whistleblowing



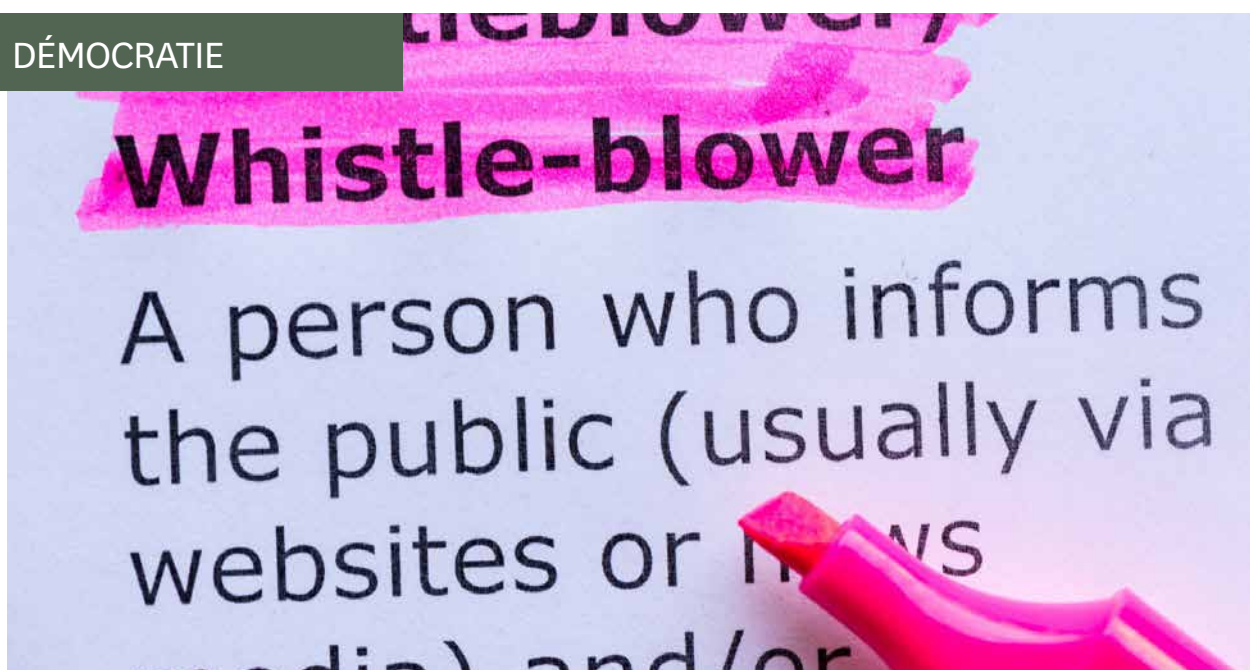
le soutien de nombreux parlementaires européens. Il est également clair que de telles protections doivent être développées dans le cadre des droits fondamentaux à la liberté d'expression et au droit

du public à l'information. Protéger efficacement les lanceurs d'alerte est une chance réelle pour renforcer la démocratie européenne. Si cela n'est pas fait correctement, l'Union européenne risque de causer plus de tort que de bien.



> AUTEUR

Anna Myers est directrice du réseau Whistleblowing International Network (WIN). Fondé par des organisations nationales de protection des lanceurs d'alerte, leaders dans le monde, le réseau WIN connecte et renforce les organisations de la société civile qui défendent et soutiennent les lanceurs d'alerte dans le monde entier.



QUE NOUS DISENT LES LANCEURS D'ALERTE SUR L'ÉTAT DE NOTRE DÉMOCRATIE ?

par Nicole-Marie Meyer

Après un combat de 20 ans des organisations de la société civile, une volonté politique s'affirme désormais au sein de l'Union Européenne - quoique variant selon les nations à l'instar des opinions publiques et des législations - en faveur d'une directive européenne pour la protection des lanceurs d'alerte. Nicole-Marie Meyer nous rappelle l'évolution du droit d'alerte des origines à aujourd'hui.

Selon l'historien grec Polybe, la liberté de dire la vérité (parrêsia) est un des piliers de la démocratie, avec l'égalité face à la loi (isonomia) et l'égalité d'accès à la parole publique (isêgoria) donc l'égalité des droits. Les législations de l'alerte éthique (ou whistleblowing), issues en esprit des humanités

(le principe d'intégrité) et en droit des Révolutions américaine et française (le principe de redevabilité), telles que rédigées depuis 50 ans dans le monde et en Europe, ont eu pour but de permettre l'exercice de cette liberté tout en développant une culture de la responsabilité dans les organisations comme dans la Cité.

Si le droit d'alerte voit son principe reconnu au XVIII^e siècle, il ne s'inscrit qu'au XX^e siècle en droit positif. Les premières lois modernes (Civil Service Reform Act, USA, 1978) fruit des travaux de Ralph Nader et de mensonges gouvernementaux (Papiers du Pentagone, Watergate), protègent l'agent public alertant sur des crimes ou délits ou des risques graves

pour la santé, la sécurité ou l'environnement ; la première convention internationale (ONU-OIT, 1982) interdit le licenciement d'un salarié ayant alerté sur des faits illégaux commis par son employeur. Depuis, plus de soixante pays dans le monde ont adopté une législation globale ou sectorielle en la matière, suite à des tragédies ayant coûté des

centaines de vies humaines, ruiné des pans de l'économie et sapé les fondements de la confiance, crises qui auraient pu être évitées si les salariés n'avaient craint de perdre leur emploi en brisant le silence, ou avaient été entendus lorsqu'ils en ont eu le courage.

Qu'il s'agisse aujourd'hui d'activité économique, sociale ou financière, de santé ou d'environnement publics, qu'il s'agisse de terrorisme, de crime organisé, de cybercriminalité, de fraude fiscale, de flux financiers illicites ou de pollution de l'air ou de l'eau, pas plus que le nuage de Tchernobyl, ils ne s'arrêtent aux frontières. Les lanceurs d'alerte, qui signalent ou révèlent des crimes ou des atteintes graves à l'intérêt général, au prix de leur carrière, sinon de leur vie et de celles de leurs familles, doivent donc bénéficier d'un cadre protecteur européen, sinon d'un cadre international. Transparency International, à l'occasion du récent arrêt de la Cour de Cassation du Luxembourg (Luxleaks), a rappelé l'impérieuse nécessité d'une directive européenne pour les protéger.

En l'absence d'une vision politique et pour des raisons culturelles, l'Europe a légiféré tardivement en la matière, tant au plan national qu'au plan communautaire (Conseil de l'Europe, 2010), mais a ainsi disposé d'une profondeur de champ de 50 ans d'expérimentation en la matière en termes de succès ou d'échecs des législations, comme de bonnes pratiques, qui ont nourri les

travaux pionniers du Conseil de l'Europe (Recommandation du Comité des ministres aux états membres, 2014 ; Résolution 2060, 2015) - soit le corpus théorique le plus avancé au monde. Le Parlement européen s'est à son tour saisi fin 2014 de la protection des lanceurs d'alerte par le biais de la lutte anticorruption et, notamment en réaction aux Swissleaks, Luxleaks ou Panama Leaks, a adopté en 2017 le remarquable rapport d'initiative de Virginie Rozière, sur la base des meilleurs standards internationaux, demandant à la Commission Européenne un projet de directive avant fin 2017. Enfin la Commission Européenne, qui sous la pression de la société civile et du Parlement

#Whistleblower : "En l'absence d'une vision politique et pour des raisons culturelles, l'Europe a légiféré tardivement en la matière."

Nicole-Marie Meyer @TI_EU



a travaillé à la faisabilité d'une directive à dater d'octobre 2016 (bases légales, subsidiarité), a suivi en 2017 sa feuille de route, publiant en octobre le rapport de la consultation publique des citoyens (5707 réponses, 99,4% de réponses positives) ou des études d'impact (rapport sur les bénéfices d'une protection des lanceurs d'alerte pour les marchés

publics). Enfin l'Europe dispose des quatre législations nationales les plus avancées au monde (RU, 1998 ; Irlande et Serbie, 2014 ; France, 2016) ou de la jurisprudence constante de la CEDH, qui a déterminé dès 2008 six critères de validation du lanceur d'alerte.

La Commission Européenne, dont plusieurs directions se sont activement impliquées, est donc en mesure de présenter son projet de directive, d'autant plus nécessaire en complément de la directive sur le secret des affaires et du RGDP (Règlement européen sur la protection des données) (2016). La volonté politique des institutions européennes est réelle, mais celle des nations varie, à l'instar de leurs opinions publiques ou de leurs législations. Les points d'achoppement politique seront la définition (le concept de « menace ou préjudice pour l'intérêt général »), la procédure de signalement (graduée ou libre), la bonne foi, les sanctions pénales contre les auteurs de représailles.

Enfin l'Europe a développé depuis vingt ans en la matière un modèle de protection, solidaire, basé sur la prévention en amont (le référé conservatoire d'emploi) et la réparation intégrale des dommages en aval, différent du modèle nord-américain, élitaire, basé sur la rémunération du lanceur d'alerte au pourcentage des fonds recouverts. Elle sera à nouveau confrontée, avec cette directive, à ce choix de société.



> AUTEUR

Nicole-Marie Meyer est experte auprès de Transparency International (Secrétariat International) depuis 2009. Elle a contribué aux principes directeurs pour une législation de l'alerte (TI, 2009). Elle est l'auteur du Rapport 2012 à Transparency International sur l'alerte éthique en France, co-auteur du rapport comparatif Whistleblowing in Europe (TI, 2013). Elle est consultée par le Médiateur Européen, le Conseil de l'Europe, le Parlement européen ou la Commission européenne (résolutions, rapports, projet de directive, dispositifs d'alerte).



l Luxembourg: Le comité de soutien d'Antoine Deltour se rassemble devant la Cour d'appel lors du procès LuxLeaks

« JE CONNAIS TRÈS PEU DE LANCEURS D'ALERTE QUI REGRETTENT LEURS ACTES ET C'EST MON CAS. »

Interview avec l'un des deux lanceurs d'alerte à l'origine du scandale "LuxLeaks", Antoine Deltour, dont la cour de cassation du Luxembourg a décidé, à la mi-janvier, d'annuler la condamnation, reconnaissant de fait, son statut de lanceur d'alerte. Il est également le gagnant du SilverRose Special Award 2018.

Une opportunité de discuter de ce statut qui n'existe toujours pas au niveau européen et qu'avancera prochainement son compatriote Raphaël Halet – dont le pourvoi en cassation a été curieusement rejeté –, auprès de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH). Propos recueillis par Alain Bloëdt, Rédacteur en Chef du Progressive Post.

Seriez-vous allé vous aussi devant la Cour européenne des droits de l'homme ?

Je me préparais mentalement à poursuivre ce combat judiciaire pendant des années avec la nécessité d'aller devant la CEDH pour obtenir gain de cause. Cette

cassation me fait gagner plusieurs années.

La reconnaissance du statut de lanceur d'alerte est la clef. Pensez-vous qu'il puisse se mettre en place prochainement ?

J'observe que le débat a beaucoup avancé. S'il est trop tôt pour se prononcer car certaines dispositions ne sont entrées en vigueur que le 1er janvier 2018. En France, par exemple, un statut de lanceur d'alerte prévoit une immunité pénale selon un certain nombre de critères, après avoir

suivi un parcours balisé.

Mais ce statut doit-il être européen ?

Le débat a beaucoup avancé et nos représentants, les députés européens, ont pris position et poussent en faveur d'une

protection des lanceurs d'alerte. La droite a encore certaines réticences mais le rapport de la commission des Affaires juridiques du Parlement européen a été adopté à une large majorité.

Est-ce que l'engagement de l'Union européenne pour protéger les lanceurs d'alerte est partagé par les autres institutions européennes ?

On attend une action concrète de la Commission européenne et une lutte contre l'inertie de certains Etats-membres. Il faut continuer à maintenir la pression citoyenne, à prolonger ce débat public pour obtenir enfin un statut au niveau de l'UE.

Quel serait l'impact d'une décision au niveau européen ?

Cette protection serait beaucoup plus directe. Autant éviter ce parcours long et coûteux avec une directive qui protégerait directement les lanceurs d'alerte.

Est-ce qu'il est si compliqué de créer un statut commun pour tous les lanceurs d'alerte ?

Je crois comprendre qu'une partie des parlementaires et des Etats-membres craignent une atteinte à la réputation de leurs entreprises. L'enjeu, en effet, est la défense d'intérêts économiques. Pour eux, si on donne trop la parole aux salariés ou aux citoyens, on risque de mettre en lumière sur des pratiques qu'on n'assume pas et qu'on souhaite garder dans l'ombre au nom du principe de la compétitivité ! Ce

#Whistleblower Les Lanceurs d'alerte: est ce le symptôme d'un système malade ou celui du renouvellement de la démocratie ?
Antoine Deltour



débat sur les lanceurs d'alerte rejoint celui précédemment sur le secret des affaires.

En meilleure connaissance des conséquences, auriez-vous renoncé ?

Je connais très peu de lanceurs d'alerte qui regrettent leurs actes et c'est mon cas. J'encourage donc les lanceurs d'alerte potentiels à passer à l'acte. Mais bien entendu il ne faut pas le faire de manière irresponsable et irréfléchie. Il faut prendre, en amont, des conseils d'avocats et d'ONG qui peuvent les accompagner.

Allez-vous continuer le combat ?

Depuis l'annonce des poursuites judiciaires, j'ai accepté divers engagements comme, par exemple, des débats publics pour continuer à développer la réflexion qui m'a animée en lançant l'alerte. Je n'ai pas de raison pour arrêter.

Est-ce que l'augmentation du nombre de lanceurs d'alerte est le symptôme d'un système malade ou celui du renouvellement de la démocratie ?

Les deux. Le lanceur d'alerte

est le dernier recours face à des institutions qui ont échouées. C'est le symptôme d'un dysfonctionnement. Mais l'existence de ces lanceurs d'alerte est aussi permis grâce à une participation plus directe des citoyens et à des moyens de communication plus modernes qui permettent d'avoir une remontée directe du terrain.

Quel est l'enjeu ?

Les institutions doivent accompagner cette remontée. Les entreprises y ont du reste intérêt. En organisant des circuits interne de l'alerte, cela permet de traiter en interne des problèmes avant que cela impacte la réputation.

#Whistleblower "Il y a une forme de détournement de l'attention avec ces procès intentés aux lanceurs d'alerte"
Antoine Deltour



Votre mot de la fin...

J'espère que le statut des lanceurs d'alerte sera reconnu pour qu'on arrête de focaliser l'attention sur eux mais plus sur le message qu'ils ont porté car il y a une forme de détournement de l'attention avec ces procès intentés aux lanceurs d'alerte. Au lieu de cela, on s'est privé d'un débat sur le fond : la concurrence fiscale dans l'UE qui conduit à une course vers le bas et à la disparition des impôts sur les sociétés.

Business EUROPE : une position qui surprend

Selon cette association patronale de défense des intérêts des employeurs d'entreprises privées auprès de l'Union européenne: "Il n'y a pas suffisamment de preuves que le manque d'harmonisation de ces systèmes a conduit à des obstacles substantiels à la conduite des affaires dans le marché intérieur."

Prudence ou aveuglement volontaire, cette association ne rejette pas la nécessité d'une protection des lanceurs d'alerte. Toutefois, elle juge que la plupart des états-membres ont déjà mis des cadres en place. Des cadres efficaces et qui garantissent l'équilibre nécessaire entre l'intérêt public et la protection des intérêts des entreprises.



> AUTEUR

Antoine Deltour est un lanceur d'alerte, connu comme la source des documents du scandale de Luxembourg Leaks. En 2008, il a été engagé par PricewaterhouseCoopers (PwC) au Luxembourg en tant que comptable. Il est également le gagnant de la SilverRose Special Award 2018.



| Jacques Delors a poussé la dimension sociale durant son mandat de président de la Commission européenne

DU PLAN DELORS À L'UNION SOCIALE

par Laszlo Andor

La divergence entre les pays de l'UE en termes de chômage et de pauvreté ainsi que les conditions de travail ont été identifiées comme des facteurs déstabilisateurs majeurs dans l'Union européenne. La déclaration de Göteborg des dirigeants européens, sur le Socle européen des droits sociaux, n'est qu'une première étape pour aborder ces questions.

L'agenda social de l'UE a considérablement évolué au cours des 30 dernières années. L'ancien président de la Commission européenne, Jacques Delors, savait que le marché unique ne gagnerait pas le soutien du public sans une dimension sociale. Il a donc rendu le travail acceptable aux travailleurs en lançant un cycle de législation en matière de politique sociale. Celle-ci a consacré une part importante du budget de l'UE à la politique de cohésion. Elle a établi un dialogue au niveau européen entre employeurs et syndicats (« dialogue social »). Ce Plan Delors a ensuite été complété par la stratégie de Lisbonne (2000) et sa « 2^{ème} édition », Europe 2020 (2010).

L'exercice récent d'élaboration d'un Socle européen des droits sociaux et la confirmation de l'importance du dialogue social par l'actuel président de la Commission, Jean-Claude Juncker, ravivent des éléments clés du « Plan Delors » original, même si un engagement renouvelé à une politique de cohésion solide est toujours en suspens. Cependant, tout développement significatif de l'agenda social aujourd'hui dépend de deux événements majeurs qui se sont déroulés depuis la présidence de Delors : l'élargissement à l'Est de l'UE et la crise de la zone euro.

#SocialPillar « La signification de l'agenda social dépend aujourd'hui de l'élargissement à l'Est et de la crise de la zone euro »
@LaszloAndorEU



Le déséquilibre Est-Ouest et la question sociale

L'élargissement de l'UE à l'Est a créé une fracture en Europe en termes de productivité et de niveaux de salaires. La bonne nouvelle est qu'il existe une convergence économique entre l'Est et l'Ouest. Cependant, l'UE doit faire des efforts pour s'assurer que la croissance économique s'accompagne d'une convergence en termes de politique sociale. À long terme, c'est la véritable solution au problème du dumping social, qui a été l'objet principal de l'activité législative au cours de la dernière décennie.

Le maintien du droit à la libre circulation et l'égalité de traitement pour les travailleurs mobiles restent une question centrale. Mais aujourd'hui, dans ce contexte, une question clé est de savoir comment les régions périphériques (principalement les régions orientales) peuvent reconstruire le capital humain, qui est perdu par une migration constante vers l'Ouest. En outre, l'UE doit rester active dans le traitement de la situation des Roms et promouvoir l'intégration, qui est sans doute le plus grand défi social de l'Europe aujourd'hui.

Contre la divergence sociale Nord-Sud

Ce qui a tué la convergence sociale au cours de la dernière décennie, conduisant à des disparités dramatiques entre le Nord et le Sud en termes de chômage et de pauvreté, a été la crise de la zone euro. Depuis le début de la reprise économique, beaucoup

(en particulier du centre-droit) estiment qu'aucune autre action n'est nécessaire pour améliorer le fonctionnement de l'Union économique et monétaire, et certains ne se soucient pas du tout de sa dimension sociale. Cependant, ceci n'est rien d'autre qu'une recette pour une répétition des désastres de 2011-13. Le

#SocialPillar « Le soutien populaire peut manquer aux Etats-Unis d'Europe mais, avec les bons arguments, il peut être construit en faveur d'une Union sociale »
@LaszloAndorEU



déséquilibre Nord-Sud nécessite encore un traitement adéquat et la déclaration des droits sociaux de Göteborg ne peut être considérée que comme un début. L'arrêt de la divergence le long de cet axe nécessite une capacité de stabilisation adéquate (par exemple l'assurance chômage), tandis que la restauration de la convergence nécessite une stratégie européenne pour développer et maintenir des modèles d'investissement social dans les régions périphériques.

Au-delà de Göteborg

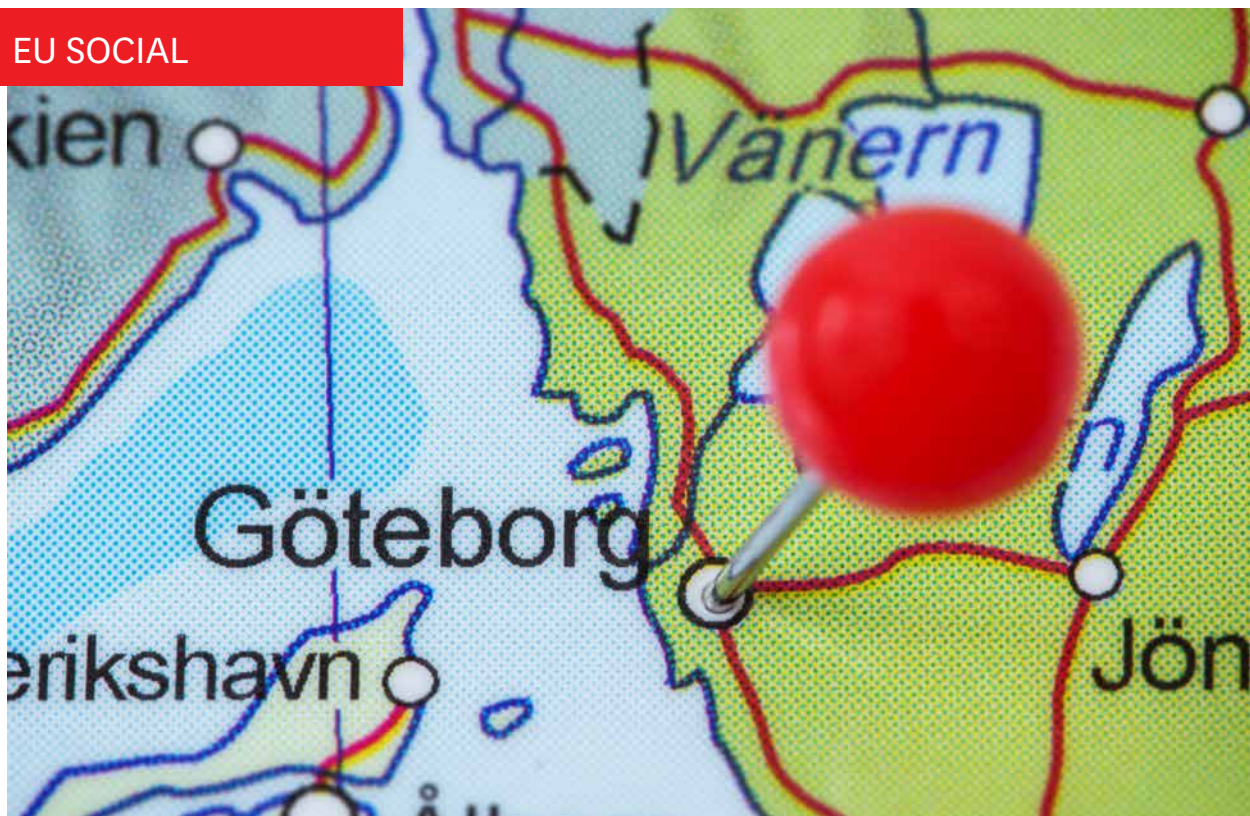
Un agenda social de l'UE du 21^{ème} siècle doit aborder de nouvelles questions telles que l'impact de la numérisation sur le travail. Il est également important de concilier

l'économie avec nos objectifs de politique sociale et de surveiller la dimension sociale de tous les domaines et outils politiques, du commerce à la concurrence. Cependant, la question cruciale aujourd'hui est de savoir si l'UE peut également apporter un soutien matériel à ses États membres et ses régions de façon systématique pour atteindre des normes sociales communes et atteindre des objectifs communs. Cela nous amène au concept d'une union sociale.

La gouvernance financière et économique a été approfondie ces dernières années, mais elle doit être suivie d'une gouvernance sociale plus robuste. Le soutien populaire peut manquer aux Etats-Unis d'Europe mais, avec les bons arguments, il peut être construit en faveur d'une Union sociale.



> AUTEUR
László Andor est Senior Fellow à FEPS. Auparavant, il était le commissaire à l'emploi, aux affaires sociales et à l'inclusion de l'UE.



| Le Socle européen des droits sociaux a été approuvé par tous les États membres de l'UE à Göteborg en 2017

IL EST TEMPS DE FAIRE DES DROITS SOCIAUX DE L'UE UNE RÉALITÉ

par Luca Visentini

Le Socle européen des droits sociaux a été approuvé par tous les États membres de l'UE à Göteborg en novembre dernier. Il replace la dimension sociale dans le débat européen et marque le début d'un processus qui doit améliorer la vie des gens. Le travail acharné commence maintenant et les résultats doivent être obtenus d'urgence.

Je vois deux raisons à cette urgence. Premièrement, il s'agit d'une occasion de démontrer aux citoyens européens que l'UE est sérieuse dans la poursuite du progrès social. Dans

le sillage de l'austérité, la désillusion publique a déjà contribué à la montée de l'extrémisme et de la xénophobie qui menacent la solidarité européenne.

Deuxièmement, la Commission

européenne et le Parlement européen approchent de la fin de leur mandat. Après les élections de 2019, l'UE aura de nouveaux dirigeants avec un nouveau programme. Les procédures de mise en œuvre du pilier social doivent

commencer immédiatement si elles doivent être achevées d'ici là.

Le discours néolibéral actuel a conduit à des niveaux inacceptables de chômage, de précarité, de pauvreté et

d'exclusion sociale. Il n'a pas sauvé efficacement nos économies et n'a pas restauré des budgets publics sains ni créé des emplois de meilleure qualité. D'où la nécessité d'une stratégie alternative pour une croissance durable et inclusive, donnant aux droits sociaux et aux droits des travailleurs le même niveau d'importance que les libertés économiques. Comme l'a dit le président Juncker, nous avons besoin d'une Europe qui protège, et nous avons besoin d'une économie qui serve les intérêts des gens et non les profits.

Conditions de travail transparentes et prévisibles

Il y a plusieurs mesures très importantes en jeu. À la fin de 2017, la Commission a publié ses propositions de loi sur les conditions de travail transparentes et prévisibles, en remplacement de la directive sur les déclarations écrites. Les méthodes de travail changent rapidement et je me réjouis des mesures visant à protéger un plus grand nombre de travailleurs et à mettre fin aux conditions d'emploi injustes, comme faire payer aux travailleurs leur propre formation professionnelle ou des contrats exclusifs, qui ne garantissent pas les heures de travail rémunérées. Tous les travailleurs, qu'il s'agisse de travailleurs saisonniers agricoles, domestiques ou intérimaires, employés via des plates-formes en ligne dans le cadre d'une économie de marché ou de contrats flexibles, doivent avoir droit à une déclaration écrite des conditions et de leurs droits dès le premier jour d'emploi.

Mais les propositions de la Commission ne parviennent pas à protéger les travailleurs les plus vulnérables sur les contrats précaires et zéro heure. Déclarer simplement qu'ils « pourront demander une forme de travail plus sûre et prévisible, là où ils sont disponibles » ne garantit guère la sécurité ou ne s'attaque pas aux pratiques abusives. En tant que syndicats, nous ferons tout notre possible pour convaincre le Parlement européen et les gouvernements de résoudre ces problèmes. Nous voulons également une plus grande protection pour les travailleurs indépendants et indépendants, ainsi qu'un droit à un salaire égal pour un travail égal.

Paquet Équité sociale

De tels principes doivent être à la base du « paquet d'équité sociale » que la Commission prévoit de lancer le 7 mars et qui est lié à la mise en œuvre du Socle social. L'égalité de traitement dans le contexte de la mobilité des travailleurs, ainsi que l'accès universel aux systèmes de protection sociale pour tous les travailleurs, quel que soit leur statut professionnel, doivent être inscrits dans la législation de l'UE.

Réformer les systèmes de protection sociale pour les rendre plus équitables et plus inclusifs est un aspect crucial du pilier social. Le droit à la protection sociale et à l'assistance à tous est un principe fondamental du modèle social européen. Le projet de la Commission de créer une Autorité européenne du travail est également le bienvenu. Correctement mis en œuvre, il pourrait

#SocialPillar « L'égalité de traitement dans le contexte de la mobilité des travailleurs, doit être inscrit dans la législation de l'UE. »
@visentiniluca



permettre aux employeurs de respecter les conventions collectives et de lutter contre le dumping salarial et social transfrontalier, notamment dans des secteurs tels que la construction ou les transports. Les syndicats pressent la Commission de mettre en place un organe fort, doté du pouvoir de faire respecter les droits des travailleurs et les normes du travail, d'appliquer des sanctions contre les entreprises de dumping et de renforcer le dialogue social.

Nous espérons qu'un accord ambitieux pourra être trouvé pour la révision de la directive sur le détachement des travailleurs, garantissant le plein traitement, une rémunération et des indemnités adéquates ainsi qu'une protection équitable à tous les travailleurs détachés en Europe. Nous demanderons à la Commission, au Parlement et en particulier aux États membres de veiller à ce qu'il puisse être livré avant le printemps.

Enfin, les mesures proposées pour faciliter l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée profiteront non seulement aux travailleurs et à leurs familles, mais elles contribueront également à créer une société plus durable et plus prospère. Le renforcement des congés des parents et des tuteurs, et la

flexibilité du travail contribueront à réduire la discrimination fondée sur le sexe et à faire en sorte que les femmes aient le même accès au travail et les mêmes droits que les hommes. J'invite tous les États Membres à accélérer leurs délibérations afin que ces dispositions puissent entrer en vigueur le plus rapidement possible.

2018 verra les syndicats exercer une pression forte, à la fois au niveau de l'UE et au niveau national, pour que ces changements soient livrés à temps. J'ai déjà fait pression sur plusieurs dirigeants de l'UE en personne et je continuerai à le faire. Nous luttons depuis des années pour une dimension sociale européenne plus forte, incarnée dans le Socle social et nous devons saisir cette opportunité pour transformer ses principes en réalité à travers des initiatives concrètes, montrant aux travailleurs qu'il est possible de construire une Europe sociale.



> AUTEUR

Luca Visentini est le Secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats (CES). Il est responsable de l'orientation et de la coordination de la politique de la CES.



| La carte européenne d'assurance maladie est l'une des nombreuses initiatives de politique sociale de l'UE

LE SOCLE SOCIAL DEVRAIT RELIER ET RENFORCER LES DROITS EXISTANTS

par Maurizio Ferrera & Francesco Corti

La valeur ajoutée du Socle européen des droits sociaux pourrait et devrait consister à servir de cadre général pour lier et renforcer les initiatives sociales existantes (par exemple, Erasmus, la carte européenne d'assurance maladie, le Fonds social européen) d'une manière systématique et les populariser dans un ensemble cohérent et reconnaissable. Maurizio Ferrera et Francesco Corti nous expliquent pourquoi une « carte sociale européenne » est une bonne idée.

Le terme clé qui sous-tend l'attrait symbolique du Socle européen des droits sociaux est précisément le terme « droits ». Cela relie le Socle au langage de la citoyenneté et des droits sociaux, qui est devenu si culturellement et institutionnellement ancré dans la tradition européenne.

Mais concrètement quels sont les droits ? Nous pouvons définir les droits comme sources de pouvoir. Il existe trois sources d'énergie distinctes qui soutiennent leur exercice. Premièrement, il y a des ressources normatives. Détenir un droit signifie avoir des raisons légitimes de prétendre au respect des autres. Deuxièmement, il existe des moyens d'exécution : si la conformité n'est pas obtenue, le détenteur du droit peut activer la coercition légale. Troisièmement, il existe des ressources instrumentales : la disponibilité de conditions pratiques pour un plein exercice des droits. Alors que le second type de ressources (application) est ce qui rend les droits (et, par extension, la citoyenneté) « durs », dans les sociétés libérales démocratiques contemporaines, nous ne devons pas sous-estimer l'importance des deux autres types : ressources normatives et instrumentales.

#SocialPillar
« L'EPSR devrait relier et améliorer les initiatives sociales existantes et les populariser dans un ensemble cohérent et reconnaissable »
@euvisions,
@f_corti1992



Appliquons cette division aux « droits » de l'UE. Même lorsqu'elle adopte des normes contraignantes qui ont une incidence indirecte sur la citoyenneté nationale, l'UE ne peut pas fournir des moyens de répressions directement aux citoyens. L'UE fournit cependant des ressources normatives (ne serait-ce que par le biais du droit souple) et la citoyenneté de l'UE donne directement aux citoyens des moyens instrumentaux. Nous suggérons que le premier impact tangible de l'EPSR en termes d'autonomisation des citoyens pourrait et devrait résulter, principalement, de ces types de ressources concrètes, à savoir les ressources financières, organisationnelles, d'infrastructure et de service. En effet, le Socle social consiste en des droits « souples » en tant

que ressources normatives (par exemple, droit à la protection contre la pauvreté). Peut-être qu'à l'avenir, une législation européenne « forte » découlera de ces droits. Cependant, à court terme, des instruments concrets, qui créent les conditions nécessaires à un plein exercice de ces droits (par exemple une garantie pour les enfants), sont ce à quoi nous pouvons nous attendre.

« Faciliter » les initiatives sociales

L'UE dispose déjà d'un large éventail d'initiatives sociales « facilitatrices ». Beaucoup d'entre elles EURES, ERASMUS et la carte européenne d'assurance maladie (CEAM) s'adressent aux citoyens mobiles de l'UE pour faciliter leur entrée dans l'espace de citoyenneté d'une autre communauté et jouir de ses droits. D'autres - par exemple, le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM), le Fonds social européen (FSE) et le Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD) visent à faciliter l'accès à la protection sociale et promouvoir l'inclusion dans les arènes nationales. Cependant, parmi les gens ordinaires, la connaissance de ces initiatives est limitée.

Pour cette raison, la valeur ajoutée de l'EPSR pourrait et devrait consister à servir de cadre général afin de relier et de renforcer ces initiatives de manière systématique, et de les populariser dans un ensemble cohérent et reconnaissable. Certains résultats de la capacité du Socle social à améliorer les ressources énergétiques sont déjà apparus dans les documents préliminaires de la Commission. Le renforcement de l'Initiative pour l'emploi des jeunes (IEJ), l'augmentation du volume du FSE, du FEM et du FEAD et la mise en œuvre de deux nouveaux instruments, la garantie des compétences et la garantie pour les enfants, comptent parmi celles qui pourraient renforcer la citoyenneté européenne des migrants. Il en va de même, en ce qui concerne les personnes ayant déménagé, des propositions telles que la Commission pour une Autorité européenne du travail, une carte européenne d'étudiant, un numéro européen de sécurité sociale et le projet en cours de la carte européenne des personnes handicapées.

Toutefois, afin de sensibiliser les citoyens de l'UE à cet ensemble de ressources instrumentales, une simple systématisation et une amélioration des initiatives sociales ne suffisent pas. Une étape supplémentaire est nécessaire. À cette fin, il serait judicieux de mettre en place un instrument pratique spécifique,

accessible à tous les citoyens européens, leur permettant de prendre conscience de leurs ressources énergétiques « instrumentales » basées dans l'UE et aussi en faciliter l'accès.

Une carte sociale européenne

Nous suggérons une « carte sociale de l'UE », un bien tangible, doté d'un fort potentiel symbolique, capable de favoriser les identités collectives, les sentiments de « solidarité » et les perceptions des membres. Cette proposition va au-delà du numéro européen de sécurité sociale mentionné ci-dessus, car il inclurait également les « chômeurs » et pas seulement les « déménageurs ». À cet égard, il est plus proche de l'idée d'une « carte de sécurité sociale de l'UE », lancée par le Parlement européen. Cependant, il est encore plus ambitieux que cette dernière position, car il sert explicitement non seulement à des fins administratives (à savoir informer les citoyens sur leurs droits) mais aussi à des objectifs politiques.

Appel pour des améliorations progressives

L'accent mis sur les ressources instrumentales qui facilitent l'exercice des droits sociaux peut sembler peu ambitieux et discret, mais elles ont

l'avantage d'être pratiques et peuvent devenir opérationnelles sans modifications du traité ou innovations législatives majeures. Les régimes nationaux de citoyenneté et de bien-être ne sont pas nés avec un Big Bang historique mais avec une séquence lente de réformes progressives. Compte tenu du lourd héritage de ces régimes, l'incrémentalisme est la stratégie politique la plus prometteuse pour l'UE aujourd'hui en termes de résultats à court et à moyen terme - et cela vaut aussi pour l'EPSR. Une telle stratégie ne doit pas perdre de vue les mesures législatives et n'exclut pas l'élaboration de grandes visions politiques. Bien au contraire, elle présuppose

#SocialPillar « Nous suggérons une « carte sociale européenne », qui a un fort potentiel symbolique, capable de susciter des sentiments de « solidarité »
@euvisions,
@f_corti1992



un « durcissement » progressif de la production des droits et, surtout, de la pensée visionnaire. Sinon les petites étapes deviennent une marche sans but et aléatoire qui risque très probablement d'aboutir à un échec politique.



> AUTEUR

Maurizio Ferrera est professeur de science politique à l'Université de Milan et chercheur principal du projet de recherche financé par le Conseil européen de la recherche (CER) intitulé "Réconcilier l'Europe économique et sociale (REScEU)".



> AUTEUR

Francesco Corti est candidat au doctorat à l'Université de Milan et membre du réseau académique FEPS Young Academic Network.



| Le Socle européen des droits sociaux vise à améliorer la protection sociale dans l'UE

RELANCER L'EUROPE SOCIALE ? LE PILIER DES DROITS SOCIAUX ET DE LA GOUVERNANCE DE L'UE



© Shutterstock.com

| "Le lancement du Socle sur les droits sociaux marque le retour de la dimension sociale au débat général de l'UE" explique Dimitris Tsarouhas

Le lancement du socle européen des droits sociaux a déclenché un débat fructueux, étroitement lié à l'avenir de l'intégration européenne. Dimitris Tsarouhas revient sur le lancement du Socle et évalue ce qui devrait être à présent fait pour réaliser son potentiel.

par Dimitris Tsarouhas

L'accent renouvelé sur la convergence socio-économique a mis en lumière le problème fondamental de la politique de la zone euro : un processus vertueux de

convergence socio-économique entre le noyau et la périphérie de la zone euro a cédé la place à des divergences rapides, alimentant les égoïsmes nationaux, stéréotypes et le quasi-éclatement de la monnaie unique.

En mars 2016, la Commission a publié son document d'orientation pour un Socle européen de droits sociaux à la suite des appels lancés par les cinq institutions de l'UE en faveur d'un « triple A social ». La Commission

a justifié le lancement du Socle sur la base des défis posés par la mondialisation et a souligné les défis auxquels sont confrontés les États-providence traditionnels. Une annexe au document d'orientation soulignait ses trois

« Le #SocialPillar est lié à l'avenir même de l'intégration européenne, étant donné que les divergences socio-économiques sapent la légitimité de l'UE du nord au sud. »
@dimitsar



principales rubriques : a) l'égalité des chances dans l'accès au marché du travail, b) des conditions de travail équitables et c) une protection sociale adéquate. En décembre 2016, un rapport de la commission de l'emploi et des affaires sociales du Parlement européen s'est félicité de l'initiative de la Commission et a demandé que des mesures concrètes soient prises à son encontre par le biais de droits exécutoires garantis par la loi. Le rapport contenait une foule de propositions concrètes, notamment la nécessité d'une nouvelle directive-cadre pour garantir des conditions de travail décentes, des dispositions adéquates en matière de revenu, une garantie pour enfants applicable dans tous les États membres et la transférabilité des droits sociaux au sein de l'UE. La Commission a présenté le pilier en avril 2017 en publiant une recommandation et une proclamation conjointe qui ont été approuvées à Göteborg

en décembre dernier. Selon le commissaire Thyssen, le Socle devrait faire partie du Semestre européen, tandis que le prochain cadre financier pluriannuel devrait permettre aux États membres de l'UE de disposer d'un financement facilement réformable conformément aux objectifs énoncés par le Socle.

L'annexe de la recommandation utilise un langage fondé sur les droits pour énoncer les 20 principes du Socle. La recommandation a été accompagnée d'un processus parallèle d'initiatives qui contiennent également un tableau de bord social. Il utilise 12 indicateurs pour mesurer l'accès au marché du travail, la pauvreté et l'exclusion sociale, l'inégalité (y compris la discrimination fondée sur le sexe), les conditions de vie, les soins aux enfants, les soins de santé et l'accès numérique.

Évaluer le Pilier

Le lancement du Socle sur les droits sociaux est potentiellement une étape importante dans l'intégration européenne. Il marque le retour de la dimension sociale au débat général de l'UE, mais les mesures prises à partir de maintenant seront essentielles à son succès.

Dès le début, la Commission a suggéré qu'il aiderait à consolider l'acquis social existant et à compléter la législation

existante. Pourtant, ce degré d'ambition est-il adéquat compte tenu de l'augmentation des inégalités entre et dans la plupart des États membres ? Le Parlement indique clairement que l'objectif devrait être une législation plus complète et plus efficace dans le domaine de la politique sociale, affirmant la nécessité de politiques contraignantes pour tous les pays participants. En outre, le tableau de bord social envisagé, qui doit être intégré dans le Semestre européen, ne parvient pas à réviser certaines des

tout autre ampleur que la fin des années 1990.

Le lancement du socle européen des droits sociaux a déclenché un débat fructueux sur la politique sociale et de l'emploi, qui va bien au-delà de ce domaine politique particulier. Il est lié à l'avenir même de l'intégration européenne, étant donné que les divergences socio-économiques sapent la légitimité de l'UE du Nord au Sud. Pour réaliser son potentiel, le Socle doit être mis en pratique au niveau européen et national, acquérir un mécanisme concret de mise en œuvre et être conçu de manière à renforcer les vertus des États-providence existants.

« Pour réaliser son potentiel, le #SocialPillar doit être mis en pratique au niveau européen et national, acquérir un mécanisme de mise en œuvre concret et être conçu de manière à renforcer les vertus des États-providence existants. »
@dimitsar



> AUTEUR

Dimitris Tsarouhas est professeur agrégé au Département des Relations internationales de l'université de Bilkent en Turquie et titulaire de la chaire Jean Monnet en politique européenne. Il est le co-éditeur (avec Owen Parker) de "Crise dans la périphérie de la zone euro : Les économies politiques de Grèce, d'Irlande, d'Espagne et du Portugal" (Londres : Palgrave 2018).

politiques qui ont contribué à la crise. La meilleure illustration en est les recommandations par pays, dont l'orientation de la réforme va à l'encontre des objectifs du Socle en matière de cohésion sociale et de protection des revenus. L'ampleur du défi qui a suivi la crise est d'une



© Shutterstock.com

« Dépenser seulement 3% de nos budgets de santé pour la prévention, contre 80% pour le traitement des maladies, n'est tout simplement pas suffisant. » a déclaré cet automne le Commissaire Vytenis Andriukaitis lors de la présentation des 28 Profils de Santé des Pays

DIAGNOSTIQUER L'ÉTAT DE LA SANTÉ DANS L'UE POUR LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS

par Vytenis Andriukaitis

L'Europe sociale est de retour. Nous avons le vent en poupe. Le signal est une fois encore venu de la proclamation conjointe par le Conseil, le Parlement et la Commission en novembre dernier du Socle européen des droits sociaux, lors du Sommet social européen de Göteborg. Les Progressistes européens peuvent être fiers de cet accomplissement, car il réaffirme l'engagement de l'Union européenne à poursuivre le développement du modèle social européen sur la base de 20 principes fondamentaux.

En ma qualité de Commissaire européen en charge de la santé, rien d'étonnant à ce que je sois particulièrement heureux de l'inclusion du principe numéro 16 : « Tout le monde a le droit d'avoir accès, en temps opportun, à des soins de santé abordables, préventifs et curatifs de bonne qualité. » Le Socle social reconnaît ainsi le rôle de l'accès universel à des soins de bonne qualité, à des prestations

de soins rentables, à la promotion de la santé et à la prévention des maladies : en d'autres termes, le besoin d'investir dans la santé.

Principales questions

Comment pouvons-nous rendre les principes du socle tangibles pour nos citoyens ? Comment pouvons-nous assurer que les gens restent en aussi bonne santé que possible pendant

aussi longtemps que possible ? Comment pouvons-nous réduire les inégalités en matière de santé ? Comment pouvons-nous maintenir des soins de santé abordables, accessibles en temps opportun et capables d'apporter les meilleurs résultats pour tous les patients ? Comment devons-nous organiser et financer nos modèles de soins de santé afin d'assurer qu'ils soient aptes à répondre aux besoins de demain ? Il s'agit là de quelques unes des

nombreuses questions dont nous sommes collectivement responsables et qu'il nous faudra traiter.

La pression sur les systèmes de l'UE ne va pas diminuer dans les années à venir. Nos populations sont vieillissantes, la « multimorbidité » est en augmentation, se traduisant par une demande croissante pour des technologies innovantes et souvent onéreuses. Nous devons faire plus avec moins et pendant plus longtemps.

L'initiative sur l'État de la santé dans l'UE

Fort de ce constat, nous avons fait du développement des connaissances spécifiques aux pays et transnationales sur les systèmes de santé une priorité clé. La récente initiative de notre Commission sur l'État de la santé dans l'UE renforce les connaissances spécifiques aux pays et à l'échelle de l'UE dans le domaine de la santé - y compris à travers les Profils de santé par pays de l'UE, que j'ai lancés en novembre dernier. L'initiative sur l'État de santé donne un large aperçu horizontal du statut de la santé des citoyens de l'UE et de la performance de nos systèmes de santé. Elle contient une foule de connaissances, notamment sur la promotion d'une bonne santé et sur l'accès aux soins de santé, et elle permet d'identifier des zones qui doivent être prioritaires pour lutter contre les inégalités en matière de santé.

Inégalités en matière de santé

Elles persistent sur l'ensemble et au sein des pays de l'UE. Comme avec le Tableau de bord social du Socle, l'initiative sur l'État de la santé présente notamment le même indicateur principal concernant l'accessibilité : besoin non satisfait d'examen médicaux - et elle montre que dans les quatre États membres avec les meilleures performances, seulement 0,5 % de la population ou moins signale avoir des besoins non satisfaits, tandis que les quatre pays de l'UE qui se situent en dernier rapportent des chiffres d'au moins 8 %.

Par ailleurs, les taux de mortalité prématurée provenant des maladies chroniques sont au moins deux fois aussi élevés que la moyenne de l'UE en Bulgarie, Hongrie et Lettonie. Un homme de 65 ans en Bulgarie a une espérance de vie de 10 ans inférieure à celle d'une femme de 65 ans en France, qui peut espérer vivre pendant encore 24 ans. Les pays à faibles dépenses ont des taux de mortalité évitable beaucoup plus élevés (en Lituanie, Lettonie et Roumanie, ces taux de mortalité évitable sont supérieurs à 300 pour 100 000 habitants). Les pénuries de main-d'œuvre représentent aussi un défi dans de nombreux pays, et il y a des problèmes persistants/grandissants concernant la répartition géographique inégale des médecins, les personnes vivant dans les régions rurales ou éloignées étant souvent mal desservies.

Besoins non satisfaits : l'accessibilité

Ce genre d'inégalités est partiellement dû à des disparités au sein des pays en ce qui concerne l'accès à des soins de santé abordables et en temps opportun : plus de 10 % des personnes à faibles revenus dans plusieurs pays de l'UE rapportent des besoins en soins de santé non satisfaits. l'accès à l'éducation est un problème majeur. En 2014, les pauvres étaient en moyenne dix fois plus susceptibles de faire part de besoins médicaux non satisfaits pour des raisons financières que les personnes plus aisées.

Pour ce qui est de la prévention et du diagnostic précoce, les dépistages du cancer du sein,

par exemple, vont de 66 % pour la partie de la population la moins éduquée, à 75,5 % pour la partie la plus éduquée. La principale cause de ces inégalités repose sur les disparités dans l'exposition aux risques de santé, avec un comportement nuisible à la santé étant disproportionnellement répandu parmi les moins payés et les moins instruits. Prenez l'activité physique régulière : elle va de 26 % dans le groupe aux revenus les plus faibles à 39 % dans le groupe aux revenus les plus élevés.

Accès universel aux soins de santé

Ces chiffres illustrent les raisons pour lesquelles l'accès universel (pas seulement aux traitements médicaux, mais aussi aux soins préventifs) est aussi important. En tant que Commissaire européen à la santé, assurer que tous les citoyens aient la possibilité d'atteindre le même niveau de santé et de bien-être est l'une de mes principales priorités.

Dans l'Union européenne, personne ne doit être laissée sur le bord du chemin, et la réduction des inégalités en matière de santé occupe une dimension centrale de cette Europe sociale. L'accès aux soins de santé ne doit pas être défini en fonction du revenu : les personnes aux revenus plus faibles ne doivent pas se voir empêcher d'avoir accès aux soins dont elles ont besoin parce qu'elles ne peuvent pas se les payer - et il n'est pas non plus acceptable de payer pour contourner les listes d'attente. Nous devons tous avoir accès aux soins de santé lorsque nous en avons besoin, quel que soit l'endroit où nous vivons. Il s'agit là de nos valeurs communes en Europe.

La préservation de notre modèle social et de notre cohésion sociale européens pour les générations futures est un combat de tous les instants. L'initiative sur l'État de la santé peut nous aider à cet égard, car nous disposons maintenant de très utiles connaissances spécifiques aux pays et transnationales sur les systèmes de santé. Je compte sur les autorités nationales pour continuer la discussion sur ces rapports avec les experts de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) et de l'Observatoire européen des systèmes et des politiques de santé en début d'année, afin qu'ils puissent aider les ministères à mieux comprendre les principaux défis et mettre en place les réponses politiques appropriées. Avec le soutien de la Commission apporté aux autorités de santé nationales et régionales, comme les conseils pour le développement de systèmes de santé accessibles, j'espère que tous les pays de l'UE s'engageront dans la lutte contre les inégalités en matière de santé.



> AUTEUR

Vytenis Andriukaitis est le Commissaire européen à la santé et à la sécurité alimentaire. Chirurgien de formation, il a été membre du Parlement lituanien durant six mandats et Ministre de la santé de la République de Lituanie avant d'être nommé commissaire en 2014.

BACKGROUND

RÉFORME DE L'UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE EUROPÉENNE (UEM) : LES QUATRE INITIATIVES DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

« *La monnaie unique offre de la protection et des opportunités aux Européens. Une zone euro forte et stable est essentielle pour ses membres ainsi que pour l'UE dans son ensemble ... La crise économique et financière qui a frappé l'Europe n'a pas commencé dans la zone euro mais mis à nu certaines de ses faiblesses institutionnelles* » sont des déclarations clés que la Commission européenne a faites en exposant sa feuille de route des différentes actions visant à approfondir l'Union économique et monétaire européenne, en décembre 2017. La Commission décrit ce processus d'approfondissement comme « *un moyen de parvenir à un but : plus d'emplois, de croissance, d'investissement, d'équité sociale et de stabilité macroéconomique* », en décembre 2017.

« *Après des années de crises, il est temps de prendre en main l'avenir de l'Europe. La forte croissance économique d'aujourd'hui nous encourage à aller de l'avant pour faire en sorte que notre Union économique et monétaire soit plus unie, efficace et démocratique, et qu'elle fonctionne pour tous nos citoyens. Il n'y a pas de meilleur moment pour réparer le toit que lorsque le soleil brille* », a déclaré le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker.



Créer un Fonds monétaire européen

La proposition de la Commission est de transformer le mécanisme européen de stabilité (MES), qui repose sur un accord entre les gouvernements, en une institution européenne à part entière appelée le Fonds monétaire européen. Depuis 2012, le MES a joué un rôle décisif en aidant les États membres à recouvrer ou à maintenir l'accès aux marchés des obligations souveraines. Cela a contribué à préserver la stabilité de la zone euro dans son ensemble. La Commission entend s'appuyer sur la structure bien établie du MES et mettre en place un nouveau Fonds monétaire européen (FME) en tant qu'organe de gestion de crise solide, ancré fermement dans le cadre juridique de l'UE.

Selon la proposition de la Commission, la FEM s'appuiera sur les structures financières et institutionnelles actuelles du MES en l'état actuel. Cela signifie que la puissance de feu financière dont disposerait le FEM pour réagir aux crises, serait la même que celle dont dispose le mécanisme européen de stabilité, avec une capacité globale de prêt de 500 milliards d'euros. Comme c'est le cas avec le MES, le Conseil des gouverneurs de la FEM devrait être en mesure

d'augmenter cette capacité de prêt, s'il estime qu'une telle augmentation est appropriée pour atteindre ses objectifs.

À l'instar du MES, la FEM continuerait d'aider les États membres de la zone euro en difficulté financière. En outre, la FEM fournirait le filet de sécurité commun au Fonds de résolution unique et agirait en tant que prêteur de dernier recours afin de faciliter le règlement ordonné des banques en difficulté. Le Fonds de résolution unique est financé par des contributions du secteur bancaire. Son but est d'assurer une résolution ordonnée des banques défaillantes avec des coûts minimes pour les contribuables et pour l'économie réelle. Il fait partie du mécanisme de résolution unique dont les règles s'appliquent aux banques des pays de la zone euro et des pays de l'UE qui choisissent d'adhérer à l'union bancaire.



Nommer un ministre européen de l'économie et des finances

Ce serait un nouveau poste, fusionnant deux postes dans une nouvelle institution. Un ministre européen de l'économie et des finances pourrait servir de vice-président de la Commission et présider l'Eurogroupe, l'organe

qui réunit les représentants des pays de l'UE qui utilisent l'euro comme monnaie. En réunissant les responsabilités existantes et l'expertise disponible, l'idée est que cette nouvelle position renforcerait la cohérence, l'efficacité, la transparence et la responsabilité démocratique de l'élaboration des politiques économiques pour l'UE et la zone euro, dans le plein respect des compétences nationales.

Le ministre pourrait agir pour promouvoir l'intérêt général de l'Union et des économies de la zone euro, tant au niveau interne qu'au niveau mondial, et faciliter la coordination et la mise en œuvre des politiques économiques. Le ministre serait responsable devant le Parlement européen et mènerait également des dialogues réguliers avec les parlements nationaux des États membres de l'UE.



Intégrer le « pacte budgétaire » dans le droit de l'UE

Une proposition très technique visant à incorporer la substance du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans le cadre juridique de l'UE. L'idée ici est de mettre le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (également connu sous le nom de « pacte budgétaire »), qui est un accord entre

les différents pays de l'UE dans le cadre juridique de l'UE. Le Traité comprend des règles visant à garantir que les pays de l'UE ne se retrouvent pas avec des niveaux d'endettement excessivement élevés. L'un des objectifs clés consiste à assurer un suivi continu et amélioré dans le cadre de la gouvernance économique globale de l'UE.



Introduire de nouveaux instruments budgétaires pour stabiliser la zone euro

La communication aborde les finances publiques européennes d'aujourd'hui et de demain de quatre fonctions spécifiques : a) soutien aux États membres pour des réformes structurelles grâce à un outil de mise en œuvre de la réforme et à un soutien technique à la demande des États membres ; b) une facilité de convergence pour les États membres sur la voie de l'adhésion à l'euro ; c) un filet de sécurité pour l'Union bancaire, par l'intermédiaire de la FEM / MES, à convenir d'ici à la mi-2018 et à rendre opérationnel d'ici à 2019 ; et d) une fonction de stabilisation afin de protéger les investissements en cas de chocs asymétriques importants.

UNE PREMIÈRE RÉACTION AUX PROPOSITIONS DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

Par Laszlo Andor & David Rinaldi

Au cours des derniers mois, il y a eu un manque de discussion sur les objectifs à long terme de l'Union monétaire européenne dans le débat actuel. Ces objectifs doivent être convenus en premier. Il est essentiel de comprendre que l'UEM ne peut viser strictement la stabilité macroéconomique. Élargir la notion de stabilité pour tenir compte du rôle de la stabilité socio-économique et politique serait un premier pas. La stabilité sociale et politique est un élément clé de la stabilité macroéconomique et financière.

Conformément à la logique du pacte de stabilité et de croissance de l'UE, la convergence devrait rester un objectif intrinsèque de la gouvernance de l'UEM. La convergence est également un moyen de stabilité. En effet le soutien financier à la stabilisation, à l'investissement et à la réforme dans les États membres réduit considérablement la probabilité d'apparition d'instabilités et de défaillances.

La convergence économique et sociale ascendante (c'est-à-dire d'assurer que les personnes les plus pauvres des pays de l'UE améliorent leur bien-être) est un objectif clé pour la famille politique progressiste. En fin de compte, le succès du projet UEM sera mesuré par la convergence et le bien-être qu'il offre. La convergence ne consiste pas à contraindre le secteur public, mais plutôt à le mettre en place, avec des outils d'investissement et une capacité fiscale, afin que les citoyens puissent être soutenus dans les transitions et les changements auxquels ils seront confrontés.

Pour compléter l'UEM, une première étape nécessaire consiste à remplir l'accord de 2013 sur l'union bancaire en introduisant des mécanismes de partage des risques qui rompent le lien entre la banque souveraine et la protection des petits comptes bancaires. Deuxièmement, pour rééquilibrer l'UEM, une priorité majeure est liée à l'instauration d'une dimension sociale plus saine. Les objectifs sociaux et du marché du travail devraient être traités sur un pied d'égalité avec les objectifs macroéconomiques, car ils déterminent également les déséquilibres susceptibles de compromettre la stabilité et l'unité de la zone euro. Le tableau de bord social, qui fournit des statistiques sur l'éducation et l'emploi pour alimenter le processus du Semestre européen et l'ensemble du pilier européen des droits sociaux, est un pas dans la bonne direction, mais il faudrait faire plus pour concilier objectifs macroéconomiques et sociaux.

Créer un Fonds monétaire européen

L'achèvement du deuxième pilier de l'Union bancaire avec un soutien au Fonds européen de résolution constituerait une avancée positive. Ce serait le premier élément de partage des risques à être introduit dans le paquet convenu en 2013. Néanmoins, le troisième pilier de l'Union bancaire, à savoir la protection européenne pour les petits comptes bancaires, n'est pas abordé et la proposition actuelle est moins ambitieuse que le plan initial. Transformer le MES en un FEM et le faire passer d'un accord entre les gouvernements à la législation de l'UE conduirait à plus de transparence et de responsabilité. Il est en effet positif de passer d'un cadre intergouvernemental sans freins à un cadre communautaire, où la légitimité démocratique et le contrôle sont assurés. Nous considérons qu'il est positif que la surveillance et le contrôle restent entre les mains d'un organe politique, à savoir la Commission.

Nommer un ministre européen de l'économie et des finances

Il est généralement reconnu que la coordination devrait aller au-delà des finances publiques et assurer la coordination des

politiques économiques de manière intégrée; la tâche confiée au ministre européen de l'économie et des finances devrait respecter cette préoccupation. Cette proposition pourrait apporter une plus grande légitimité démocratique, grâce aux contrôles et à l'équilibre du droit de l'UE, à la responsabilité directe et engagée du Parlement européen; et une coordination renforcée grâce à une meilleure coordination entre les politiques économiques nationales et européennes. Alors qu'il semble raisonnable d'avoir un double chapeau, en tant que commissaire et président de l'Eurogroupe, il n'est pas clair si l'ajout d'un troisième chapeau, à la tête du Fonds monétaire européen, représenterait un bon modèle de gouvernance.

Intégrer le « pacte budgétaire » dans le droit de l'UE

L'impact excessif actuel de ses règles budgétaires sur la demande globale n'est pas prise en compte. C'est une occasion manquée de rééquilibrer les inquiétudes légitimes concernant la consolidation fiscale avec les investissements nécessaires à long terme en faveur de la croissance et de la convergence. Il donne application aux engagements pris en 2012 et aux demandes du Parlement européen et prend en compte les instruments de flexibilité

convenus début 2015, mais il ne saisit pas l'opportunité d'introduire des réformes techniques concernant : la dimension pluriannuelle de la politique publique et l'investissement, les objectifs dépassés (60 % de la dette par rapport au PIB), et les défauts méthodologiques pour calculer le PIB potentiel.

Introduire de nouveaux instruments budgétaires pour stabiliser la zone euro

Il n'y a aucune volonté de trouver de nouveaux financements à l'appui de réformes très demandées et d'instruments garantissant une bonne stabilisation en cas de chocs. L'accent mis sur l'assistance technique doit être salué bien

qu'il n'y ait pas encore beaucoup de preuves que le Service d'appui à la réforme structurelle (SRSS) ait été en mesure d'améliorer efficacement l'administration publique et les réformes efficaces. Il restera un service sur demande, garantissant ainsi l'appropriation par les pays, mais il ne permettra probablement pas de répondre aux besoins les plus pressants. La proposition relative à l'utilisation de la réserve de performance et à la mise en place d'un instrument de pré-adhésion pourrait avoir un impact sur la politique de cohésion qui, bien que réformée, ne devrait pas être affaiblie.



> AUTEUR

David Rinaldi est conseiller principal en politique économique de la FEPS et maître de conférences, ULB - Institut d'études européennes.



> AUTEUR

László Andor est Senior Fellow à la FEPS. Auparavant, il a été commissaire européen à l'emploi, aux affaires sociales et à l'inclusion.

RENFORCER LES DROITS SOCIAUX DES CITOYENS EUROPÉENS

Le Traité de Rome (1957) contient peu d'articles sur la politique sociale européenne. Néanmoins, il y a eu, au fil du temps, des progrès en termes de politique sociale. La proclamation d'un noyau de droits sociaux européens, au sommet de Göteborg, des dirigeants de l'UE en 2017, 60 ans plus tard, est une étape importante de la politique sociale de l'Union. Au-delà de la proclamation elle-même, ce processus politique est particulièrement important pour les initiatives qui doivent encore se concrétiser en 2018 mais qui sont dans le pipeline de la politique.

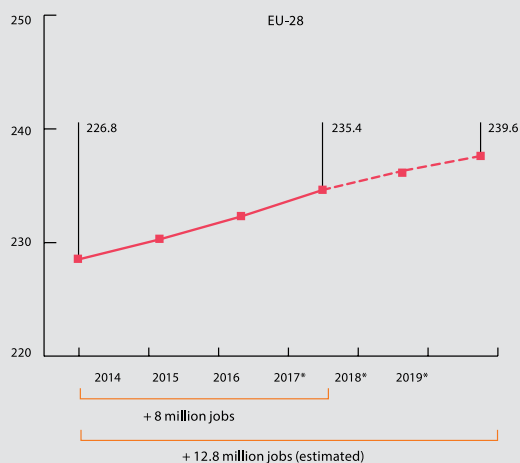
« C'est un moment historique pour l'Europe. Notre Union a toujours été un projet social dans l'âme. C'est plus qu'un simple marché, plus que de l'argent, plus que l'euro. Il s'agit de nos valeurs et de la manière dont nous voulons vivre », a déclaré le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, lors du sommet de Göteborg.

Le Parlement européen « souligne que le Pilier

européen des droits sociaux (l'EDPR) devrait doter les personnes vivant dans l'UE de moyens plus solides pour contrôler leur vie, leur permettre de mener une vie digne et de réaliser leurs aspirations - en atténuant les divers risques sociaux qui se posent tout au long de leur vie - et habiliter les gens à participer pleinement à la société et à s'adapter aux changements technologiques et économiques fréquents ».

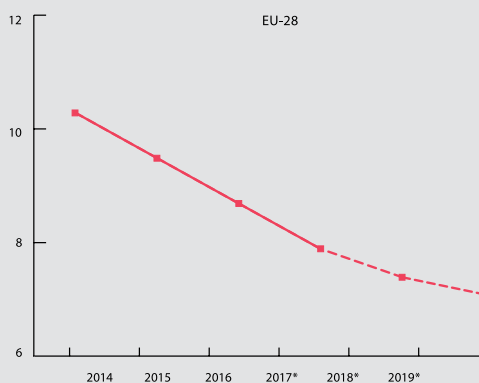
NIVEAU DE L'EMPLOI DANS L'UE 2017-2019* (MILLIONS DE PERSONNES)

* Forecast
Data source: Eurostat, national accounts



TAUX DE CHÔMAGE DANS L'UE 2014-2019* (%)

* Forecast
Data source: ECFIN, AMECO database



Lors du sommet de Göteborg, les dirigeants de l'Union européenne se sont mis d'accord sur un socle européen de droits sociaux.

Dans la déclaration officielle, les dirigeants de l'UE se sont engagés à respecter un ensemble de 20 principes et droits visant à renforcer les droits sociaux dans l'UE, en particulier dans les pays où les normes de politique sociale sont moins strictes. Parmi les droits protégés : le droit à des salaires équitables et à des soins de santé ; à l'apprentissage tout au long de la vie et au revenu minimum ; un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée et égalité des sexes.

Le pilier européen des droits sociaux vise à offrir de nouveaux droits plus efficaces aux citoyens. Ses trois catégories principales sont : Égalité des chances et accès au marché du travail, Conditions de travail équitables et Protection sociale & inclusion. À la suite du sommet de Göteborg, la principale question qui se pose est de savoir comment ces principes seront traduits dans une législation spécifique ou d'autres initiatives qui aideront les citoyens de l'UE à

exercer concrètement leurs droits dans ce domaine. En prévision des élections du Parlement européen de 2019, la famille progressiste élaborera un plan d'action sociale pour s'assurer que le pilier social soit bien ancré.

Voici un aperçu détaillé de cinq initiatives de politique sociale actuellement en cours.



1. L'initiative « Nouveau départ » : équilibre travail / vie privée pour les parents

Contexte: En 2015, le taux d'emploi des femmes (âgées de 20 à 64 ans) s'élevait à 64,3 %, tandis que celui des hommes atteignait 75,9 %. Le taux d'emploi moyen des femmes ayant un enfant de moins de 6 ans en 2015 était inférieur de près de 9 % à celui des femmes sans enfant et,

dans plusieurs pays, cet écart était supérieur à 30 %.

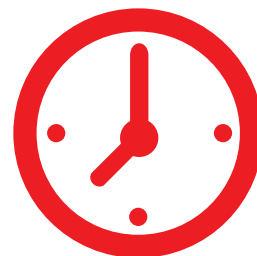
Propositions concrètes:

- L'introduction du congé de paternité
- L'introduction du congé de soignant pour les travailleurs s'occupant de parents gravement malades ou dépendants
- L'extension du droit de demander un travail flexible pour tous les parents ayant des enfants de moins de 13 ans et les soignants qui s'occupent des parents à charge

Avantages : les parents et les soignants bénéficient d'un équilibre travail-famille mieux adapté aux besoins des familles d'aujourd'hui, d'une augmentation de l'emploi des femmes, de revenus plus élevés et d'une progression de carrière. Cela aurait un impact positif sur leur prospérité économique, leur inclusion sociale et leur santé.

Il reste à voir si cette nouvelle directive sera considérablement plus ambitieuse que la précédente

(directive 92/85/CEE) ou si de véritables mesures seront prises pour améliorer la sécurité et la santé des travailleurs en congé de maternité. Par exemple, il n'existe actuellement aucune législation européenne prévoyant un congé de paternité ou un congé pour prendre soin d'un parent malade ou dépendant dans des circonstances où il n'y a pas de cas de force majeure.



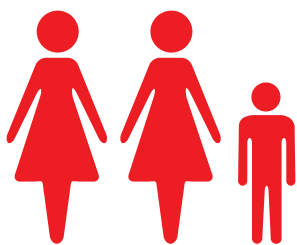
2. Clarification de la directive sur le temps de travail

Contexte: La numérisation a conduit à une fragmentation croissante du travail, à la fois en termes de lieu et de temps. Environ 30 % des personnes occupant un emploi travaillent dans plusieurs endroits différents, mais seulement 3 % des personnes



travaillent à distance depuis leur domicile. En même temps, la technologie numérique ouvre la voie à de nouvelles opportunités pour surveiller les heures de travail et les entreprises utilisant de nouvelles dispositions pour répondre à leurs besoins spécifiques.

Proposition: L'une des propositions concrètes est que la semaine de travail soit plafonnée à 48 heures. L'objectif est de protéger la santé et la sécurité des travailleurs en établissant des exigences pour que le temps de travail soit structuré de manière à respecter l'équilibre entre le travail et la vie familiale. Il est important de noter que la directive sur le temps de travail, comme toutes les directives de l'UE, est contraignante pour tous les États membres, mais que les dispositions actuelles doivent être transposées en droit national.



3. La directive relative à la déclaration écrite : conditions de travail transparentes et prévisibles

Contexte: Le noyau fondamental des droits sociaux européens a été affirmé pour garantir que la législation du travail conserve sa

pertinence et continue d'avoir une incidence positive sur les marchés du travail du XXI^e siècle. L'objectif est d'introduire de nouveaux droits pour les travailleurs.

Proposition:

- Les travailleurs doivent recevoir des informations détaillées concernant leur travail au plus tard le premier jour de travail (et en tout cas au plus tard deux mois après le début du travail en question)
- Périodes d'essai limitées à effectuer au début du travail
- Emploi supplémentaire à autoriser en interdisant les clauses d'exclusivité et en limitant les clauses contradictoires
- Les travailleurs doivent être informés dans un délai raisonnable lorsque le travail aura lieu dans les cas où l'horaire de travail est varié et déterminé par l'employeur, comme c'est le cas pour le travail à la demande (sur demande)
- Les travailleurs doivent recevoir une réponse écrite à une demande de transfert lorsqu'une demande de transfert vers un poste plus sûr a été faite
- Les travailleurs doivent recevoir gratuitement toute la formation requise de l'employeur

La directive a deux objectifs principaux : accroître la protection des employés contre d'éventuelles violations de leurs droits et une plus grande transparence sur le

marché du travail en garantissant que les conditions de travail applicables à une catégorie spécifique de salariés peuvent être facilement identifiées.

L'augmentation de la transparence proposée est utile non seulement aux employés mais aussi aux autorités publiques (dans leurs efforts pour réduire le travail non déclaré), ainsi qu'aux autres employeurs et investisseurs potentiels qui peuvent avoir besoin de sécurité juridique concernant les conditions de travail actuelles.

4. Proposition législative : Une autorité européenne du travail

Contexte: Aujourd'hui, 16 millions d'Européens travaillent dans un autre État membre de l'UE, soit deux fois plus qu'il y a dix ans. En outre, selon les chiffres produits par la Commission, 1,7 million d'Européens traversent chaque jour une frontière pour se rendre au travail.

Proposition: Cette autorité pourrait être particulièrement importante dans la gestion des travailleurs détachés. Bien qu'ils soient limités en nombre, ils continuent d'être une source de tension entre les citoyens de différents pays. Le but de cette Autorité n'est pas de remplacer les agences nationales du travail, mais plutôt d'assurer une meilleure coordination entre les agences nationales et de garantir l'application de la législation du travail, faiblesse qui a été source de tensions dans le passé.

Il reste à voir si cette autorité sera habilitée à prendre des décisions dans les cas où il est évident qu'une entreprise ou une autorité nationale n'a pas correctement appliqué les lois.



5. Consultation : Accès à la protection sociale

Contexte: Aujourd'hui, les personnes appartenant à toutes les catégories de travailleurs indépendants représentent 15 % de la main-d'œuvre dans les États membres de l'UE et les personnes de toutes les catégories d'emplois atypiques en représentent 20 à 25 % de plus.

Proposition: Garantir l'accès universel aux services de santé essentiels et à la sécurité sociale de base pour protéger tous les travailleurs européens.

À l'heure actuelle, les personnes qui travaillent de manière atypique ou pour elles-mêmes, même si elles ne paient pas de cotisations sociales, conservent l'accès aux prestations sociales de base.



« Depuis des années, l'alternative néolibérale porte sur l'adaptation des processus décisionnels en vue de refléter les besoins du marché » explique Gustav Horn

L'ALLEMAGNE ET L'EURO, ET APRÈS ?

par Gustav Horn

À première vue, l'économie allemande se porte très bien. Mais à y regarder de plus près, on constate des fissures dans sa structure économique, dont on ne peut guère prévoir pour l'instant les conséquences économiques et politiques. Cela se manifeste notamment par l'émergence d'idées politiques d'ordre nationaliste-populiste, observées dans de nombreuses parties de l'Europe et aux États-Unis. Celles-ci ont entraîné un changement dans le discours de politique économique.

Mondialisation et souveraineté

Pour le futur gouvernement fédéral, il s'agit de savoir quelle voie il envisage de suivre. Doit-il s'incliner face aux doutes généralisés et réorienter sa politique économique vers une approche plus nationale ? Ou doit-il continuer sur la voie d'une coopération mondiale plus approfondie et, surtout, un renforcement de l'intégration européenne ?

La première serait truffée de risques considérables pour l'Allemagne. Et ce pas uniquement pour les marchés d'exportation, notamment dans la zone Euro, dont dépend fortement l'économie allemande.

Le revers de la coopération et de l'intégration mondiales se manifeste par le recours accru aux développements internationaux qui pourraient empiéter sur la souveraineté politique et économique nationale, en fonction des rapports de force économiques et politiques.

Depuis des années, l'alternative néolibérale porte sur l'adaptation des processus décisionnels en vue de refléter les besoins du marché, que cela soit ou non conforme aux intérêts de la majorité de la population. Néanmoins, cette politique a aussi atteint ses limites ces dernières années, car elle crée de l'insécurité et le sentiment d'une menace constante en raison des exigences d'adaptation que les

représentants des politiques néolibérales décrivent par euphémisme comme un processus de réforme permanent. C'est précisément le sentiment de devenir le jouet des marchés mondiaux anonymes qui a nettement contribué à l'émergence des tendances nationalistes. De grands pans de la population considèrent maintenant que l'État-nation doit être un rempart de protection contre ces tendances.

“Le point de départ doit être une décision faisant date sur la poursuite de l'intégration européenne.”
#EUIntegration
@GustavAHorn



Toutefois, la capacité de protection tant désirée de l'État-nation pourrait s'avérer être une illusion. Il ne reste, en tant que stratégie politique significative, que la troisième variante de politique dans le trilemme de Rodrick, à savoir le fait de rendre démocratique le processus de mondialisation (Habermas 2017). C'est particulièrement vrai pour l'UE et la zone euro. Par exemple, les droits du Parlement européen ou l'influence des comités concernés des parlements nationaux pourraient être étendus (Winkler 2017). En général, la « démocratisation » ne doit pas être comprise uniquement

dans un sens politique purement formel, mais plutôt en tant que large participation sociale et économique. Il est important de rendre les fruits de la mondialisation et de l'intégration européenne accessibles à tous et de ne pas les laisser exclusivement à une catégorie de gagnants très adaptatifs de la mondialisation (Milanovic 2017).

Façonner la mondialisation : le point de départ doit être l'Europe

Le point de départ doit être une décision faisant date sur la poursuite de l'intégration européenne. C'est cette décision qui, au bout du compte, façonnera tout le reste. D'un autre côté, ce serait logique d'adopter les propositions du Président français, Emmanuel Macron, et de la Commission européenne. Cela inclut la mise en place d'une administration fiscale spécifiquement européenne. Elle serait dotée de ressources financières suffisantes pour effectuer des investissements logiques d'un point de vue européen, accroissant ainsi la prospérité dans l'ensemble de l'UE. Ceci et le plan similaire de la Commission de l'UE pourraient apporter un élan décisif en faveur d'un meilleur développement économique et d'emplois plus stables dans l'UE. En même temps, la fourniture de biens publics est à l'évidence en train de s'améliorer dans toute l'Europe, ce qui renforce l'acceptation de l'intégration européenne.

En revanche, il est d'une importance fondamentale pour l'intégration de se fixer de nouveaux objectifs et de passer à la vitesse supérieure. Une étape essentielle serait un changement dans la hiérarchie des objectifs de politique économique au niveau de l'UE. À ce jour, d'un point de vue européen, l'accent a été mis sur le maintien de la stabilité des prix et la consolidation des finances publiques. Il s'agit de deux bonnes choses en soi. Cependant, afin de ne pas mener à de graves difficultés économiques, elles doivent être intégrées équitablement dans un catalogue d'objectifs plus large.



> AUTEUR

Gustav Horn est professeur et Directeur scientifique de l'Institut de Macroéconomie et recherche économique (IMK) à la Fondation Hans Böckler en Allemagne.



© European Union / Etienne Ansotte

La Commission a présenté sa vision de l'approfondissement de l'Union économique et monétaire en décembre 2017

UNE NOUVELLE APPROCHE DE LA CONVERGENCE DE L'UE

par Heikki Patomäki

La tendance à la convergence économique et sociale entre les pays de l'UE dans les premières années de l'euro s'est avérée être de courte durée. L'absence de croissance de la zone euro de 2010 à 2017 a entraîné des divergences plus importantes et plus faibles dans les résultats économiques et sociaux. La crise de l'euro suivie par le Brexit a brisé l'UE au plus profond. Heikki Patomäki présente une nouvelle approche de la convergence économique et sociale dans l'UE.

L'avenir de l'UE dépend dans une large mesure de l'évolution économique future. Malgré la tendance de l'Union économique et monétaire à la faiblesse des investissements et au taux de

chômage élevé et malgré une nouvelle crise financière majeure attendue d'ici 2020, beaucoup dépend d'un positionnement précis du budget, du calendrier et de la nature de la prochaine récession ou crise. Même une

semi-relance relativement courte de l'économie européenne donnerait le temps à l'UE d'évoluer dans des directions nouvelles et la semi-récupération est exactement ce qui semble se passer en Europe en 2017-2018.

Selon le président Juncker, « il n'y a pas de meilleur moment pour réparer le toit que lorsque le soleil brille ». Dans une série de documents du rapport des « Cinq Présidents » au « Document de réflexion de la Commission sur

#EMUreform #DeepeningEMU L'UE doit donc avoir son propre système de taxation afin de développer des systèmes sociaux.
@HeikkiPatomki



l'approfondissement de l'UEM », les principaux acteurs de l'UE ont élaboré une feuille de route pour aller de l'avant dans le processus d'intégration. Ils appellent à un large consensus, impliquant un récit pour le passé et une vision pour un avenir plus intégré. L'objectif est de créer une Union plus convergente et résiliente.

Malgré quelques bonnes propositions dans la bonne direction, l'approche actuelle repose principalement sur « plus de la même chose avec quelques modifications ». Ainsi, l'approche actuelle tend non seulement à répéter les erreurs du passé, mais elle apparaît également contradictoire. Nous savons que la discipline de marché n'a pas bien fonctionné à la suite de la crise financière mondiale de 2008-2009. La compétitivité nationale se traduit par des tentatives d'exportation de problèmes vers d'autres pays de l'UE. En outre, les efforts déployés pour attirer les investissements étrangers peuvent contredire l'objectif principal de l'assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés.

Les politiques impliquant une dévaluation interne, une concurrence fiscale et salariale ou une précarisation du travail tendent à saper le modèle social européen notamment en

période de ralentissement économique, . Qui plus est, cela est fait de manière asymétrique entre les régions, tandis que l'UE souffre des conséquences d'une croissance inégale. L'un des mécanismes aggravant le processus de croissance inégale est reconnu par la Commission – « les conditions financières des entreprises dépendent beaucoup de leur situation géographique » – mais il est peu probable qu'une union financière suffise à inverser la tendance à la concentration des activités industrielles dans et autour de l'Allemagne.

Une nouvelle approche

Une nouvelle approche est nécessaire. Les erreurs passées ne doivent pas être répétées. Les processus d'auto-renforcement peuvent être inversés et les contradictions peuvent être surmontées au moyen d'actions collectives et en construisant de meilleures institutions communes. Les nouveaux pouvoirs requis, cependant, restent politiquement irréalistes à moins que l'UE ne soit recadrée dans ce qu'elle devrait être : un projet social-démocrate cosmopolite.

Par exemple, aussi longtemps que les États membres débattent jalousement des coûts directs et des avantages directs de l'UE, la taille du budget de l'UE restera limitée et n'aura aucun effet macroéconomique ou redistributif. Tant que la redistribution est envisagée en termes transnationales comme des transferts d'un État membre à un autre, les pays excédentaires continueront à accuser les pays déficitaires de défaillances morales et à refuser

toute discussion fructueuse sur les mécanismes de redistribution. Et pour la même raison, ils nieront la légitimité de la mutualisation de la dette et de la dette commune.

L'UE a besoin de ses propres ressources

En tant que projet social-démocrate cosmopolite, l'UE doit être considérée comme une communauté de citoyens vivant dans une société de marché capitaliste avec des structures sociales historiques en évolution (à vérifier) et des clivages conséquents. Pour façonner les processus pertinents, l'UE a besoin de ses propres ressources qui ne dépendent pas directement des caprices des États membres. L'UE doit donc avoir son propre système de taxation afin de développer des systèmes sociaux, des mécanismes de redistribution et des programmes d'investissements publics, y compris en matière de santé et d'éducation. La convergence ne naît pas de certains instruments financiers miracles, pas même d'une union financière adéquate, mais nécessite une réelle capacité de transformation collective.

Qu'il s'agisse de programmes de stabilisation financière ou macroéconomique ou de

réindustrialisation, la capacité d'emprunt de l'UE est également nécessaire pour une Union durable, comme l'a reconnu la Commission à plusieurs reprises. Le taux d'intérêt de la dette commune ne devrait pas être au bon vouloir de la « discipline de marché » mais devrait plutôt être contrôlé par la Banque centrale européenne.

Nous savons, bien sûr, qu'il est très difficile de changer l'UE. Ses arrangements institutionnels ont été « enfermés » par des moyens néo-constitutionnels. Pour rendre l'Union durable, y compris en vue de la prochaine crise majeure, une révision du traité est nécessaire, mais de nombreuses mesures peuvent être prises dans son cadre. La procédure de coopération renforcée est particulièrement prometteuse. Par exemple, une coalition d'États membres volontaires peut mettre en place un système de taxation commune en sachant que le système actuel de taxation à l'échelle nationale est insoutenable.



> AUTEUR

Heikki Patomäki est professeur de politique internationale à l'Université d'Helsinki et auteur de *Tendances désintégratives dans l'économie politique mondiale : Sorties et conflits* (Routledge, 2018).

#EMUreform #DeepeningEMU "La convergence nécessite une réelle capacité de transformation à l'échelle collective"
@HeikkiPatomki





| Le président de la BCE participe à un dialogue monétaire permanent avec le comité des affaires économiques et monétaires du Parlement

UNE « RÉSILIENCE DYNAMIQUE » POUR LA REFONTE DE LA GOUVERNANCE DE LA ZONE EURO

par Paolo Guerrieri

La zone euro a passé la meilleure partie de la décennie à se battre pour sa survie. Des réformes institutionnelles importantes ont été mises en place. Plus récemment, elle a connu sa plus forte reprise depuis la crise financière, mais l'autosatisfaction serait déplacée et le climat économique favorable devrait être saisi comme une opportunité unique de réformer. En effet, l'Union économique et monétaire (UEM) reste inachevée et encore fragile. Il existe un large consensus sur la nécessité de prendre de nouvelles mesures pour la renforcer, mais des différences significatives persistent entre les pays de l'UE et la Commission européenne. La zone euro a besoin d'une « résilience dynamique », explique Paolo Guerrieri.

#EMUreform
#DeepeningEMU « Le seul moyen efficace d'arrêter la montée des mouvements populistes et anti-UE est de parvenir à une répartition équitable des revenus des bénéfices de la croissance économique »
@PaoloGuerrieriP



La « résilience dynamique » suppose de renforcer à la fois la résistance du système monétaire aux chocs et aux crises et son espace politique. L'ensemble des propositions de réforme récemment présentées par la Commission sont des suggestions intéressantes mais ne peuvent constituer qu'un bon point de départ pour la prochaine phase des négociations. À cet égard, trois séries de mesures et de réformes devraient être poursuivies afin d'accroître la stabilité, la capacité de croissance et la dimension sociale de la zone euro.

Stabilité financière

Le premier ensemble concerne les réformes à lancer et / ou à achever pour accroître la stabilité financière de la zone euro. Dans le scénario malheureux d'une crise financière nouvelle et sérieuse - ce qui est loin d'être exclu -, la zone euro n'est pas encore suffisamment équipée pour y faire face et risquerait de replonger dans une crise profonde. À cet égard, l'achèvement de l'Union bancaire est essentiel à travers le dit « deuxième pilier » - le règlement

du mécanisme de résolution unique (SRMR) - et le troisième pilier, l'assurance-dépôts bancaires commune.

Un soutien au fonds de résolution unique devrait être créé en élargissant le rôle du mécanisme européen de stabilisation, en le transformant en une sorte de Fonds monétaire européen (FME). Et ce, en ajoutant une augmentation substantielle des ressources à sa disposition et des pouvoirs accrus en matière de conception et de mise en œuvre des plans de sauvetage de la zone euro. Un élément clé ici devrait être de faire entrer la nouvelle FEM dans le cadre juridique de l'UE - comme dans le plan de la Commission - avec une reformulation de sa gouvernance.

Capacité de croissance

La deuxième série de problèmes concerne la croissance et les performances divergentes dans la zone euro. Malgré son accélération récente, la reprise reste relativement modeste par rapport à l'ensemble de l'expansion économique des trois dernières décennies. Son principal moteur est l'expansion monétaire non conventionnelle de la Banque centrale européenne (appelée « Quantitative Easing ») qui va bientôt prendre fin.

#EMUreform
“Des réformes de stabilité financière, de croissance et d'équité sociale sont nécessaires #EU
@PaoloGuerrieriP



Parallèlement aux réformes structurelles et à la consolidation du marché unique en tant que principales politiques d'approvisionnement, il est également nécessaire de mettre en place des politiques visant à soutenir la demande globale dans la zone euro. Cela permettrait d'y gérer une politique budgétaire commune sur la base de mécanismes d'ajustement plus symétriques (ce que l'on appelle la « politique budgétaire européenne »). En outre, l'UE devrait accorder une forte priorité à l'investissement au niveau européen qui a un effet multiplicateur élevé, allant au-delà du modeste plan Juncker. Dans cette perspective, la zone euro devrait avoir sa propre capacité budgétaire - bien qu'initialement modeste - pour stimuler l'investissement, faire face aux chocs économiques futurs et faciliter les réformes structurelles. L'introduction d'une « règle d'or » dans le pacte fiscal permettant à chaque pays de financer des investissements nationaux supplémentaires pourrait apporter une contribution supplémentaire dans ce sens.

Politique sociale et croissance inclusive

Le troisième ensemble de mesures concerne les politiques sociales en Europe. Ce dont nous avons besoin aujourd'hui, c'est d'une « croissance inclusive » caractérisée à la fois par plus d'efficacité et d'équité. Une croissance inclusive signifie créer des opportunités pour tous les segments de la population d'un pays, afin de parvenir à une répartition équitable des revenus de la croissance économique. C'est le seul

moyen efficace de réagir et d'arrêter la montée des mouvements populistes et anti-européens. À cette fin, une série de mesures et de politiques sociales (telles que des politiques actives contre le chômage, réformant et relançant le bien-être, rétablissant la mobilité sociale) sont nécessaires aux niveaux national et européen. Un pilier européen des droits sociaux a été récemment proposé. Le véritable défi concerne la mise en œuvre et l'application de ces droits et normes.

En conclusion, la stabilité financière, la capacité de croissance et l'équité sociale sont les trois ensembles de réformes interdépendantes visant à relancer la gouvernance économique et le processus d'intégration dans la zone euro et en Europe. Il est clair que chaque pays membre de l'UE, y compris l'Allemagne, devra être prêt à faire des compromis. Les changements radicaux qui se produisent dans le paysage géopolitique et économique rendent ces mesures appropriées et même indispensables.



> AUTEUR

Paolo Guerrieri est professeur au Collège d'Europe à Bruges. Il est Sénateur de la République italienne et membre du Comité du budget économique et du Comité de politique européenne du Sénat italien.



«l'enjeu sera de lui donner des contours ambitieux, pas uniquement au travers d'une taille suffisante mais aussi dans sa conception et son fonctionnement» déclare Pierre Moscovici à propos de la feuille de route européenne

LA NÉCESSITÉ D'UNE FEUILLE DE ROUTE AMBITIEUSE POUR 2019

par Pierre Moscovici

Lors du congrès de la zone euro de décembre 2017, plusieurs propositions ont été énoncées. Pierre Moscovici, actuel commissaire et ancien ministre de l'Economie et des Finances français, revient dessus et exprime son souhait d'une feuille de route européenne ambitieuse en vue des élections européennes de 2019.

Les propositions que j'ai faites au nom de la Commission en décembre dernier peuvent constituer ici une base solide, sans restreindre notre horizon. Le contexte général reste favorable mais incertain. La France souhaite faire entendre une voix plus forte en Europe ; en Allemagne, le SPD est finalement sur la voie de la coalition ; et la Commission veut des propositions audacieuses. C'est quand ce « triangle d'or » est mobilisé et aligné que l'Union donne le meilleur d'elle-même. Voyons s'il peut utiliser la fenêtre d'opportunité qui s'ouvre pour réformer et approfondir la zone euro avant la fin de l'année 2018.

#EUBudget “Le dernier élément des propositions de décembre concerne le budget de la zone euro – et pour les progressistes, c'est le plus important. L'enjeu sera de lui donner des contours ambitieux”
@pierremoscovici



Les propositions de décembre obéissent à un objectif simple : parer au danger d'une zone euro économiquement et socialement

à deux vitesses, qui ouvrirait la voie à sa destruction par les populistes. Elles sont un premier pas, qui doit encore être amélioré lors du dialogue avec le Parlement européen et les Etats membres. Prenons-le comme tel.

Un Fonds Monétaire Européen (FME) doit être créé pour rendre à l'Europe son autonomie dans la gestion des crises économiques et financières internes, comme la crise grecque. Et il sera placé dans le cadre communautaire, pour donner une voix plus forte au Parlement européen.

Surtout, le FME fournira le dispositif de soutien budgétaire commun au Fonds Unique de Résolution – un « backstop », qui insufflera de la confiance dans le secteur bancaire européen. Le principe avait déjà été convenu par les capitales, mais il fallait le rendre opérationnel.

Le dernier élément du paquet concerne le budget de la zone euro – et pour les progressistes, c'est le plus important. L'enjeu sera de lui donner des contours ambitieux, pas uniquement au travers d'une taille suffisante mais aussi dans sa conception et son fonctionnement – qui ne doit pas reposer uniquement sur des prêts et de la conditionnalité.

Il faudra, pour cela, éviter de tomber dans le piège tendu

#EUBudget “Les propositions de la Commission reconnaissent la nécessité d'une convergence dans la zone euro, proposent l'embryon d'un nouvel outil (budget de la zone euro) et ouvrent la voie à plus de démocratie dans la gouvernance de l'eurozone”
@pierremoscovici



par les conservateurs ailleurs, sur les perspectives financières pluriannuelles – et résister à la tentative d'introduire dans ce cadre plus de conditionnalité, de surveillance technique, de prêts et d'instruments financiers, et moins d'attention à la convergence.

Ces propositions ne sont pas parfaites, mais elles contiennent des promesses dont notre famille doit se saisir. D'abord, parce qu'elles reconnaissent notre principale préoccupation – la nécessité d'une convergence dans la zone euro – et proposent l'embryon d'un nouvel outil pour y faire face: le budget de la zone euro; ensuite, parce qu'elles ouvrent la voie à un impératif

institutionnel majeur : plus de démocratie dans la gouvernance de cette zone euro.

Pour les progressistes, ce sont d'utiles fondations sur lesquelles construire un agenda ambitieux pour 2019. Transformons-les en véritables avancées.



> AUTEUR

Pierre Moscovici est Commissaire européen depuis le 1er novembre 2014. Membre du Parti socialiste, il a été député européen entre 1994 et 1997 puis entre 2004 et 2007, période au cours de laquelle il fut vice-président du Parlement européen. Il a également été Ministre des Affaires européennes de 1997 à 2002 et Ministre de l'Economie et des Finances de 2004 à 2007.



"Les citoyens du" Nord "croient qu'ils" paient "pour les erreurs des autres, tandis que les citoyens du" Sud "croient que leurs économies sont pillées par l'austérité." explique Léo Hoffmann-Axthelm

LES RÉFORMES DE LA ZONE EURO DOIVENT SE CONCENTRER SUR LES INSTITUTIONS ET LEUR LÉGITIMITÉ DÉMOCRATIQUE

par Leo Hoffmann-Axthelm

Les propositions de la Commission visant à approfondir l'Union économique et monétaire ont été qualifiées de « coup de pouce au pouvoir », mais elles pourraient rétablir l'équilibre dans un domaine jusqu'ici dominé par les plus grands pays de l'UE.

La seule chose sur laquelle tout le monde peut s'entendre, c'est que la zone euro a besoin de réformes. La réponse à la crise de 2010-2012 a dû être organisée ad hoc, lors de sommets se terminant

souvent à l'aube, sous la pression constante de la réouverture, le lundi matin, des marchés.

Ces réformes n'ont pas résolu la crise, mais elles étaient tout ce que les États membres de l'UE pouvaient accepter. Le

calme n'est revenu que lorsque la Banque centrale européenne (BCE) a comblé le vide, étirant son mandat pour gagner plus de temps en faisant « tout ce qu'il faut » pour sauver l'euro. Néanmoins, à ce jour, personne ne sait vraiment comment l'Italie

réglera sa dette une fois la politique monétaire revenue à la normale.

Le moment est venu de poursuivre les réformes, suite aux propositions formelles présentées par la Commission européenne le 6 décembre dernier. A cette date

#DeepeningEMU
« Un réseau de surveillance de la zone euro a été mis en place pour promouvoir une #Eurozone plus démocratique »
@leo_axt



L'Allemagne n'a peut-être pas de gouvernement, mais la chancelière allemande Angela Merkel et le président français Macron se sont engagés à présenter une vision commune de la réforme de la zone euro d'ici mars.

Les propositions de la Commission ont été principalement critiquées en tant que « prise de pouvoir », ou parce que Bruxelles se préoccupait uniquement d'elle-même. Bien que vrai à la surface, ces deux critiques manquent leur cible.

La réponse de l'UE à la crise financière

La réponse à la crise a été si considérable qu'elle allait au-delà de ce qui était possible dans le cadre des traités de l'UE. Cela a rendu nécessaires des solutions « intergouvernementales », c'est-à-dire que les États membres ont agité entre eux, ne déléguant que certaines tâches à la Commission. Travailler en dehors des traités prévient et empêche de nombreux mécanismes qui assurent une responsabilité démocratique, l'efficacité et l'intégrité. Il exclut des organes tels que le Parlement européen, l'Office de lutte antifraude, la Cour des comptes et le Médiateur

européen, pour n'en nommer que quelques-uns, réduisant ainsi le contrôle démocratique direct et les contrôles sur la corruption ou le gaspillage de l'argent des contribuables qui serait autrement devenu une routine établie.

Lorsque la Cour des comptes a été en mesure d'évaluer indirectement les programmes de sauvetage de l'UE par exemple, des recommandations ont été jugées nécessaires. Les résultats, n'ont pas toujours été optimaux. Le recours à des dispositifs intergouvernementaux a donc permis à une structure informelle composée de ministres des finances de la zone euro. Conçu essentiellement comme un forum de discussion pour la coordination des politiques économiques, l'Eurogroupe s'est soudainement retrouvé dans la position d'avoir à micro-gérer les renflouements et à imposer des amendes aux pays qui ne tiennent pas compte des règles budgétaires. En rendant les différents ministres des finances responsables des décisions de l'Eurogroupe dans son ensemble, la responsabilité de l'Eurogroupe a été fragmentée, ce qui a limité le contrôle des parlements nationaux dans la pratique.

Au mieux, cela conduit à des accords de consensus via la pression des pairs. Au pire (comprendre : lorsque de grosses sommes d'argent sont en jeu), cela mène à des sommets tardifs, où les ministres ont la main forcée derrière les portes closes de l'Eurogroupe.

Cela contraste fortement avec les méthodes de travail traditionnelles de l'UE. Dès le premier jour, l'UE a mis au point des moyens de protéger les petits pays des

grands États membres en les aidant à défendre leurs intérêts nationaux. Cela a été fait grâce à une autorité centrale forte chargée de défendre les intérêts de l'Europe dans son ensemble. La Commission a centré son discours sur les nouvelles propositions de réforme autour d'une légitimité démocratique accrue. Mais c'est plus qu'une stratégie pour sortir les États membres de leur zone de confort. Pour améliorer les résultats des politiques, les réformes de la zone euro doivent aborder la manière dont les décisions sont prises à Bruxelles. Si les responsabilités budgétaires doivent rester au niveau national, cela ne signifie pas que nous n'avons pas besoin de rendre compte de la coordination de ces politiques au niveau de l'UE, surtout si certaines décisions sont effectivement (mais informellement) prises à ce niveau.

Mise en place du réseau de surveillance de la zone euro

Tout le monde est d'accord pour dire que la responsabilisation est une bonne chose, mais ce que cela signifie dans la pratique est généralement vague ou négociable. C'est pourquoi Transparency International UE vient de lancer un réseau de surveillance sur la gouvernance de la zone euro avec 18 organisations, sur la base d'un manifeste pour un euro transparent, responsable et démocratique. Au fur et à mesure que les négociations avancent, nous cherchons à définir clairement les mécanismes juridiques appropriés pour garantir la reddition de comptes, et insistons sur des réformes qui rendront la monnaie unique plus démocratique.

Transparency International appelle les États membres à aligner la gouvernance de la zone euro sur l'acquis communautaire. Un rôle plus clair pour les institutions de l'UE, et même la création d'un ministre des finances de l'UE, tient la promesse de clarifier qui est responsable et comment ils peuvent être tenus pour responsables.

Les citoyens du « Nord » croient qu'ils « paient » pour les erreurs des autres, tandis que les citoyens du « Sud » croient que leurs économies sont vandalisées par l'austérité. À moyen terme, cela n'est pas durable.

Ayant survécu au défi financier de l'euro, les partis anti-establishment peuvent encore créer un défi politique encore plus dangereux. Il est vraiment temps de réparer le toit pendant que le soleil brille ...



> AUTEUR

Leo Hoffmann-Axthelm coordonne le programme de Transparency International UE sur la transparence et la responsabilité démocratique des institutions de gouvernance économique de l'UE. Avant de rejoindre Transparency International, il a travaillé pour la direction générale des affaires économiques et financières de la Commission européenne.



© Guido Koppes - creative.isopix.be

I Calais, France: Hangar de fortune dans un camp pour migrants irréguliers cherchant à rejoindre le Royaume-Uni

RÉOUVRIR LES CANAUX DE LA MIGRATION ÉCONOMIQUE LÉGALE

par Giuliano Amato

Nous ne pouvons pas lutter contre l'immigration clandestine en partant du principe que seuls les réfugiés politiques peuvent être admis, tandis que tous les migrants économiques sont, en tant que tels, irréguliers. Le principal antidote à l'immigration clandestine est la restauration de la migration légale en fonction de la demande sur nos marchés du travail, et par conséquent l'activation du principal moyen d'intégration : un emploi stable.

En 2007, j'étais ministre de l'Intérieur et donc membre du Conseil européen de la Justice et des Affaires intérieures. À l'époque, la principale ligne de conduite adoptée par le Conseil portait sur les relations avec les pays d'origine, en vue de favoriser les entrées légales de migrants pour répondre à la demande émanant de nos marchés du travail. Nous avions bien conscience de l'attention portée par notre opinion publique à la mise en œuvre des accords de réadmission en vertu desquels les immigrants en situation irrégulière étaient renvoyés dans leur pays. Mais nous étions tout autant conscients du besoin d'avoir des canaux légaux d'immigration vers l'Europe, tant pour dissuader les migrants potentiels de chercher à utiliser des canaux coûteux et risqués

« Fixer le nombre de migrants en situation régulière recevables sur la base de la demande des marchés du travail était et continue d'être de la compétence des États membres. »
Giuliano Amato



d'entrée illégale, que pour inciter leur pays à coopérer à l'application des accords de réadmission. Par ailleurs, nous savions très bien ce que tout le monde sait : l'intégration est le principal antidote contre l'isolement et l'exacerbation des identités propres, qui sinon

pourraient facilement avoir des répercussions sur les migrants. Avoir un emploi stable est le principal moyen d'intégration.

Fixer le nombre de migrants en situation régulière recevables en fonction de la demande des marchés du travail était, et continue d'être, de la compétence des États membres. Toutefois, rien ne nous empêchait de soutenir conjointement le Commissaire européen à la Justice et à l'Intérieur, qui avait négocié avec les pays d'origine en utilisant la demande globale de travail européenne. Qu'avait-il négocié ? D'un côté, il avait négocié les accords de réadmission, de l'autre, les premières expériences de « partenariats de mobilité », et à l'époque, un nouvel outil européen visant à favoriser la migration légale. Que s'est-il passé depuis ? Le programme sur les partenariats de mobilité existe toujours, mais très peu de pays l'ont rejoint. Il ne représente certainement pas une priorité dans les politiques de migration actuelles. Il y a dix ans, la principale distinction se faisait entre les migrants économiques légaux et illégaux. De nos jours, elle se fait entre les réfugiés politiques (c.-à-d. légaux) et les migrants économiques (c.-à-d. clandestins). Je comprends les raisons de cette incroyable aberration, qui va du conflit en Syrie, avec la multiplication du nombre de réfugiés politiques, à la longue et profonde crise économique que nous avons subie. La crise n'a pas réduit l'afflux des migrants à la recherche d'une vie meilleure, mais elle a drastiquement réduit la demande pour des travailleurs étrangers

« L'intégration est le principal antidote contre l'isolement et l'exacerbation de leurs identités propres, et avoir un emploi stable est le principal moyen d'intégration »
Giuliano Amato, ancien ministre de l'Intérieur.



de la part de nos entreprises. Les conséquences de ces événements nous ont, à l'évidence, plongé dans une situation décourageante. D'un côté, il y a un nombre impressionnant de migrants qui sont entrés illégalement ces dernières années et qui ne peuvent certainement pas être considérés comme des réfugiés politiques. De l'autre, il y a un afflux continu de migrants (principalement) économiques, que nous essayons d'arrêter avant leur arrivée, au Mali, au Niger (d'où ils peuvent toujours retourner) et, dans le pire des cas, en Libye (où ils restent prisonniers).

La seule issue est de restaurer les canaux de la migration légale et donc, de donner aux programmes, comme celui du partenariat de mobilité, la place centrale qu'ils méritent. Cela signifie compter de nouveau sur nos marchés du travail et sur leur demande de main-d'œuvre qui, malgré l'impact des nouvelles technologies, est revenue aux niveaux d'avant-crise (dans le vaste secteur des services, et surtout des services de santé,

nous avons tellement désespérément besoin de personnel que nous devons chercher à l'extérieur de l'Europe).

Qu'en est-il des migrants irréguliers qui sont déjà entrés dans l'UE ? Si nous pensons vraiment que nous pouvons tous les renvoyer, faisons-le. Sinon, le fait de ne pas les prendre en considération et de les traiter comme s'ils étaient des hommes et des femmes invisibles dans nos sociétés ouvrirait la voie aux pires risques. Il vaut mieux pour nous, leur donner, lorsque c'est possible, un emploi stable et les intégrer. Notre population totale diminue et notre taux de natalité est de plus en plus faible. Cette Europe vieillissante doit s'ouvrir aux autres.



> AUTEUR

Giuliano Amato est professeur émérite à l'Institut Universitaire européen de Florence et à l'Université La Sapienza à Rome. Il est membre du Parlement depuis 18 ans. Ancien Président de la République italienne, il a été deux fois ministres du Trésor, ministre de l'Intérieur et deux fois Premier ministre italien. Il a également dirigé la Commission internationale pour les Balkans de 2003 à 2005 et a été vice-président de la Convention sur l'avenir de l'Europe.



© Shutterstock.com

I Grèce-Idomeni : Dans ce camp de réfugiés à la frontière gréco-macédonienne, des réfugiés syriens arrivent régulièrement

LE PARLEMENT EUROPÉEN POUR UN SYSTÈME DE DUBLIN CENTRALISÉ ET PLUS JUSTE

par Elly Schlein

Il ne fait aucun doute que le système de Dublin est défaillant : il laisse la majeure partie des responsabilités liées aux droits d'asile, aux États membres de l'UE les plus sollicités. Le temps est venu de le réformer conformément aux principes de solidarité et d'un égal partage des responsabilités.

Le Règlement Dublin de l'UE définit les critères déterminant la responsabilité d'un État membre pour chaque demande d'asile déposée dans l'UE. C'est la troisième fois qu'il fait l'objet d'une révision. Lorsque l'on

cherche les raisons de son échec, il est facile de pointer le fait que, pendant plus de vingt ans, le système de Dublin a reposé principalement sur un critère hypocrite, à savoir le « premier pays de l'entrée irrégulière ». Au fil des ans, celui-ci a fait peser la

majeure partie de la responsabilité de l'examen des demandes d'asile sur les États membres situés en première ligne. Lorsque les flux migratoires se sont mis à augmenter en conséquence de l'instabilité politique (particulièrement après l'aggravation de la

situation en Libye puis de la crise de la Syrie), de l'augmentation des inégalités et de l'impact du changement climatique, il est devenu évident que le système de Dublin actuel était inapproprié à la situation et insoutenable. Le temps est enfin venu de remédier

à ses insuffisances et de se tourner vers un système plus juste et plus efficace, basé sur les principes de solidarité et d'un partage égal des responsabilités établis par l'Article 80 du Traité.

Partage des responsabilités

Une réforme progressiste du système de Dublin doit par conséquent et avant tout impliquer un véritable système de partage des responsabilités entre les États membres afin de créer le fondement d'un système d'asile européen unifié, centralisé et véritablement commun.

Le 16 novembre 2017, une large majorité du Parlement européen (390 votes pour, 44 abstentions et 175 votes contre) a voté en faveur d'un changement majeur du Règlement Dublin. Avec ce vote historique, soutenu par l'extrême gauche de la GUE, les Verts, les sociaux-démocrates S&D, les centre-droits de l'ALDE et les conservateurs du PPE, le Parlement a approuvé un solide mandat en vue de négocier avec le Conseil, une réforme du système de Dublin qui supprime enfin le critère du premier pays d'entrée et le remplace par un mécanisme de relocalisation permanent et automatique, dans lequel chaque État membre doit participer en acceptant un quota de demandeurs d'asile (déterminé par la taille de la population et le PIB). Si le demandeur d'asile n'a aucun lien significatif avec un État membre, le mécanisme de relocalisation doit être déclenché, lui fournissant un choix limité parmi quatre États membres qui sont loin d'atteindre leur quota.

S'il advient qu'un État membre refuse de remplir ses obligations en vertu du mécanisme de relocalisation, il en assumera les conséquences vis-à-vis de sa réception de fonds de l'UE.

Le Parlement a envoyé un signal très fort tant au Conseil qu'aux citoyens européens : il veut des solutions européennes communes à ce qui est clairement un défi européen qu'aucun État membre ne peut assumer seul. D'autant que le message est même plus clair pour les gouvernements qui refusent de contribuer en termes d'accueil des réfugiés. Il n'est pas possible de vouloir uniquement les avantages d'une appartenance à l'Union sans en partager les responsabilités, qui découlent de l'adhésion à l'UE.

#Migrants Après l'échec du système de Dublin, le @Europarl_EN propose d'assurer la solidarité et le partage égal des responsabilités @ellyesse



Les propositions innovantes du Parlement européen

Le texte voté par le Parlement contient de nombreux éléments profondément innovants. En règle générale, il renforce les garanties procédurales et la fourniture d'informations pour

les demandeurs d'asile, il introduit une procédure accélérée spéciale pour les réunifications familiales (qui peuvent actuellement prendre jusqu'à deux ans) et il assure la prise en considération des liens significatifs des demandeurs avec les États membres (par ex. un précédent séjour ou des diplômes universitaires) en vue de faciliter l'intégration. Des garanties spécifiques sont ajoutées pour les mineurs, en assurant la nomination rapide d'un tuteur et en indiquant que toute décision prise concernant les mineurs doit être précédée d'une évaluation multidisciplinaire de ses meilleurs intérêts.

Par ailleurs, le Parlement a rejeté les vérifications d'inadmissibilité obligatoires proposées par la Commission européenne, qui reposaient sur le concept très vague et discrétionnaire de pays tiers sûrs, ainsi que l'approche des sanctions qui a été remplacée par un mécanisme bien plus efficace, basé sur des incitations à se conformer et des mesures dissuasives pour les mouvements secondaires.

D'un point de vue progressiste, la position du Parlement représente un grand pas en avant. Il mérite tout le soutien nécessaire pour mettre la pression sur le Conseil en vue d'une négociation très difficile et délicate. L'avenir de l'UE repose sur son habileté à développer des politiques d'asile et de migration plus efficaces et plus humaines. Nous portons tous une lourde responsabilité à cet égard. Ce phénomène n'est pas une « invasion », comme l'extrême droite essaye de le décrire. En 2016, 125 000

#Migrants « Le Parlement a envoyé un signal très fort tant au Conseil qu'aux citoyens européens : il veut des Solutions européennes communes » @ellyesse



demandes d'asile ont été présentées dans toute l'UE, ce qui représente seulement 0,25 % de la population de l'UE. C'est le même nombre de réfugiés que le Liban accueille à lui seul. Avec des solutions européennes communes, basées sur la solidarité et un partage égal des responsabilités, ce phénomène est non seulement parfaitement gérable, mais il peut également fournir des opportunités significatives pour les communautés locales dans l'UE.



> AUTEUR
Elly Schlein est une eurodéputée d'origine italienne, rapporteuse du Groupe S&D pour la réforme du Règlement de Dublin.



© Shutterstock.com

I Grèce, Lesbos : Des migrants syriens arrivent en Turquie par bateau après avoir vécu la guerre dans leur pays d'origine

LA NÉCESSITÉ D'AJUSTER UNE POLITIQUE DYSFONCTIONNELLE

par Catherine Woollard

La récente histoire de la politique d'asile de l'Union européenne pourrait être résumée de cette manière : « Dublin est mort. Vive Dublin ! ». Alors que la plupart des commentateurs, des analystes et des responsables de la mise en œuvre de la politique concèdent que le caractère injuste du règlement de Dublin est au cœur de la nature dysfonctionnelle du système, il semble néanmoins impossible pour l'Union européenne de parvenir à un accord pour le réformer. La réforme est pourtant inévitable et l'alternative de compter sur une pure politique d'externalisation, est discutable non seulement d'un point de vue légal, politique mais éthique. Et peut-être, encore plus important : cela ne fonctionne pas.

Toutefois, maintenir le statu quo, c'est-à-dire conserver le système Dublin en place, signifie qu'il y a toujours un risque de voir une situation gérable se transformer en crise, comme en 2015. Ce statu quo signifie le maintien d'incitations perverses des pays de la première arrivée à conserver des conditions de vie inhumaines, le désir et les encouragements dans un deuxième temps, puis les batailles juridiques et les allers retour de transferts, ainsi que la tentative d'empêcher l'entrée à tout prix.

Alternatives au statu quo

Le Conseil européen sur les réfugiés et les exilés (CERE) a mis en avant ses alternatives à la fois au statu quo et à la proposition de la Commission. Cette dernière ne va pas suffisamment loin; alors qu'elle n'apporte que des modifications mineures au système. Il retient le principe que le pays de la première arrivée devrait être responsable des demandes d'asile. Et cela avec un mécanisme de solidarité qui n'entre en vigueur que quand le système est surchargé. L'approche du CERE est de revoir le principe même : un ensemble de facteurs, en plus du lieu géographique où les personnes arrivent, doit être pris en considération dans l'attribution de la responsabilité. Les facteurs devraient tout d'abord inclure des liens significatifs avec le pays, y compris les liens familiaux, au-delà de la définition étroite des membres de la famille de

#Migrants « chaque État membre doit accepter les demandeurs d'asile et doit soit rester ou devenir un pays d'asile. »

Catherine Woolard @ecre



Dublin à ce stade, et les liens sociaux et culturels ; deuxièmement, la situation dans les pays d'accueil potentiels, y compris la situation économique et démographique (par exemple : le PIB, les besoins du marché du travail) ; troisièmement, le respect de la législation européenne et internationale en matière d'asile, en se focalisant sur les conditions d'accueil et la qualité de la prise de décision ; et quatrièmement, les préférences des personnes elles-mêmes, qui doivent être prises en considération dans une certaine mesure.

Il y a certaines lignes rouges : chaque État membre doit accepter les demandeurs d'asile et doit, soit rester ou devenir un pays d'asile. Il ne doit pas être possible pour un pays de sortir du système. L'application stricte de la loi européenne est exigée pour que les États membres ne puissent pas, de facto, se retirer en maintenant des conditions si mauvaises qu'il devient impossible légalement (et éthiquement) de traiter les demandes des demandeurs d'asiles.

Développer un système d'asile fonctionnel

Si le cadre légal lui-même est d'être basé sur l'objectif politique de disposer d'un système d'asile en Europe qui fonctionne, plutôt que d'empêcher l'immigration, alors les éléments restrictifs proposés par la Commission doivent être supprimés. Et ce, comme le CERE l'a argumenté, conformément à la position du Parlement européen. Si les éléments restrictifs ne sont pas supprimés, l'effet principal sera l'augmentation du nombre de personnes dans des situations irrégulières. Dans ce scénario, les institutions et les agences européennes devraient mettre l'accent sur le respect du droit d'asile, ce qui signifie qu'il y a des conséquences pour les propositions relatives au régime d'asile européen commun (RAEC) qui sont sur la table. Par exemple l'obligation d'inclure le contrôle de conformité dans le mandat de l'agence européenne de l'asile. Le financement européen dans le Fonds Asile, Migration et Intégration (AMIF), mais aussi d'autres instruments de financement européen devraient avoir pour objectif le soutien d'un système d'asile qui fonctionne. Cela signifie qu'au moins 20 % de ses fonds devraient être affectés au fonctionnement des systèmes d'asile en Europe et au moins 30 % devraient être consacrés à l'intégration. Le CERE recommande que l'agence européenne de l'asile

joue le rôle dominant dans la mise en œuvre du système de répartition, agissant comme un centre d'échange.

Le programme de réinstallation était important, mais l'Union européenne a besoin d'un système permanent plus juste que celui de Dublin. Introduire la solidarité uniquement quand il y a une crise donne trop de pouvoir aux obstructionnistes. Il est trop tôt pour abandonner la protection en Europe. Il faut des années pour ajuster une politique dysfonctionnelle, mais l'Europe doit le faire : le reste du monde, y compris les pays principaux accueillant les réfugiés attendent de l'Europe qu'elle assume sa part.



> AUTEUR

Catherine Woolard est secrétaire générale du European Council on Refugees and Exiles (ECRE) depuis 2016. ECRE est une alliance paneuropéenne de 96 ONG présentes dans 40 pays et œuvrant pour protéger et faire avancer les droits des réfugiés, des demandeurs d'asile et des personnes déplacées.



© Shutterstock.com

| Allemagne : des migrants apprennent une langue étrangère dans une école européenne dans des cours d'intégration

FINANCER L'INTÉGRATION DES MIGRANTS EN COMBINANT LE DÉVELOPPEMENT MUNICIPAL

par Gesine Schwan

Pour respecter les normes relatives aux droits de l'homme dans sa politique des réfugiés, l'Union européenne devrait combiner le financement de l'intégration des réfugiés avec le financement du développement des municipalités accueillant ces réfugiés. Le processus de décision au niveau de la communauté devrait être fondé sur la participation de plusieurs parties prenantes. Les gouvernements européens devraient décider volontairement des quotas de réfugiés et établir en même temps un fonds de développement de l'intégration et de la communauté.

La question fondamentale pour l'avenir de l'Union européenne est comment instaurer la solidarité. D'un côté dans le financement de projets d'infrastructures européens et de biens publics communs, et de l'autre, en trouvant un modèle décentralisé pour l'installation des migrants et des réfugiés.

Promouvoir l'intégration des réfugiés

Une stratégie pour promouvoir l'intégration des réfugiés pourrait par conséquent nous permettre de franchir une étape décisive pour relancer l'Europe. Cela pourrait avoir des effets positifs si elle était combinée avec le développement des municipalités. Cela permettrait de réunir les valeurs européennes et celle des droits de l'homme ainsi que les intérêts des citoyens européens pour le développement de la participation démocratique de leurs communautés. Les défavorisés non européens ne seraient plus en concurrence avec ceux à l'intérieur des municipalités.

Le président des États-Unis Donald Trump a récemment suggéré de ne plus forcer les gouvernements européens à être solidaires dans la question de l'accueil des réfugiés. Au lieu de s'opposer à Donald Trump, les gouvernements européens, en particulier le futur gouvernement allemand, devraient reprendre ce raisonnement et faire la proposition suivante.

Un fonds européen pour les municipalités

#Migration « L'idée est que les gouvernements de l'Union européenne proposent des quotas de réfugiés qu'ils sont préparés à accueillir et qu'ils se mettent d'accord sur un fonds européen pour financer les municipalités qui intègrent les réfugiés »
@Gesine_Schwan



Les gouvernements européens devraient, sur une base volontaire, proposer des quotas de réfugiés (à partir des programmes de transfert et de réinstallation) qu'ils sont prêts à accueillir dans leurs pays. Ils devraient en même temps se mettre d'accord pour créer un fonds européen qui financerait les municipalités qui sont prêtes à intégrer les réfugiés. Ces municipalités recevraient comme incitations positives le même montant pour financer leur propre développement. Les stratégies d'intégration et de développement devraient être combinées et élaborées par un groupe de plusieurs parties. Il serait invité par l'administration des municipalités et rassemblerait des représentants des communautés issues de la scène politique, des entreprises et de la société civile organisée.

Les gouvernements nationaux seraient donc libérés de la décision du lieu où imposer l'intégration. En effet cette démarche fonctionnerait nettement mieux car elle serait volontaire. Le pouvoir de

décision des citoyens serait rendu possible par la participation préalable, bien que le processus de décision resterait dans les mains des institutions élues. Ils seraient bien avisés d'accepter ce qui aura été élaboré par un engagement et un consensus des citoyens.

L'intégration des réfugiés deviendrait donc une partie du développement de la communauté. Ce qui est, de toute manière, un processus d'intégration constant. Étant donné les disparités sociales dans nos municipalités et le manque d'infrastructure, cela serait nécessaire même s'il n'y avait plus de réfugiés à intégrer.

Aider les citoyens à s'identifier davantage à l'Union européenne

Une telle stratégie participative financée par l'Union européenne renforcerait en même temps l'identification des citoyens européens à l'Union européenne. La stratégie suit l'idée ancienne de l'identification par la participation. Plus de panneaux abstraits sur les bâtiments et les ponts indiquant :

#Migration « Les gouvernements nationaux seraient libérés de la prise de décision du lieu où imposer l'intégration, ce qui fonctionnerait mieux si c'était une procédure volontaire. »
@Gesine_Schwan



« Financé avec l'aide de l'Union européenne », mais des expériences concrètes de citoyens par exemple en France et au Portugal, montrant que leur participation démocratique est renforcée par l'Europe.

Il n'y aurait pas de sanctions négatives pour les gouvernements nationaux n'accordant pas l'accès aux réfugiés dans leurs pays. Cependant, les municipalités de leurs pays commenceraient probablement à accepter les réfugiés pour pouvoir obtenir le financement de leur développement à travers leur intégration.

Pour pouvoir introduire cette stratégie dans le nouveau cadre financier de 2021, le reste des fonds pourrait être dépensé pour un projet pilote testant la meilleure méthode de travail pour un « fonds de développement de l'intégration et des municipalités ».



> AUTEUR

Gesine Schwan est Doyenne de l'Université européenne Viadrina à Francfort-sur-l'Oder, elle a été candidate à la présidence fédérale allemande, en 2004 et 2009.



Paris: Des migrants sans-abri venus d'Afrique près d'un camp de migrants sur le périphérique Nord de Paris

LE PARTENARIAT UE-AFRIQUE ET LA MIGRATION DEVRAIENT ÊTRE AU CENTRE DE NOTRE PROGRAMME POLITIQUE PROGRESSISTE

par Antony Beumer

Surmonter les défis des flux migratoires et une politique efficace des réfugiés de l'UE sont des conditions préalables à la survie de l'Union européenne. Les socialistes et les sociaux-démocrates devraient sortir de leur zone de confort et faire d'une politique de gestion des migrations efficace et progressive et du partenariat UE-Afrique, une priorité absolue dans la perspective des élections européennes de 2019.

“ En tant que progressistes, nous ne pourrions peut-être pas gagner des élections avec nos propositions de politique migratoire, mais nous pouvons certainement les perdre. ” Cette citation du vice-président social-démocrate de la Commission européenne, Frans Timmermans, évoque les défis liés à la promotion d'une politique migratoire progressive dans le contexte politique actuel en Europe.

Dans cet article, je voudrais donner cinq raisons pour lesquelles les socialistes et les sociaux-démocrates devraient placer le partenariat UE-Afrique et la migration au premier rang de leurs priorités à l'approche des élections européennes de 2019.

D'abord, selon l'Organisation internationale des migrations (IOM), entre 2014 et janvier 2018, environ 15 565 migrants se sont noyés en Méditerranée en essayant d'atteindre l'Europe et beaucoup d'autres sont morts dans le désert. Mettre fin à ce drame devrait être notre priorité absolue. Chaque être humain en mouvement, que ce soit à cause de la guerre, de la famine ou d'un manque total de perspectives, a le droit d'être protégé.

Deuxièmement, nos électeurs savent très bien comment Trump et les forces européennes xénophobes de droite veulent « résoudre la crise migratoire ». Dans le même temps, nous tardons à promouvoir un plan progressif pour la migration de l'UE et les relations UE-Afrique.

Un tel plan devrait inclure tous les aspects de la gestion des migrations : sauver des vies en mer et

« *#Migration et les relations UE-Afrique sont trop importantes pour être laissées à la droite xénophobe. Les progressistes devraient présenter leurs plans sur ces questions avant les élections du Parlement européen.* »
@abeumer
@TheProgressives



dans le désert, retourner dans le pays d'origine, s'occuper des mineurs non accompagnés, améliorer les contrôles aux frontières, lutter contre la violence et les abus des réseaux criminels, lier les retours volontaires assistés au développement socio-économique dans les municipalités locales.

Troisièmement, sous la direction de la Haute représentante de l'UE, Federica Mogherini, l'UE est en train de redéfinir les relations UE-Afrique fondées sur le respect mutuel et la coopération et le développement à long terme. Alors que Trump a retiré les États-Unis des accords de l'ONU pour les migrations et les réfugiés en décembre, l'UE fait exactement le contraire en coopérant avec le Secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres. Même si la situation sur le terrain est souvent instable et qu'il est extrêmement difficile de travailler avec des États défaits tels que la Libye, nous mettons en place un système de coopération durable et soutenable avec divers pays d'origine et de transit africains. L'approche holistique de l'UE, qui met en relation le développement durable, la sécurité et la gestion

des flux migratoires, repose sur des principes sociaux-démocrates fondamentaux.

Quatrièmement, nous devons informer les citoyens de l'UE des raisons pour lesquelles de nouveaux progrès en matière de politique migratoire et de relations UE-Afrique sont régulièrement bloqués. Ce n'est pas à cause de la Commission européenne et du Parlement européen. Des plans très concrets ont été élaborés par, notamment des députés sociaux-démocrates. Nous savons ce qu'il faut faire.

Le problème réside dans le Conseil de l'UE et le comportement scandaleux de certains États membres de l'UE - qui refusent de donner asile à un petit nombre de réfugiés reconnus - ainsi qu'à un groupe plus important d'États membres qui ont promis de financer des projets d'aide en Afrique mais qui refusent de faire les paiements nécessaires dans le Trust de l'UE pour l'Afrique.

« *#Migration « Surmonter les défis des flux migratoires et une politique efficace des réfugiés de l'UE sont des conditions préalables à la survie de l'Union européenne.* »
@abeumer
@TheProgressives



Cinquièmement, surmonter les défis des flux migratoires et une politique efficace des réfugiés de l'UE sont des conditions

préalables à la survie de l'Union européenne. L'absence d'une politique européenne efficace et la solidarité entre les États membres érodent le soutien au projet européen, comme nous le constatons actuellement en Italie.

Certains progrès ont été accomplis en 2017 et la Commission a présenté des plans ambitieux pour 2018, mais les forces nationalistes et xénophobes dans et en dehors des États membres feront tout leur possible pour empêcher la politique migratoire de l'UE et les relations UE-Afrique de devenir un succès.

Les socialistes et les sociaux-démocrates sont forts et francs quand il s'agit de priorités telles que la réforme de la zone euro, le développement durable et les droits fondamentaux. Sortons de notre zone de confort et faisons d'une gestion des migrations efficace et progressive et du partenariat UE-Afrique une priorité absolue dans la perspective des élections européennes de 2019.



> AUTEUR

Antony Beumer est Secrétaire général adjoint du groupe des Socialistes et Démocrates au Parlement européen et ancien Secrétaire général du Parti des Socialistes européens.



| Johannesburg, Afrique du Sud

POURQUOI L'AFRIQUE COMPTE-T-ELLE POUR L'EUROPE ?

par Ernst Stetter

L'UE et l'Afrique ont toutes deux besoin d'un accord de partenariat de grande envergure. Ernst Stetter, le Secrétaire général de la Fondation européenne d'études progressistes, explique pourquoi.



© Shutterstock.com

Lors du dernier sommet Union africaine-Union européenne, qui s'est tenu les 29 et 30 novembre 2017 à Abidjan, les chefs d'État européens et africains se sont réunis pour discuter d'un large éventail de défis mondiaux et régionaux sous l'égide de l'autonomisation des jeunes africains. En effet, dans la déclaration finale publiée le 7 décembre, l'accent a été mis sur l'investissement dans la jeunesse comme condition préalable à la construction d'un avenir durable. Comme l'a déclaré le président français Emmanuel Macron lors de son discours à l'université de Ouagadougou deux jours avant le sommet, l'influence de cette génération sur le continent africain sera décisive pour l'avenir du monde. En effet, d'ici 2050, 450 millions de jeunes accéderont au marché du travail et 1 personne sur 4, en âge de travailler, dans le monde, sera africaine.

S'attaquer aux problèmes majeurs

Pour que l'Afrique ait un avenir durable, elle devra s'attaquer aux grands problèmes économiques et politiques du continent : mauvaise gouvernance, conflits politiques, population mécontente, insécurité alimentaire, déplacements massifs de populations et flux migratoires vers l'Europe.

Cependant, quand il s'agit du débat sur l'Afrique, il y a aussi un fort sentiment de « déjà vu » avec beaucoup de répétitions de termes souvent cités tels

*#UnionAfricaine
"Créer des opportunités pour que les jeunes restent et s'épanouissent en Afrique est l'ingrédient clé pour une croissance durable, la stabilité et la paix. »
@ernststetter*



que le développement durable et mutuel, le partenariat entre les deux continents, les intérêts stratégiques.

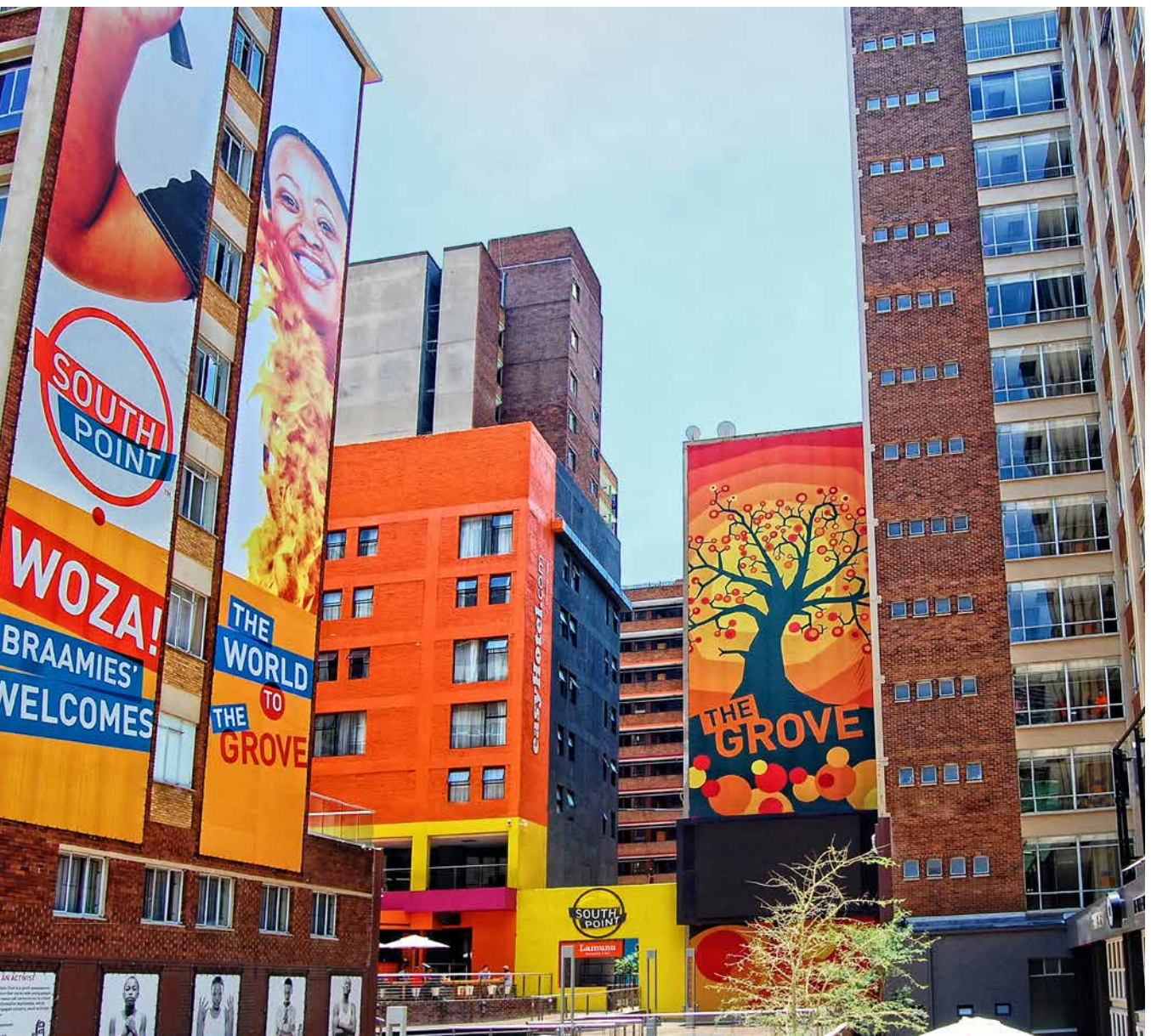
La question la plus urgente est sans aucun doute la question des migrations et la tragédie en cours des pertes humaines au Sahara et en Méditerranée. Il devrait être clairement dit qu'il n'y a pas de stratégie à court terme pour l'Europe ou pour l'Afrique pour résoudre les causes profondes de la migration et en particulier de la migration irrégulière. L'augmentation à court terme des investissements en Afrique pour des emplois destinés aux jeunes et l'approche européenne de la sécurité ne freineront pas immédiatement les flux migratoires.

Avec la fin de la Stratégie conjointe Afrique-UE (2007-2017) et de l'Accord de Cotonou, respectivement en 2017 et 2020, le renouvellement de ce partenariat entre les deux « Unions » est essentiel et devrait constituer un véritable pacte stratégique durable pour au moins deux autres décennies.

Le futur cadre de ce pacte doit intégrer des caractéristiques socio-économiques et politiques. Il doit aussi surmonter les formulations creuses et s'attaquer aux raisons profondément enracinées de la méfiance croissante entre l'Afrique et l'Europe ainsi qu'à l'inefficacité de la coopération UE-Afrique. En fin de compte, l'objectif d'un tel « pacte de coopération » serait un consensus commun et une meilleure compréhension du partenariat. Les deux partenaires doivent fournir des arguments solides et convaincants pour attirer la communauté internationale et inciter le monde des affaires.

Les principaux atouts de l'Afrique

Indiscutablement, l'Afrique compte. En terme de taille et de population, le continent africain arrive en 2^{de} position avec notamment plus de 1,3 milliard d'habitants. Compte tenue de la croissance rapide de la population, on estime qu'en 2050, environ 2,5 milliards de personnes vivront en Afrique. 2015 marque le 20^{ème} anniversaire de l'accélération de la croissance économique de l'Afrique subsaharienne. Au cours de cette période, la croissance s'est établie, en moyenne, à 5,2 % par année. Il existe des taux de croissance durables, des investissements étrangers directs et des réserves de change en hausse, des résultats à l'exportation robustes et des réductions du niveau d'endettement dans beaucoup de pays africains. Sur le plan environnemental, l'Afrique joue un grand



© Shutterstock.com

Johannesburg, Afrique du Sud

rôle, maintenant l'équilibre de la biosphère et évitant l'appauvrissement de la couche d'ozone. Le continent possède les plus grandes réserves au monde de bauxite, de chromites, de cobalt, de diamants et d'or. Il est riche en palladium, phosphate, vanadium et zircon. La

production africaine représente 80 % des métaux du groupe du platine dans le monde, 55 % des chromites, 49 % du palladium, 45 % du vanadium et jusqu'à 55 % de l'or et des diamants. Les liens historiques de l'Afrique et sa géographie offrent aux investisseurs européens un avantage

comparatif sur l'Amérique du Nord et l'Asie, y compris la Chine.

Mais les nombreux facteurs qui ont contribué de plus en plus à la marginalisation du continent sur la scène mondiale ne doivent pas être oubliés. Ces facteurs

comprennent la faiblesse politique et les mauvaises structures de gouvernance depuis la proclamation de l'indépendance dans les années 1960. Réformer la gouvernance politique et économique de l'Afrique est clairement la priorité absolue, mais c'est avant tout un problème

interne pour l'Afrique. Pendant plus de 30 ans, des étrangers ont essayé sans grand succès de soutenir et de contribuer à plus de démocratie, à une plus grande croissance économique et à une bonne gouvernance. Les jeunes générations sont de plus en plus conscientes de la nécessité de progresser vers une stabilité économique durable, une croissance durable et, en particulier, une meilleure gouvernance. On réalise de plus en plus que le continent doit surmonter son image publique, généralement associée à la faim, la pauvreté, la maladie et les conflits, et qui ne reflète pas la réalité diverse de l'Afrique.

Cependant, on ne peut pas résoudre le problème des migrations et des jeunes sans répondre aux préoccupations d'une population en constante augmentation qui ne dispose pas d'infrastructures adéquates pour répondre à ses besoins croissants. Le nombre de personnes vivant sur le continent qui vivaient en dessous de 1,25 dollar par jour a continué de grimper de 358 millions en 1996 à 415 millions en 2011, l'année la plus récente pour laquelle des estimations officielles existent. L'impact du changement du modèle agricole « traditionnel » a laissé de nombreux chômeurs dans des conditions précaires, ne leur offrant aucune éducation

#UnionAfricaine « La création d'un plan d'investissement extérieur de #UE de 44 milliards d'euros pour l'#Afrique est une opportunité pour encourager les investissements du secteur privé » @ernststetter



et formation prospectives. Sans planification urbaine durable, les villes ont été débordées par l'arrivée de ces populations rurales, incapables de compenser la perte de leurs emplois. Ainsi, alors que Dakar, au Sénégal était, dans les années 1970, une ville d'environ un million d'habitants, c'est aujourd'hui une zone urbaine de plus de six millions d'habitants. Dans les années 1970, le Sénégal comptait 6 millions d'habitants. Sa population a aujourd'hui doublé. Alors que seulement un sixième de la population vivait dans la région de la capitale, la proportion a atteint la moitié de la population.

C'est l'une des raisons les plus évidentes pour lesquelles la pauvreté, l'insécurité et le manque de perspectives conduisent beaucoup de gens à choisir des chemins dangereux,

risquant leur vie au Sahara et en Méditerranée pour atteindre le continent européen et d'autres à être sensibles aux discours radicaux menant au djihadisme et au terrorisme.

Créer des opportunités pour que les jeunes s'épanouissent et restent en Afrique est donc l'ingrédient clé pour une croissance durable, la stabilité et la paix. Mais il est plus facile de le dire que de le mettre en place. La question cruciale est l'éducation et la formation combinées avec l'accès à l'enseignement supérieur et, en particulier, la formation professionnelle en cours d'emploi. En tant que principaux producteurs économiques dans la plupart des pays africains, les industries à moyenne et petite échelle ont besoin de personnes bien formées et qualifiées. Sans eux, il n'y a pas de production et sans production, il n'y a pas besoin de travailleurs qualifiés.

Historiquement, l'Union européenne a toujours eu un impact positif en matière d'aide au développement dans les pays africains. En tant que quatrième donateur mondial (aide publique au développement nette), l'UE a contribué avec plus de 15,7 milliards de dollars en 2016 et s'est fixée comme priorité la réduction de la pauvreté et le développement humain. L'une

des décisions annoncées lors du Sommet d'Abidjan, la création du Plan d'investissement extérieur de l'UE pour l'Afrique de 44 milliards d'euros (en plus des initiatives déjà mises en place par le Cadre pluriannuel et le Fonds pour l'Afrique) ouvre de nouvelles opportunités aux investisseurs du secteur privé qui pourraient conduire à la création rapides d'emplois à la fois bons et durables.

Enfin, l'Afrique compte pour l'Europe et l'Europe compte pour l'Afrique et tous deux devraient œuvrer ensemble à la création d'un partenariat bi-continental de grande envergure.



> AUTEUR

Ernst Stetter est le secrétaire général de la Fondation européennes d'études progressistes (FEPS).

EU AFRIQUE



Le dernier sommet Union africaine-Union européenne s'est tenu fin novembre 2017 à Abidjan, la capitale économique de la Côte d'Ivoire, sous le thème "Investir dans la jeunesse pour un avenir durable"

CE QUE NOUS POUVONS FAIRE AVEC L'AFRIQUE, ENSEMBLE

par Federica Mogherini

L'attitude de l'Europe envers l'Afrique évolue rapidement et radicalement. Pendant trop longtemps, les Européens ont été principalement divisés entre ceux qui voulaient exploiter les ressources de l'Afrique et ceux qui voulaient, avec condescendance, « sauver » le continent par charité. Aucune de ces approches n'aurait une chance d'avancer aujourd'hui. Il est temps de voir l'Afrique non pas comme un problème, mais comme une terre d'immense potentiel, non pas comme un destinataire passif de politiques décidées ailleurs, mais comme un partenaire désireux de travailler collectivement sur ses propres recettes.

Nous - les progressistes européens, les socialistes et les démocrates - avons été les moteurs de ce changement. Nos idées façonnent le nouveau partenariat de l'Union européenne avec l'Afrique. Nous partageons l'appel des Nations Unies à ne laisser personne de côté et nous faisons confiance à l'aspiration de chaque personne à construire un avenir meilleur pour elle-même et pour ses communautés.

Engagement de l'UE en Afrique

L'Union européenne avec ses États membres est le plus grand donateur humanitaire - dans le monde entier et en Afrique. À l'heure où les autres acteurs mondiaux mettent en doute leurs engagements, nous ne doutons pas : nous continuerons à nous soucier de la sécurité alimentaire et sanitaire en Afrique, des soins de santé et de la lutte contre le changement climatique, des millions d'Africains fuyant la guerre et la pauvreté. Pourtant, nous savons aussi que les solutions à ces défis ne peuvent venir que du continent africain : nous construisons des partenariats et nous investissons dans le talent de la jeunesse africaine, dans ses aspirations et son ingéniosité.

Nous avons réalisé que notre travail n'est pas seulement de demander ce que nous pouvons faire pour l'Afrique, mais ce que nous pouvons faire avec l'Afrique, ensemble. C'est l'esprit qui a façonné notre plan d'investissement externe : nous visons à mobiliser plus de 44 milliards d'euros d'investissements publics et privés en Afrique

#withAfrica
« Nous voyons l'Afrique non pas comme un problème, mais comme une terre d'immense potentiel »
@FedericaMog
@eu_eeas



et dans notre région, en créant de bons emplois et une croissance réellement durable, en investissant dans les jeunes africains et chez les femmes, en créant un meilleur environnement pour les entreprises, dans les technologies vertes et l'innovation.

Contraintes freinant l'Afrique

Nos amis africains demandent des investissements et du soutien, mais aussi une opportunité de réaliser leur propre potentiel. Ce potentiel est actuellement freiné par un certain nombre de contraintes et tout d'abord, par le conflit et l'instabilité. L'Union européenne est attachée à la paix et à la sécurité en Afrique : actuellement, dix mille hommes et femmes européens en uniforme servent en Afrique, en partenariat avec les forces africaines. Nos missions européennes ont déjà formé trente mille soldats, policiers et juges africains. Et aujourd'hui, nous investissons encore plus dans les solutions africaines aux problèmes de sécurité de l'Afrique. Nous avons été les premiers à soutenir la Force commune créée par cinq pays du Sahel pour lutter contre le terrorisme et le crime organisé, ainsi que la Force multinationale interarmées

contre Boko Haram. Ce n'est pas seulement la bonne chose à faire pour apporter la paix et la sécurité à des millions de personnes. C'est aussi la chose intelligente à faire, parce que la sécurité de l'Afrique est notre propre sécurité. Nous travaillons avec l'Afrique dans un intérêt commun.

Nous - les progressistes européens, les socialistes et les démocrates - croyons en la valeur de chaque vie humaine. Face à la tragédie humanitaire massive en Méditerranée, nous avons avant tout œuvré pour sauver le plus de vies possibles : L'opération Sophia, l'opération militaire de l'Union européenne en Méditerranée, a sauvé des dizaines de milliers de personnes et nous devrions tous en être fiers.

Vider les centres de détention

Aujourd'hui, nous sommes au travail pour arrêter une autre tragédie, en vidant les centres de détention en Libye. Nous avons décidé de le faire avec l'Union africaine, les Nations Unies et ses agences telles que l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés

#withAfrica. « Ce n'est pas seulement un hashtag ou un slogan. C'est une nouvelle façon de penser et une nouvelle façon de faire les choses. C'est notre propre chemin progressif et aujourd'hui c'est notre façon européenne »
@FedericaMog
@eu_eeas



(HCR) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

En mettant en place une coopération trilatérale sans précédent, nous créons les conditions qui permettent à des milliers d'Africains à rentrer chez eux dignement. Nous ne les ramenons pas simplement dans leur pays : nous les aidons à apprendre un métier, à créer une nouvelle entreprise, à commencer une nouvelle vie. Tous ceux qui ont droit à la protection internationale doivent avoir la possibilité d'atteindre une destination sûre, y compris en Europe. Mais nous devons également travailler avec l'Afrique pour réaliser son potentiel et créer de meilleures opportunités pour ses jeunes.

Notre groupe au Parlement européen a récemment organisé un événement sur l'Afrique sous le hashtag #withAfrica. Ce n'est pas seulement un hashtag ou un slogan. C'est une nouvelle façon de penser et une nouvelle façon de faire les choses. C'est notre propre chemin progressif et aujourd'hui c'est notre voie européenne.



> AUTEUR

Federica Mogherini est actuellement vice-présidente de la Commission européenne et haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité. Auparavant, elle était ministre des Affaires étrangères de l'Italie.

EU BUDGET



Philippe STIRNWEISS, © European Union 2017 - Source: EP

| Le Parlement européen débattant du budget de l'UE pour 2018 à Strasbourg

UN ÉLÉPHANT DANS LA PIÈCE EUROPÉENNE : LA QUESTION DU BUDGET

par Nicolas Leron

Bien plus qu'une question de stabilisation macroéconomique d'une zone monétaire sous-optimale, la question du budget européen relève de la dimension constitutive d'une communauté politique. L'UE souffre d'une crise de la puissance publique qui appelle un saut budgétaire, seul à même de fonder une démocratie européenne digne de ce nom.

Et si la crise européenne était d'abord une crise du regard, le fait d'un certain regard ? Le regard "économiste" qui appréhende, et donc quelque part façonne,

la réalité européenne au travers de la sous-optimalité de la zone euro et de l'incomplétude de l'Union économique et monétaire. Le maître mot, l'objectif de toutes les réformes sera stabilité. Et

non démocratie. Mais en renversant l'économie par le politique, en prenant comme point de départ la question démocratique, la crise européenne devient autre : une crise de la puissance publique.

C'est alors qu'apparaît sous un nouveau jour le budget de l'Union européenne (UE). Celui-ci semble relever de prime abord de la technique comptable obtuse, doublée d'un savant jeu de clés

#EUBudget
“Absence de pouvoir budgétaire européen et réduction du pouvoir budgétaire national : l’UE souffre d’une crise structurelle d’impuissance publique.”
@nicolasleron



de répartition entre Etats membres. Bref, un sujet des plus rébarbatifs pour le commun des mortels comme pour le spécialiste des questions européennes qui préférera porter son attention sur les enjeux brillants et sonores de l’intégration européenne. C’est souvent ainsi qu’un éléphant au milieu d’une pièce passe inaperçu, qu’il échappe au regard du visiteur comme du maître des lieux. Le budget de l’UE est cet éléphant au milieu de la pièce européenne.

Pourquoi donc ? Parce que le budget constitue la chair de la démocratie, la substance d’une puissance publique et du pouvoir politique du citoyen. La démocratie parlementaire commence conceptuellement et historiquement par le vote du budget, c’est-à-dire par le vote des recettes, à savoir la part de richesse collective qu’une communauté politique décide de se donner à elle-même, puis le vote des dépenses, à savoir les biens publics que cette communauté politique décide de

produire pour elle-même. En effet, si la démocratie est un demos, elle est surtout un kratos, une capacité collective d’agir sur la réalité commune, ce qui se traduit par une puissance publique qui elle-même repose sur le pouvoir budgétaire du parlement. C’est le budget qui confère la capacité aux citoyens de choisir entre différents grands programmes de politiques publiques, puis de voir leur choix effectivement mis en œuvre par la majorité élue.

Le Parlement européen a bien une compétence budgétaire, celle de voter le budget. Mais le budget qu’il vote n’est pas un budget politique. Avec son 1% du PIB de l’UE, il relève du budget technique dont l’ordre de grandeur est à rapprocher des 0,7% que l’ONU prescrit aux Etats en matière d’aide au développement. Le Parlement européen n’a pas de capacité budgétaire, donc de véritable pouvoir budgétaire. Il n’est pas un parlement et l’UE, dépourvue de véritable parlement, n’est pas une démocratie. L’UE repose sur un système sophistiqué d’équilibre des pouvoirs, assure une transparence institutionnelle, respecte l’Etat de droit et garantit un haut niveau de protection des droits fondamentaux. Mais elle n’est pas une démocratie car il lui manque un parlement doté d’un véritable pouvoir budgétaire.

L’absence de budget politique européen, l’absence d’une démocratie européenne n’est pas sans conséquence sur les démocraties nationales

des Etats membres. L’Europe de la règle, celle du marché intérieur et de la discipline budgétaire, contraint et donc réduit le pouvoir budgétaire des parlements nationaux, ce qui affecte mécaniquement la vitalité démocratique des Etats membres. Absence de pouvoir budgétaire européen et réduction du pouvoir budgétaire national : l’UE souffre d’une crise structurelle d’impuissance publique.

Bien plus qu’une démocratisation institutionnelle de l’Europe, l’essentiel est de fonder la démocratie européenne par un nouvel acte fondateur européen, comme le furent le marché intérieur et la monnaie unique. Laissant de côté l’improbable saut de souveraineté, qui tend en pratique à déboucher sur un saut en arrière, appelons à un saut démocratique, c’est-à-dire un saut de puissance publique.

#EUBudget *“La démocratie parlementaire commence conceptuellement et historiquement par le vote du budget”*
@nicolasleron



> AUTEUR

Nicolas Leron est Président fondateur du think tank EuroCité, Il est le co-auteur de “La Double démocratie. Une Europe politique pour la croissance” au Seuil en 2017, coécrit avec Michel Aglietta.



UN BUDGET POUR UNE VALEUR AJOUTÉE EUROPÉENNE

par Michel Aglietta

Pour raviver la démocratie en Europe, il faut être capable de produire une valeur ajoutée européenne servant tous les citoyens. Elle résultera d'investissements à long terme garantis par un budget renouvelé de l'UE sous le contrôle du Parlement Européen.

La dimension du long terme est cruciale pour faire une nouvelle étape dans l'intégration européenne. Elle est indispensable pour promouvoir un développement durable qui implique des investissements publics d'infrastructure, des investissements dans l'environnement et dans les ressources humaines, dépassant les capacités de chaque État isolément. L'Europe est la

bonne dimension pour entreprendre des investissements qui produisent une valeur ajoutée européenne. Elle est produite par des politiques publiques européennes dont l'effet est additionnel à la valeur qui pourrait être créée par chaque pays séparément selon le principe de subsidiarité.

Il faut donc définir des investissements liés à des objectifs politiques donnant des gains

globaux, non pas seulement locaux. Le bénéfice collectif est un bien commun. Il résulte des synergies dues à la réduction des externalités par une politique climatique intégrée, aux effets de réseaux transnationaux (interconnexions énergétiques, réseaux numériques et de transport) et aux coopérations internationales dans les politiques de cohésion territoriale. La valeur ajoutée européenne est l'avantage économique qui

aide à créer une conscience commune d'appartenance européenne dans les sociétés civiles nationales.

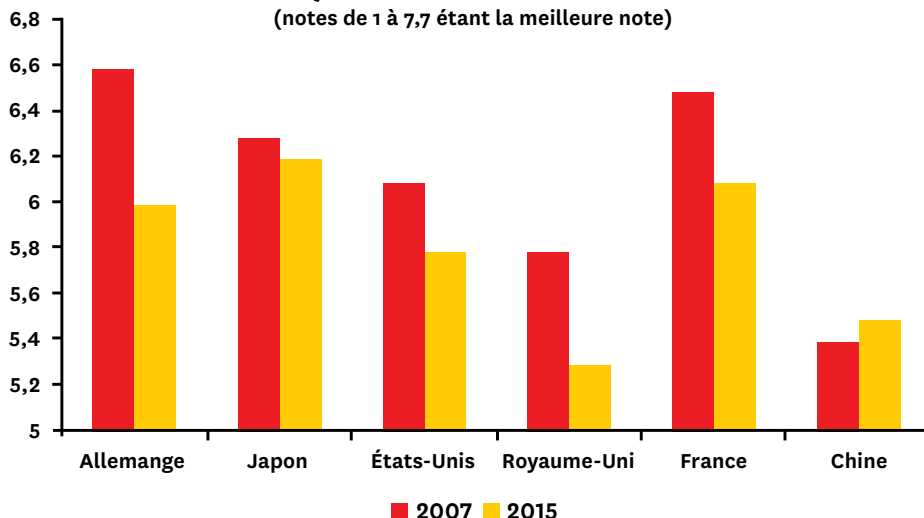
Un principe éthique de justice sociale est indispensable à l'acceptabilité démocratique de choix inter-temporels lourds au niveau européen. Or les cycles électoraux des régimes démocratiques nationaux actuels n'assurent pas la continuité d'une orientation politique

«Un principe éthique de justice sociale est indispensable à l'acceptabilité démocratique de choix inter-temporels lourds au niveau européen.»

Michel Aglietta
@CEPII_Paris



Qualité des infrastructures (notes de 1 à 7,7 étant la meilleure note)



Source : World Economic Forum Competitiveness Report

européenne. C'est pourquoi un budget européen de plein exercice, sous la responsabilité d'un Parlement Européen se détachant des joutes partisans nationales serait une étape décisive pour produire une valeur ajoutée européenne.

Dans la situation actuelle le budget européen est celui d'un jeu à somme nulle. Les gouvernements nationaux ne sont intéressés que par le solde de leurs contributions au budget européen et de ce qu'ils en retirent. Il faut le transformer en un budget « gagnant-gagnant » par l'allocation de ce budget à des opérations qui produisent une valeur ajoutée européenne.

Parce que le budget doit garantir des investissements risqués,

#EUBudget "Il faut le transformer en un budget «gagnant-gagnant» par l'allocation de ce budget à des opérations qui produisent une valeur ajoutée européenne."

Michel Aglietta
@CEPII_Paris



il faut en augmenter la taille si l'Europe choisit son autonomie dans la grande mutation de ce siècle. Il faut donc élargir ses ressources propres pour conduire des politiques

publiques tournées vers des investissements à long terme. Les ressources propres sont des attributions de recettes fiscales à l'Europe dans le but de mener des politiques communes.

Pour élargir le budget il faut donc créer politiquement le lien entre ressources propres, légitimité démocratique et valeur ajoutée européenne. Ce lien donnerait un pouvoir fiscal au Parlement Européen à partir de décisions démocratiques des parlements nationaux quant au partage de la ressource fiscale totale de l'Europe. L'imbrication des puissances publiques nationales et européenne à la poursuite d'un avantage commun est le fondement de la double démocratie.



> AUTEUR

Michel Aglietta est conseiller au Cepii (Centre français d'étude et de recherche en économie internationale) et France Stratégie. Professeur émérite à l'Université de Paris-Nanterre, membre honoraire de l'Institut Universitaire de France et ancien membre du Conseil supérieur des finances publiques.



| Corina Crețu, Commissaire européenne chargée de la politique régionale

UNE RÉFORME DU BUDGET DE L'UE, LE MEILLEUR OUTIL POUR GARANTIR UNE POLITIQUE DE COHÉSION FORTE

par Catuscia Marini

Le budget de l'UE est trop souvent considéré comme une obligation lourde qui doit être satisfaite avec de l'argent, au lieu d'un outil possible pour augmenter l'investissement dans l'Union européenne. Pourtant, depuis un demi-siècle, la politique de cohésion de l'UE contribue à réduire les disparités en matière de développement économique et de normes sociales entre les États membres de l'UE. Catuscia Marini appelle à une réforme du budget de l'UE face à la pression exercée sur lui par le Brexit et les financements nécessaires pour de nouvelles politiques.

Dans l'actuel Cadre financier pluriannuel (CFP) de l'UE, qui s'étend de 2014 à 2020, un total de 371 milliards d'euros a été réservé à la cohésion économique, sociale et territoriale. Ces fonds ont été utilisés pour financer des projets d'infrastructure transfrontalière entre l'Allemagne et la Pologne, des projets de gestion de l'eau en Italie, un centre de technologie bioscientifique en Croatie et la rénovation énergétique de quelque 70 000 logements sociaux en France. Ce sont tous des projets à haute valeur ajoutée pour l'ensemble de l'Union européenne et qui concrétisent sur le terrain le soutien de l'UE à la cohésion, à la solidarité et à la transition environnementale à travers l'UE.

#Cohesionalliance
« La réforme du #EUBudget est le meilleur outil pour garantir une politique de cohésion forte »
@CatusciaMarini
@PES_CoR



Pression du Brexit sur le budget de l'UE

Le niveau financier de la proposition de la Commission européenne pour le nouveau CFP, après 2020, déterminera si ces types d'investissements seront encore possibles à l'avenir. Les populistes de toute l'Europe réclament un budget européen plus bas. La décision

#Cohesionalliance « Seule une véritable réforme du #EUBudget peut restaurer la confiance dans l'Union européenne et permettre un financement continu pour des résultats visibles dans les villes et les régions et une politique de cohésion forte dans le prochain cadre financier pluriannuel de l'UE. »
@CatusciaMarini
@PES_CoR



Brexit met le budget de l'UE sous pression supplémentaire. On estime actuellement que le budget sera réduit de 12 à 14 milliards d'euros en raison du retrait du Royaume-Uni de l'UE. Le commissaire européen au Budget, Günther Oettinger, a annoncé à plusieurs reprises qu'il pensait que le niveau du budget de l'UE était déjà insuffisant.

Alors, comment le budget de l'UE peut-il compenser le déficit du Brexit et les besoins supplémentaires pour les nouvelles priorités de l'UE en matière de sécurité, de défense et de migration ? Les ministres des finances nationaux sont-ils prêts à doter l'UE de ressources supplémentaires ? Je crains que la réponse soit « non ». Même si un budget européen plus faible pourrait signifier que toutes les régions de l'UE ne peuvent pas bénéficier du financement de la politique de cohésion, les

ministres des finances nationaux sont malheureusement, rarement, disposés à soutenir le budget de l'UE en investissant davantage. D'autres moyens doivent donc être trouvés pour rendre le budget de l'UE plus indépendant, plus transparent et plus fiable.

Nouveaux modes de financement du budget de l'UE

En octobre 2017, le Comité européen des régions a adopté un avis d'Isabelle Boudineau (FR / PSE) appelant à de véritables ressources propres pour le budget de l'UE. Ce changement dans le système, qui consiste essentiellement à ne pas verser de contributions nationales à un budget européen autofinancé, empêcherait non seulement le financement de l'UE de dépendre de la bonne volonté des ministres des finances nationaux, mais rendrait également l'UE plus responsable de l'utilisation de son budget. Qu'une partie des revenus générés par le système européen d'échange de droits d'émission soit réinjectée dans le budget de l'UE ou qu'une taxe sur les matières plastiques soit introduite, les nouveaux modes de financement du budget de l'UE viendraient compléter les ambitions de l'UE. Ils réformeraient également le budget de l'UE et le mettraient à jour. Les États membres pourraient recentrer leurs discussions sur le CFP et sur les priorités politiques au lieu de se livrer à des échanges commerciaux basés sur des calculs très discutables du rendement net du budget de l'UE pour leur pays.

En tant que président de la région italienne d'Ombrie, je connais l'importance des programmes de la politique de cohésion pour les régions et les villes. Même si un budget européen plus important sera nécessaire pour maintenir la même part de la politique de cohésion, nous ne pouvons pas accepter de compromis entre le financement de nouvelles politiques communautaires, telles que la défense, et les investissements dans les entreprises locales et régionales pour les chômeurs ou les connexions à large bande pour les régions éloignées. Le moment est venu de convaincre les dirigeants nationaux que le monde d'aujourd'hui rend le "business à l'ancienne" impossible. Seule une véritable réforme du budget de l'UE peut restaurer la confiance dans l'Union européenne et permettre de continuer à financer des résultats visibles dans les villes et les régions et une politique de cohésion forte dans le prochain CFP.



> AUTEUR
Catuscia Marini est présidente du groupe du Parti des socialistes européens au Comité européen des régions et présidente de la région de l'Ombrie en Italie. Elle est une ancienne députée et ancienne maire de Todi en Italie.

À VOIR

L'homme qui était trop libre

Vera Kritchevskaïa, février 2017

Ancien gouverneur de la région de Nijni-Novgorod, à 400 km à l'est de Moscou, ancien vice-Premier ministre de Boris Eltsine qui finira par le limoger, Boris Nemtsov était devenu un des principaux opposants à Vladimir Poutine, avant d'être assassiné le 27 février 2015, à 55 ans, de quatre balles dans le dos au pied du Kremlin. Deux ans après son exécution et alors que son commanditaire, le tchéchène Rouslan Moukhoudinov est toujours recherché par la police, la réalisatrice russe dresse le portrait de ce farouche opposant au travers d'entretiens menés avec un autre opposant, Alexeï Navalny, toujours vivant mais régulièrement emprisonné et interdit de se présenter à

la prochaine élection présidentielle de mars 2018. Avec à peine 100 000 euros, dans l'incertitude jusqu'au dernier moment que son film voit le jour, Vera Kritchevskaïa dresse, au final un document fort sur la Russie d'aujourd'hui qui éclaire sur les enjeux de la future présidence russe.

*Des clics de conscience*

Alexandre Lumbroso et Jonathan Attias, octobre 2017

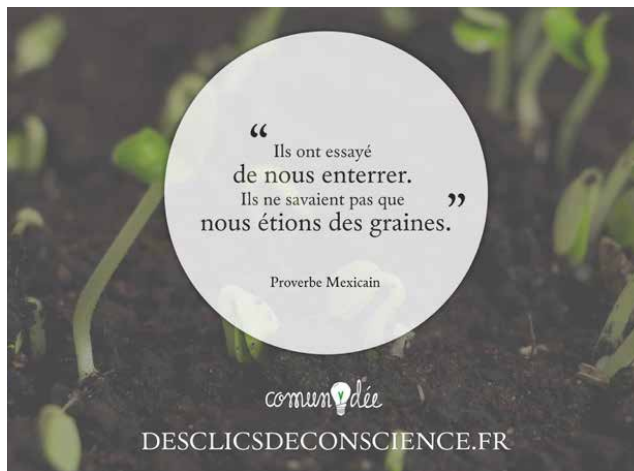
Quel moyen avons nous pour nous exprimer ? Comment utiliser la démocratie participative a bon escient? Une démocratie participative omniprésente dans la sphère du net. Les pétitions "on line" y fleurissent, peut être un peu trop nombreuses pour pouvoir distinguer leur réelle portée.

Le documentaire "Des Clics de conscience" part d'une première aventure #YesWeGraine, celle de Alexandre et Jonathan. Le 4 juin 2015, ils lancent leur pétition #YesWeGraine sur Mesopinions.com pour demander la libre utilisation des semences paysannes. En deux semaines, ils recueillent 20 000 signatures. Ils se promettent alors de mener cette revendication encore plus loin. Première interrogation : quelle

est la portée d'une pétition ?

De rendez vous avec les équipes de pétitions on line telles que de BLOOM association, CHANGE.org, Collectif STOP TAFTA, ils s'aperçoivent des défaillances de notre système démocratique pour impliquer le citoyen dans les décisions politiques.

Que deviennent nos clics une fois nos signatures récoltées ? Pendant 7 mois de tournage, le film retrace la naissance d'un lobbying citoyen à la poursuite de la démocratie.



À LIRE

Utopies réelles,
Paris, La Découverte, 2017



Eric Olin WRIGHT

Le seul titre du livre du sociologue américain Eric Olin Wright est intéressant car symptomatique d'évolutions idéologiques qui prennent la direction d'une espérance démocratique post capitaliste et contrebalancent la tentation du nationalisme autoritaire. Aussi devrait-il réjouir une gauche européenne maltraitée par les urnes et les sondages. En l'espace de quelques mois, il s'agit, après l'essai de Rutger Bregman, du deuxième ouvrage qui mobilise la notion d'utopie sans la condamner pour sa dangerosité. Aussi, la parenthèse pessimiste, ouverte en France par « Le passé d'une illusion » de François Furet et aux EU par Francis Fukuyama, quant aux ressources de l'imaginaire idéaliste, est-elle peut-être en train de se fermer et la politique susceptible de redevenir la définition d'un horizon pour la société plutôt que demeurer un management de la restauration de la croissance.

Le texte est d'autant plus intéressant qu'il constitue l'œuvre d'un intellectuel marxiste américain qui, après avoir contribué à une défense de la notion de « classe », invite, plus de cent ans après les premiers interprètes hérétiques du projet socialiste, à regarder au-delà du marxisme. Eric Olin Wright rejoint, en même temps

qu'il les actualise, les propos qu'Edouard Bernstein, à la toute fin du XIX^{ème} siècle, avaient opposés à la direction du SPD et à la II^{ème} Internationale. Exécuteur testamentaire de Friedrich Engels, Bernstein avait argué que plutôt que attendre en vain la crise finale du capitalisme, il valait mieux s'atteler à sa transformation par la construction d'une économie sociale de marché faisant la part belle au développement de formes de coopération entre les citoyens.

Chez Erik Olin Wright, on ne trouvera pas une charge contre la gauche radicale qui, aujourd'hui encore, à la suite d'Immanuel Wallerstein, croit à une disparition prochaine du capitalisme en raison de ses « contradictions internes ». La révérence par rapport à la tradition intellectuelle marxiste reste forte. Par contre, l'inventaire des méthodes permettant de socialiser le marché et la démocratie libérale est extensif, loin de se cantonner à la valorisation du budget participatif expérimenté à Porto Alegre. Il comprend, entre autres, une synthèse de débats récents au Québec dans le cadre du chantier de l'économie sociale; des propositions connues, telles que la sélection des représentants par tirage au sort, chère à David van

Reybroeck, ou moins connues comme la « carte patriotique » défendue par Bruce Ackerman pour contribuer au contrôle démocratique des campagnes électorales au travers d'une allocation citoyenne des fonds. Mais on y trouvera également une défense originale de l'allocation universelle. En effet, à l'encontre de la critique classique de cette « utopie réelle » par la gauche, Wright soutient que l'attribution inconditionnelle d'un revenu de base pourrait renforcer les travailleurs face aux employeurs dans la négociation collective.

L'Idee du socialisme,
Paris, Gallimard, 2017

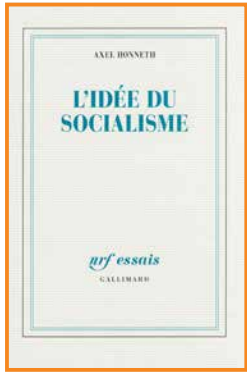
Axel HONNETH

« L'idée du socialisme » est un titre surprenant pour un ouvrage paru pour la première fois en allemand en 2015. Il est en effet a priori typique des années 1920 ou 1930 lorsque la gauche incarnait une espérance collective face au statu quo de l'exploitation du salariat comme à la montée des fascismes. Beaucoup moins d'une époque comme la nôtre où, y compris en Allemagne, les partis progressistes de gouvernement, réputés épuisés par la construction européenne et sans réponse face à l'insécurité des relations internationales, sont concurrencés par des forces xénophobes invitant à la restauration de formes autoritaires d'Etats protecteurs et protectionnistes.

Or, le titre du dernier ouvrage de la nouvelle figure dominante de l'Ecole de Francfort n'est pas une provocation. Pas plus qu'il n'introduit un ouvrage d'histoire. Bien loin d'abonder dans le sens des détracteurs du projet socialiste, Axel Honneth en soutient l'actualité pour autant qu'on en retrouve les fondamentaux latéralisés, sinon oubliés, par les mouvements ouvriers du XX^{ème} siècle. Autrement dit, son essai, construit à partir d'une succession de conférences données à l'Institut de philosophie de Hanovre, ne plaide pas le



Lisez et téléchargez nos publications en ligne sur www.progressivepost.eu



caractère indépassable de l'Etat social national qui s'est épanoui en Europe de l'Ouest pendant trente ans à partir de 1945. Il ne conforte pas non plus les nouveaux partis de gauche dans l'espoir, alimenté par une lecture trop sommaire du Capital de Thomas Piketty, que la réduction des inégalités produira de façon mécanique un monde meilleur.

Située dans le prolongement des critiques comme celle d'André Gorz du matérialisme de la gauche du siècle dernier et de la surdité de celle-ci aux problématiques étrangères aux relations de travail, la version de l'idée du socialisme qu'expose Honneth retrouve l'inspiration hégélienne des premiers écrits de Marx. Elle rappelle que l'enjeu de la transformation du capitalisme nécessaire à la restauration de la dignité humaine n'est pas localisé dans la seule sphère de l'économie. Si les conditions matérielles d'existence importent, la question dont la résolution définira la qualité de la vie des personnes n'est pas celle du régime, privé ou public, de la propriété, mais de l'articulation de la liberté et de la solidarité. A priori, la conclusion peut paraître abstraite et peu féconde. Pourtant, appliquée au quotidien, elle signifie que le projet socialiste ne constitue pas un corpus doctrinal fermé,

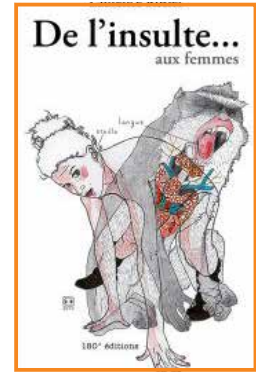
mais une invitation à l'expérimentation de nouvelles formes de vie en commun dans toutes les sphères de l'existence privée ou publique, qu'il s'agit de la famille, de la ville ou de l'entreprise. Ainsi défini dans des termes que n'aurait pas renié John Dewey, le socialisme serait un appel à l'intelligence collective pour rendre aux individus les commandes de leur existence sans pour autant, au contraire de la perspective darwinienne néolibérale, les opposer les uns aux autres.

De l'insulte ... aux femmes, Bruxelles, 180^e éditions, 2017

Laurence ROSIER

Dans les pays francophones, le débat sur l'opportunité d'une réforme de la grammaire et de l'orthographe est sorti du cadre des universités. Bien qu'a priori hermétique, la notion de « grammaire inclusive » a fait la une de la presse à plusieurs occasions. La raison en est simple : au-delà de la question des règles de l'écriture, l'enjeu des polémiques est celui de la définition des normes destinées à accompagner l'affirmation du genre, ou autrement dit du droit des personnes à échapper au déterminisme biologique dans la construction de leur identité. De surcroît, au cœur de la question du genre, demeure celle du droit des femmes à une égalité juridique et sociale que même les Etats les plus démocratiques au monde tardent à assurer. Aussi, s'il ne fallait retenir du projet de « grammaire inclusive » qu'une seule intention, c'est bien celle de supprimer la ritournelle, entendue depuis l'enseignement fondamental, selon laquelle « le masculin l'emporte » dans la construction des accords...

Enseignant notamment l'analyse du discours à l'Université Libre de Bruxelles, la linguiste Laurence Rosier intervient régulièrement en Belgique, en France, en Haïti ou en Suisse, sur les questions que l'usage de la langue soulève ou révèle.



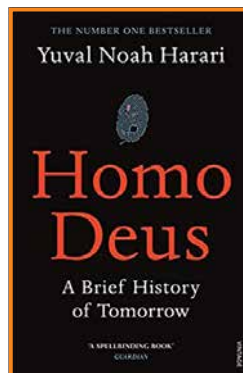
La grammaire inclusive en fait partie, mais n'est pas son seul domaine de recherche.

Son travail de commissaire de l'exposition « Salopes et autres noms d'oiselles » organisée à Paris dans le cadre de la Maison des Sciences de l'homme à Paris a attiré, en pleine « Affaire Weinstein », l'attention des médias internationaux. L'ouvrage « De l'insulte...aux femmes » accompagne cette exposition en même temps qu'il constitue une vulgarisation de travaux de la linguiste.

Si la langue française est associée à l'amour courtois ou en liberté depuis Chrétien de Troyes ou Marivaux, elle est aussi, comme tant d'autres, celle de l'insulte et de l'avilissement parce que la parole ne renvoie pas seulement au plaisir de l'échange, mais aussi, et surtout, à la violence des rapports de pouvoir. Laurence Rosier rappelle cette réalité, l'illustre et la met en perspective. Entre autres choses, son livre montre que la modernité de l'internet relève essentiellement de la technologie puisque les rapports sociaux, que les réseaux informatisés accélèrent, demeurent très classiques dans leur contenu et un lieu de violence verbale dont les femmes, célèbres ou inconnues, sont, comme en rue, la cible. En combinant des

HOMO DEUS
*Une brève histoire
 de l'avenir*

Yuval Noah HARARI



études de cas tirées par le web, mais aussi consacrées aux écrivaines George Sand et Christine Angot comme à la vedette de télé-réalité Nabilla Benattia, « De l'insulte ... » montre les constantes injurieuses des discours portés sur les femmes ou adressés à celles-ci lorsque l'une d'elle s'écarte un tant soit peu des normes communément admises.

Le livre se termine en beauté par la citation d'un poème de Léon Gontran Damas dont les vitupérations de la droite conservatrice française à l'assemblée nationale avaient étouffé la récitation par Christine Taubira lors des débats parlementaires sur l'extension aux homosexuels du droit au mariage.

Homo Deus, l'ouvrage dans lequel l'avenir est imaginé en détail différé, est le livre à lire. C'est un planificateur de scénario très séduisant des nombreuses façons dont nous pourrions nous dépasser nous-mêmes. « La modernité est un contrat et le contrat tout entier peut être résumé en une seule phrase : les humains ont accepté de troquer le sens en échange du pouvoir. » Harari suggère que ce pouvoir pourra nous donner des qualités surhumaines dans un avenir proche : la possibilité d'allonger la durée de vie et même de mettre la mort en échec, la capacité de créer de nouvelles formes de vie, de devenir des concepteurs intelligents de nos propres Galapagos, et les moyens de mettre fin à la guerre, à la famine et au fléau. Il y aura cependant un prix à payer en échange de ce pouvoir.

Pour commencer, Harari défend l'idée selon laquelle, si la tendance actuelle se poursuit, elle est destinée à être inégalement répartie de manière considérable. Il est probable que la nouvelle longévité et les qualités surhumaines soient l'apanage des très riches en technologie, les maîtres de l'univers des données. Entre-temps, le démission du travail, remplacé par des machines efficaces, créera une énorme « classe inutile », sans

objectif économique ou militaire. En l'absence de religion, il sera requis de la part de fictions globales de donner un sens au monde. Encore une fois, si rien ne change dans notre approche, Harari envisage que le « dataïsme », une foi universelle dans le pouvoir des algorithmes, devienne sacrosainte. Pour les utopistes, cela ressemblera beaucoup à la « singularité » : un système de traitement des données omniscient et omniprésent qui est réellement indiscernable des idées de Dieu, auquel les humains seront constamment connectés. Cela ressemblera à cela aussi pour les dystopiens.

« Les organismes sont des algorithmes et tout animal, y compris l'homo sapiens, est un assemblage d'algorithmes biologiques façonnés par la sélection naturelle au cours de millions d'années d'évolution. Il n'y a pas de raison de penser que les algorithmes biologiques peuvent réaliser des choses que les algorithmes non biologiques ne seront jamais capables de reproduire ou de dépasser. » Dans l'ouvrage d'Harari, l'« algorithme » humain sera bientôt dépassé et surpassé par tous les autres algorithmes. Ce n'est pas le spectre de l'extinction de masse qui pèse sur nous. C'est le spectre de l'obsolescence de masse.

Le nouveau livre de Yuval Noah Harari est indispensable à tous ceux qui souhaitent réfléchir à ce qui pourrait être l'avenir de l'humanité et du monde. C'est une fiction, mais un ouvrage qui nous donne la responsabilité de réfléchir beaucoup plus à la manière dont nous vivons dans nos démocraties.



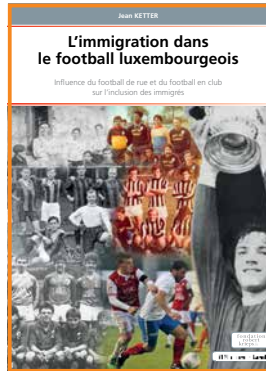
Lisez et téléchargez nos publications en ligne sur www.progressivepost.eu

À RÉFLÉCHIR



« La participation des femmes à la politique de l'Union européenne — Učešće žena u politici Evropske Unije »

Sonja Lokar
conseillère internationale indépendante à l'égalité des genres
 L'égalité des genres et la participation des femmes n'ont jamais été des préoccupations majeures de l'Union européenne. Mais avec le temps, en raison des efforts constants de femmes progressistes et actives dans l'Union européenne, ces problèmes qui étaient auparavant des « problèmes qui n'en sont pas » sont devenus des questions importantes dans la vie politique européenne. Ce processus a reçu une impulsion déterminante au début des années 90 lorsque deux pays scandinaves (la Suède et la Finlande) ont rejoint l'Union européenne et lorsque l'Union européenne s'est préparée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes à Pékin.



L'immigration dans le football luxembourgeois. Influence du football de rue et du football en club sur l'inclusion des immigrés.

Jean Ketter
 Le football, pratiqué dans la rue ou dans des clubs, a joué un rôle important pour l'intégration des travailleurs étrangers dans les sociétés industrielles. Ce fut le cas dans le Bassin minier du Luxembourg pour l'immigration italienne, depuis la fin du 19e siècle, puis à partir des années soixante du 20e siècle pour l'immigration portugaise dans tout le pays.



Un État, deux États ou plusieurs en Israël-Palestine ? Là n'est pas la question

Nathalie Tocci
 Pendant longtemps, beaucoup trop longtemps, le conflit israélo-palestinien a été bloqué dans une dichotomie perçue entre un État/deux États. Cette dichotomie a été le soutien vital du soi-disant processus de paix au Moyen-Orient. L'ironie, ou plutôt la tragédie, est que c'est précisément la persistance d'un tel processus, et le temps qu'il a donné à Israël pour poursuivre son propre programme qui ont invalidé la dichotomie un État/deux États et qui ont entravé tout progrès significatif vers une paix véritable.



Le conspirationnisme dans l'opinion publique française

Rudy Reichstadt
 Les attentats de 2015 en France ont mis en lumière l'existence d'un courant d'opinion conspirationniste tangible. Depuis, la circulation de théories du complot ou de fake news dans l'espace public est préoccupante. La Fondation Jean-Jaurès et Conspiracy Watch ont donc mené une étude pour estimer la pénétration du complotisme dans la société et approcher plus finement le profil de ceux qui y adhèrent. C'est l'enquête d'opinion la plus ambitieuse réalisée à ce jour sur ce sujet.



La politique de Talvivaara et les revendications représentatives

Maija Mattila

Docteure en sciences sociales

Les revendications représentatives en tant que manière de discuter de la politique

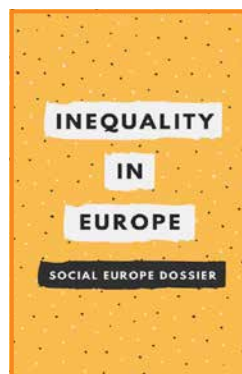
Le rapport étudie la rhétorique politique autour de ce que l'on a appelé le cas Talvivaara en Finlande entre 2005 et 2015. Il explore les différentes revendications représentatives des citoyens et leurs intérêts définis par les membres du Parlement finlandais et les acteurs de la société civile. L'analyse montre que les revendications représentatives offrent une manière apparemment neutre de communiquer des points de vue politiques. L'activisme civique a été important d'un point de vue démocratique pa ce qu'il a offert un portrait nettement distinct des citoyens et des solutions politiques nécessaires de celui des députés qui avaient une propension à uniquement trouver un équilibre entre les points de vue opposés.



Mondialisation et cohésion européenne. Actes de la Conférence de Prague sur l'Europe sociale.

László Andor, Paul Mason, Bohuslav Sobotka, Maria João Rodrigues

La Conférence de Prague sur l'Europe sociale (PSEC) 2017 a eu lieu à Prague en avril 2017 pour débattre de l'avenir de l'UE avec des universitaires, des politiciens et des syndicalistes des pays de la CEE. Le PSEC faisait partie d'un dialogue régional sur l'avenir du travail initié par l'Organisation internationale du travail (OIT). Le journaliste Paul Mason, Maria João Rodrigues (MPE) et le Premier ministre de la République tchèque Bohuslav Sobotka ont prononcé des discours sur la mondialisation et la cohésion européenne, le développement régional et les inégalités sociales et économiques croissantes. La procédure contient des transcriptions de notes clés et des résumés de toutes les parties de la conférence. Le PSEC était organisé par le ministère des Affaires étrangères de la République tchèque, le bureau Friedrich-Ebert-Stiftung de Prague, l'Académie œcuménique et l'Académie démocratique de Masaryk.



Social Europe/Friedrich-Ebert-Stiftung/Institute of Economic and Social Research of the Hans Böckler Stiftung (eds.)

Hans Böckler Stiftung (eds.)

Ce projet étudie divers aspects de la question des inégalités avec une perspective spécifique sur la dimension européenne de l'inégalité. Au cours de plusieurs mois, le projet a recueilli quinze contributions d'experts éminents pour aider à comprendre ce que l'inégalité signifie aujourd'hui. Les contributions forment trois parties de ce dossier. Il commence avec une section générale sur la compréhension des inégalités et des questions connexes telles que la mondialisation, la migration et le populisme, suivies par des chapitres sur les inégalités en Europe et une dernière partie qui étudie la dimension de l'inégalité dans des politiques spécifiques.

Abonnez-vous:

The
Progressive
Post



4 numéros
par an | pour seulement
10 €

www.progressivepost.eu/subscribe

FOUNDATION FOR EUROPEAN
PROGRESSIVE STUDIES
FONDATION EUROPÉENNE
D'ÉTUDES PROGRESSISTES



**FOUNDATION EUROPÉENNE
D'ÉTUDES PROGRESSISTES**

Rue Montoyer, 40
1000 Bruxelles - Belgique
+32 (0)2 234 69 00
info@feps-europe.eu

ISSN 2506-7664
3,00 €